
PALLI
5



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES.

PAR GUILLAUME-THOMAS RAYNAL.

TOME QUINZIÈME.



Mort heroïque du général Volf
Tom 14 pag 4

HISTOIRE PHILOSOPHIQUE ET POLITIQUE

DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES.

PAR GUILLAUME-THOMAS RAYNAL.

TOME QUINZIÈME.

À LONDRES.

1792.



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE
DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES.

SUITE DU LIVRE DIX HUITIÈME.

XIII.

A quel point la Virginie a poussé sa population et son commerce. Quelles sont ses mœurs.

La Virginie, comme la plupart des autres colonies, n'attira d'abord que des vagabonds, qui n'avoient ni famille, ni fortune. Leur travail leur donna bientôt quelqu'aisance, et ils desirèrent d'en partager les douceurs avec des compagnes. Comme il n'y avoit point de femmes dans la province, et qu'ils n'en vouloient que d'honnêtes, ils donnèrent 2250 liv.

pour chaque jeune personne qu'on leur amenoit d'Europe avec un certificat de sagesse et de vertu. Cet usage ne dura pas long-tems. Lorsqu'il ne resta plus de doute sur la salubrité, sur la fertilité du pays, des familles entières, même d'une condition honorable, se transportèrent dans la Virginie. La population augmentoit assez rapidement, lorsque le fanatisme en vint arrêter les progrès.

La religion du gouvernement fut la première et quelque tems la seule qu'on pratiqua dans cette contrée. Des non-conformistes passèrent aussi les mers. Leurs opinions ou leurs cérémonies révoltèrent ; et la loi se permit en 1642 de chasser de la province ceux des habitans qui n'étoient pas de la communion Anglicane. L'impérieuse loi de la nécessité fit depuis révoquer ce décret funeste ; mais une tolérance si tardive, et qui étoit visiblement accordée avec répugnance, ne produisit pas le grand effet qu'on en attendoit. Il n'y eut qu'un petit nombre de Presbytériens, de Quakers, de réfugiés Français qui osassent se fier à ce repentir. Le culte de Henri VIII continua à être dominant et comme exclusif.

Cependant avec le tems, les hommes se multiplièrent sur cette terre dont la réputa-

tion de fécondité augmentoit toujours. La passion des richesses qui infestoit de plus en plus l'ancien continent, donna sans interruption des citoyens à cette partie du nouveau. On y en compte six cent cinquante mille, si les calculs du congrès ne sont pas exagérés. Dans ce dénombrement sont compris les esclaves. L'opinion commune les porte à cent cinquante mille. Ce fut en 1620 que les Hollandais introduisirent les premiers de ces malheureux dans la colonie.

Les travaux de ces hommes blancs, de ces hommes noirs, donnent aux deux hémisphères du bled, du maïs, des légumes secs, du fer, du chanvre, des cuirs, des fourrures, des salaisons, du bray, des bois, des mâtures, et sur-tout des tabacs généralement supérieurs à ceux du Maryland, sans être cependant de la même perfection dans toutes les parties de la province. La préférence est accordée à ceux de la rivière d'York. On donne le second rang à ceux de la rivière James. Ceux qui croissent sur les bords du Rappahanok et au sud du Potowmak sont les moins estimés.

Depuis 1752 jusques et compris 1755, la Grande-Bretagne reçut de la Virginie et du Maryland réunis trois millions cinq cent un

mille cent dix quintaux de tabac, ce qui fit pour chacune des quatre années huit cent soixante-quinze mille deux cent quatre-vingts quintaux. Elle en exporta deux millions neuf cent quatre-vingt-neuf mille huit cent quintaux, ou sept cent quarante sept mille quatre cent cinquante quintaux tous les ans, ce qui réduisit sa consommation annuelle à cent vingt-sept mille huit cent trente quintaux.

Depuis 1763, jusques et compris 1770, les deux colonies n'envoyèrent à leur métropole que six millions cinq cent mille quintaux de tabac, ou huit cent douze mille cinq cent quintaux chacune des huit années. Il n'en fut vendu à l'étranger que cinq millions cent quarante-huit mille quintaux, ou six cent quarante-trois mille cinq cents quintaux par année, de sorte que la nation en consomma tous les ans cent soixante-neuf mille quintaux.

Dans l'intervalle des deux époques, l'importation diminua donc année commune de soixante-deux mille sept cent quatre-vingts quintaux, l'exportation de cent trois mille neuf cent cinquante quintaux; et la consommation anglaise augmenta de quarante-un mille six cent soixante-dix quintaux chaque année.

L'usage du tabac n'a pas diminué en Europe. La passion pour cette superfluité s'est même accrue, malgré les gros droits dont tous les gouvernemens l'ont comme accablée. Si ce qu'en fournissoit l'Amérique Septentrionale trouve de jour en jour parmi nous moins de débouchés, c'est que la Hollande, c'est que l'Alsace, c'est que le Palatinat, c'est que principalement la Russie en ont poussé la culture avec beaucoup de vivacité.

En 1769, la Virginie et le Maryland réunis vendirent de leurs denrées pour 16,195,577 livres 4 sols 7 d., somme dont les deux tiers appartenoient au premier de ces établissemens. Le tabac fut la principale des productions, puisqu'une colonie en exporta cinquante-sept millions trois cent trente-sept mille sept cent quatre-vingt-quinze livres pesant, et l'autre vingt-cinq millions sept cent quatre-vingt-un mille sept cent soixante-neuf livres.

En Virginie, les vaisseaux occupés de l'extraction de ces denrées, ne les trouvent pas réunies dans un petit nombre d'entrepôts, comme dans les autres états commerçans du globe. Ils sont réduits à former leur chargement en détail dans les plantations même,

placées à plus ou moins de distance de l'océan sur des rivières navigables, depuis cent jusqu'à deux cens milles. Cet usage fatigue les navigateurs, et rallentit leur marche. La Grande-Bretagne qui ne perd jamais de vue la conservation de ses hommes de mer, et qui compte pour beaucoup la multiplication de leurs voyages, desira, ordonna même qu'à l'embouchure des fleuves fussent bâties des villes où seroient envoyées les productions de la province. Les voies d'insinuation, la contrainte des loix, tout fut presqu'également inutile. On ne vit s'élever que quelques foibles bourgades qui ne remplirent jamais que la moindre partie du but que la métropole s'étoit proposé. Williamsbourg même, quoique le siège du gouverneur, des assemblées, des cours de justice et des études, quoique décoré des plus beaux édifices publics du continent septentrional, quoique la capitale de la colonie depuis la ruine de James-Town, n'a pas deux mille habitans.

Des hommes qui préfèrent la tranquillité de la vie champêtre au tumultueux séjour des cités, devroient être naturellement économes et laborieux : il n'en fut jamais ainsi dans la Virginie. Toujours ses habitans mirent beaucoup de recherche dans l'ameublement de

leurs maisons. Toujours ils se plurent à recevoir souvent leurs voisins et à les recevoir avec ostentation. Toujours ils aimèrent à étaler le plus grand luxe aux yeux des navigateurs Anglais que les affaires conduisoient dans leurs plantations. Toujours ils se livrèrent à cette mollesse, à cette incurie si ordinaire aux régions où l'esclavage est établi. Aussi les engagemens de la province furent-ils habituellement très considérables. Au commencement des troubles on les croyoit de 25,000,000 livres. Cette somme prodigieuse appartenoit aux négocians de la Grande-Bretagne pour des noirs ou pour d'autres objets qu'ils avoient fournis. La confiance de ces hardis prêteurs étoit spécialement fondée sur une loi injuste qui assuroit leur paiement de préférence à toutes les autres dettes, même antérieurement contractées.

La colonie a de grands moyens pour sortir d'une situation, en apparence, si désespérée. Elle en sortira, lorsqu'elle mettra plus de simplicité dans ses mœurs, plus de modération dans ses dépenses. Elle en sortira, lorsque, profitant des ressources d'un sol immense et assez fécond, elle variera, elle perfectionnera ses cultures. Elle en sortira,

lorsqu'elle ne tirera pas de l'étranger les meubles les plus communs et de l'usage le plus général. Elle en sortira, lorsque ses ateliers ne se borneront pas à employer quelques foibles portions d'un coton trop mauvais, pour être demandé par les manufactures de l'Europe. Elle en sortira, lorsque ses caisses publiques moins expoliées et mieux réglées permettront la diminution des impôts, beaucoup plus considérables dans cette province que dans aucune autre de ce continent. Plusieurs de ces conseils peuvent intéresser les deux Carolines.

XIV. *Commencement des deux Carolines. Leur premier et leur dernier gouvernement civil et religieux.*

La vaste contrée qu'elles occupent, fut découverte par les Espagnols peu de tems après leurs premières expéditions dans le Nouveau-Monde. Elle n'offroit point d'or à leur avarice : ils la méprisèrent. L'amiral de Coligny, plus sage et plus habile, y ouvrit une source d'industrie aux protestans Français : mais le fanatisme, qui les poursuivoit, ruina leurs espérances par l'assassinat de cet homme juste, humain, éclairé.

Quelques Anglais les remplacèrent vers la fin du seizième siècle. Un caprice inexplicable leur fit abandonner cet établissement naissant, pour aller cultiver une terre plus dure sous un climat moins tempéré.

On ne voyoit pas un seul Européen dans la Caroline, lorsque les lords Berkley, Clarendon, Albermale, Craven, Ashley; et messieurs Carteret, Berkley et Colleton obtinrent, en 1663, de Charles II, la propriété de ce beau pays. Le systême législatif du nouvel état fut tracé par le fameux Locke. Un philosophe, ami des hommes, ami de la modération et de la justice, qui ont seules le droit de les gouverner, devoit sapper jusqu'aux fondemens le fanatisme qui les a divisés dans toutes les régions, et qui les armera les uns contre les autres jusqu'à la fin des siècles.

L'intolérance, toute affreuse qu'elle nous paroît, est une conséquence nécessaire de l'esprit superstitieux. Ne convient-on pas que les châtimens doivent être proportionnés aux délits? Or quel crime plus grand que l'incrédulité aux yeux de celui qui regarde la religion comme la base fondamentale de la morale? D'après ces principes, l'irré-

ligieux est l'ennemi commun de toute société; l'infracteur du seul lien qui unit les hommes entre eux; le promoteur de tous les crimes qui peuvent échapper à la sévérité des loix. C'est lui qui étouffe les remords. C'est lui qui rompt le frein des passions. C'est lui qui tient école de scélératesse. Quoi! nous conduisons au gibet un malheureux que l'indigence embusque sur un grand chemin, qui s'élance sur un passant un pistolet à la main, et qui demande un écu dont il a besoin pour la subsistance de sa femme et de ses enfans expirant de misère; et l'on fera grace à un brigand infiniment plus dangereux? Nous traitons comme un lâche celui qui souffre qu'en sa présence on parle mal de son ami; et nous exigerons que l'homme religieux laisse l'incrédule blasphémer à son aise de son maître, de son père, de son créateur. Il faut, ou dire que toute croyance est absurde, ou gémir sur l'intolérance comme sur un mal nécessaire. Saint-Louis raisonnoit très-conséquemment, lorsqu'il disoit à Joinville; *si tu entends jamais quelqu'un mal parler de Dieu, tire ton épée et perce lui en le cœur; je te le permets.* Tant il est important, que dans

toutes les contrées, ainsi qu'on l'assure de la Chine, les souverains et les dépositaires de leur autorité ne soient attachés à aucun dogme, à aucune secte, à aucun culte religieux.

Tout porte à penser que telle étoit l'opinion de Locke. Mais n'osant attaquer trop ouvertement les préjugés de son tems, également cimentés par des vertus et par des crimes, il voulut les concilier, autant qu'il étoit possible, avec un principe dicté par la raison et l'humanité. Comme les habitans sauvages de l'Amérique n'ont, disoit-il, aucune idée de la révélation, ce seroit le comble de la folie de les tourmenter pour leur ignorance. Les chrétiens qui viendroient peupler la colonie, y chercheroient, sans doute, une liberté de conscience que les prêtres et les princes leur refusent en Europe : ce seroit donc manquer à la bonne-foi, que de les persécuter après les avoir reçus. Les Juifs et les païens ne méritoient pas plus d'être rejettés pour un aveuglement que la douceur et la persuasion pouvoient faire cesser.

C'est ainsi que raisonnoit le philosophe Anglais, avec des esprits imbus et prévenus

de dogmes qu'on ne s'étoit pas encore permis de discuter. Par égard pour leur foiblesse, il mit à la tolérance qu'il établissoit., cette restriction, que toute personne au-dessus de dix-sept ans qui prétendroit à la protection des loix, feroit inscrire son nom dans le registre de quelque communion. C'étoit une brèche à son système. La liberté de conscience ne souffre aucune sorte de modification. C'est un compte que l'homme doit à Dieu seul. De quelque manière qu'on y fasse intervenir le magistrat, c'est une injustice. Un déiste pouvoit-il se soumettre à cette condition ?

Cependant la liberté civile fut beaucoup moins favorisée par Locke. Soit par complaisance pour ceux qui l'employoient, espèce de bassesse dont on répugne à le soupçonner; soit que plus métaphysicien que politique, il n'eût suivi la philosophie que dans les sentiers ouverts par Descartes et par Léibnitz : cet homme qui détruisit, qui éloigna tant d'erreurs dans sa théorie sur l'origine des idées, ne marcha que d'un pas foible et chancelant dans la carrière de la législation. L'auteur d'un ouvrage dont la durée éternisera la gloire de la na-

tion Française, même lorsque le despotisme aura brisé tous les ressorts et tous les monumens du génie et de la valeur d'un peuple cher au monde par tant de qualités aimables et brillantes : Montesquieu luimême ne s'est pas apperçu qu'il faisoit des hommes pour les gouvernemens, au lieu de faire des gouvernemens pour les hommes.

Le code de la Caroline, par une bizarrerie inconcevable dans un Anglais et dans un philosophe, donnoit aux huit propriétaires qui la fondoient et à leurs héritiers, non-seulement les prérogatives de la couronne : mais encore toute la puissance législative.

Le premier usage que firent de leur autorité ces souverains, ce fut de créer trois ordres de noblesse. Ils appellèrent barons ceux qu'ils ne gratifioient que de douze mille acres de terre. On donna le nom de caciques à ceux qui en recevoient vingt-quatre mille ; et le titre de landgrave fut déféré aux deux qui en obtinrent quatre-vingt mille chacun. Ces concessions ne pouvoient jamais être aliénées en détail ; et leurs heureux possesseurs devoient seuls former la chambre des pairs. Les communes furent composées des représentans

des villes et des comtés, mais avec des droits beaucoup moins considérables que dans la métropole. L'assemblée fut nommée cour Palatine. Chaque tenancier étoit obligé à une redevance annuelle d'une livre deux sols six deniers par acre : mais il lui étoit libre de la racheter.

De puissans obstacles s'opposèrent trop long-tems aux progrès de ce grand établissement.

Dès l'origine, la colonie avoit été ouverte à toutes les sectes indistinctement ; toutes avoient joui des mêmes prérogatives. On avoit compris que c'étoit l'unique moyen de faire arriver promptement un état naissant à de grandes prospérités. Dans la suite, les Anglicans, devenus jaloux des non-conformistes, voulurent les exclure du gouvernement, les obliger même à fermer leurs lieux de prière. Ces actes de folie et de violence furent annulés en 1706, par la métropole, comme contraires à l'humanité, à la justice, à la raison, à la politique. Du choc de ces rêveries sortirent des cabales et des tumultes qui détournèrent les habitans des travaux utiles pour les occuper de mille fantômes qu'on ne méprisera jamais autant qu'ils le méritent.

Deux guerres qu'on fit aux sauvages furent presque tous aussi extravagantes, presque aussi destructives de tout bien. Sans intérêt et sans motif, on attaqua, on massacra toutes les nations errantes ou fixées entre l'océan et les Apalaches. Ce qui échappa au glaive, se soumit ou se dispersa.

Cependant une constitution mal ordonnée fut la cause principale d'une inertie presque générale. Les seigneurs propriétaires, imbus de principes tyranniques, tendoient de toutes leurs forces au despotisme. Les colons, éclairés sur les droits de l'homme, mettoient tout en œuvre pour éviter la servitude. Il falloit, ou établir un nouvel ordre de choses, ou consentir à voir éternellement gémir dans l'humiliation, dans la misère et dans l'anarchie une vaste contrée dont on s'étoit promis de si grands avantages. Le sénat Britannique prit enfin, en 1728, le parti de rendre ce beau domaine à la nation, et d'accorder à ses premiers maîtres 540,000 livres de dédommagement. Granville seul, par des considérations qui ne nous sont pas connues, fut maintenu dans son huitième, situé sur les confins de la Virginie : mais cette partie-là même ne

tarda pas à recouvrer aussi son indépendance. Le gouvernement Anglais, tel qu'il se trouvoit déjà établi dans d'autres provinces du Nouveau Monde, fut substitué à l'arrangement bizarre que, dans des tems d'une extrême corruption, des favoris insatiables avoient arraché à un monarque indolent et foible. Alors le pays put espérer des prospérités. Dans la vue d'en simplifier l'administration, il fut partagé en deux gouvernemens indépendans, sous le nom de Caroline Méridionale et de Caroline Septentrionale.

XV. *Ce que les deux Carolines ont de commun.*

Les deux contrées réunies occupent plus de quatre cens milles sur la côte, et environ deux cens milles dans l'intérieur des terres. C'est une plaine généralement sablonneuse que le débordement des rivières que des pluies fortes et fréquentes rendent très-marecageuse. Le sol ne commence à s'élever qu'à quatre-vingts ou cent milles de la mer, et il s'élève toujours davantage jusqu'aux Apalaches. Sur ces plages et au milieu des pins qu'y a irrégulièrement jettés la nature, se nourrissent d'une herbe forte et grossière quelqnes moutons dont la chair et la toison ont extrê-

mement dégénéré ; un assez grand nombre de bêtes à corne qui n'ont pas conservé toute leur force, toute leur beauté ; une multitude innombrable de porcs qui paroissent s'être perfectionnés.

Le pays est arrosé par un grand nombre de rivières dont quelques-unes sont navigables. Elles le seroient dans un plus long cours, sans les rochers et les chûtes d'eau qui en interrompent la navigation.

Quoique le climat soit aussi variable que dans le reste de l'Amérique Septentrionale, il est ordinairement d'une température agréable. Un froid piquant ne se fait guère sentir que le matin ou le soir, et les chaleurs sont rarement fort vives. Si les brouillards sont ordinaires, du moins se dissipent ils au milieu du jour. Malheureusement dans les mois de juillet, août, septembre et octobre, règnent dans la plaine des fièvres intermittentes, quelquefois funestes aux régnicoles même, et trop souvent mortelles pour des étrangers.

Telle est l'organisation physique des deux Carolines. Il faut voir ce qui les distingue.

XVI. *Ce qui distingue la Caroline Septentrionale.*

La Caroline Septentrionale est une des plus grandes provinces du continent. Malheureusement elle n'offre pas des avantages proportionnés à son étendue. Le sol y est généralement plus plat, plus sablonneux, plus rempli de marais que dans la Caroline Méridionale. Ces tristes plaines sont couvertes de pins ou de cèdres, ce qui annonce un terrein ingrat ; et semées par intervalle, d'un petit nombre de chênes trop gras pour être employés à la construction des vaisseaux. Les côtes, généralement barrées par un banc de sable qui en écarte les navigateurs, n'appellent pas plus impérieusement la population que l'intérieur des terres. Enfin le pays est plus exposé que les contrées limitrophes aux ouragans qui viennent du sud-est.

Ces motifs éloignèrent, sans doute, les Anglais de la Caroline Septentrionale, quoique ce fût la première plage qu'ils eussent découverte dans le Nouveau-Monde. Aucun des nombreux expatriés que leur caractère ou leur situation poussoient dans cet autre hémisphère, n'y portoit sa misère ou son in-

quiétude. Ce ne fut que tard que quelques vagabonds, sans aveu, sans loix, sans projets, s'y fixèrent. Mais, avec le tems, les terres devinrent rares dans les autres colonies; et alors les hommes, qui n'étoient pas en état d'en acheter, refluèrent dans une région qui leur en offroit gratuitement. On voit aujourd'hui, dans la province, selon le congrès, trois cent mille ames, où l'on ne compte que très-peu d'esclaves. Peu de ces habitans sont Anglais, peu sont Irlandais, peu sont Allemands. La plupart ont une origine Ecossaise; et il faut en dire la raison.

Ces montagnards, dont un grand peintre a depuis peu si fièrement tracé le caractère, ne furent asservis ni par les Romains, ni par les Saxons, ni par les Danois. Leur bravoure repoussa toute invasion; et les coutumes étrangères s'arrêtèrent au pied de leurs inaccessibles demeures. Isolés du reste du globe, ils montroient dans leurs manières la politesse des cours, sans en avoir les vices; dans leur maintien, une fierté qui leur étoit inspirée par la noblesse de leur origine; dans leur cœur toute la délicatesse de notre point d'honneur, sans ses ombrages minutieux. Comme l'industrie n'en avoit pas fait

des machines, et que la nature de leur sol et de leur climat ne les appelloit que dans deux saisons aux travaux champêtres, ils avoient de très-long loisirs. C'étoit la chasse, c'étoit la guerre, c'étoit la danse qui les consommoient, ou, à leur défaut, des conversations animées par des expressions pittoresques, par des pensées originales. La plupart étoient musiciens. Des écoles s'ouvroient partout pour la jeunesse. Sous chaque toît, on trouvoit au moins un historien pour rappeller les grands événemens, et un poëte pour les chanter. Les lacs, les forêts, les antres, les cataractes; la majestueuse grandeur de tous ces objets qui les entouroient, donnoit de l'élévation à leur esprit, jettoit une teinte de mélancolie sur leur caractère, et entretenoit un enthousiasme sacré au fond de leur ame. Ces peuples s'estimoient sans mépriser les autres nations. Leur aspect en imposoit à l'homme civilisé, dans lequel ils ne voyoient qu'un de leurs semblables, de quelque titre qu'il fût décoré. L'étranger qui se présentoit étoit reçu avec une affection simple et cordiale. Ils conservoient long-tems le ressentiment de l'injure faite à l'un d'entre eux : les liens du sang la rendoient commune à tous. Après un

combat, ils pansoient les plaies de leur ennemi avant les leurs. Toujours armés, l'usage habituel des instrumens homicides leur en ôtoit la crainte. Ils croyoient aux esprits. Si l'éclair brilloit pendant la nuit; si le tonnerre grondoit sur leur tête; si l'orage brisoit les arbres autour de leur maison et en ébranloit la couverture, ils imaginoient qu'un héros oublié leur reprochoit leur silence. Ils prenoient leurs instrumens; ils entonnoient un hymne en son honneur; ils l'assuroient que sa mémoire ne finiroit plus parmi les enfans des hommes. Ils ajoutoient foi aux pressentimens et à la divination. Tous se soumettoient au culte établi. Jamais la superstition ne suscita des querelles, ne répandit une goutte de sang.

Ces mœurs ne changeoient point et ne pouvoient changer. Les Ecossais formoient un grand nombre de tribus appellées *clans*, dont chacune portoit un nom différent, et vivoit sur les terres d'un seigneur particulier. C'étoit le patriarche héréditaire d'une famille dont ils descendoient tous, sans qu'aucun ignorât à quel degré de descendance. Le château étoit comme un bien commun où chacun étoit assuré de trouver

un accueil honorable, où chacun accouroit au bruit d'une guerre. Tous révéroient dans leur chef leur propre dignité; tous aimoient leur sang dans les autres membres de la confédération. Tous supportoient patiemment leur sort, parce qu'il n'avoit jamais rien d'humiliant. De son côté, le chef étoit un père commun, autant par reconnoissance que par intérêt.

Cet ordre de choses subsista pendant une longue suite de siècles, sans la moindre altération. A la fin, les seigneurs contractèrent l'habitude de passer une grande partie de leur vie, en voyages, à Londres, ou à la cour. Ces absences répétées détachèrent d'eux des vassaux qui les voyoient moins, et qui n'en étoient plus secourus. Alors des hommes, qu'aucun lien d'affection ne retenoit plus dans leurs stériles et sauvages montagnes, se dispersèrent. Plusieurs allèrent chercher une autre patrie dans plusieurs provinces Américaines. Le plus grand nombre se réfugia dans la Caroline Septentrionale.

Ces colons sont rarement rassemblés. Aussi sont-ils les moins instruits des Américains, les plus indifférens pour l'intérêt public. La plupart vivent épars sur leurs plantations,

sans ambition et sans prévoyance. On leur trouve peu d'ardeur pour le travail, et rarement sont-ils bons cultivateurs. Quoiqu'ils aient le gouvernement Anglais, les loix n'ont que très-peu de force. Leurs mœurs domestiques sont meilleures que leurs mœurs sociales ; et il est presque sans exemple qu'un homme ait eu quelque liaison avec une esclave. C'est le porc, c'est le lait, c'est le maïs qui font leur nourriture ; et l'on n'a d'autre intempérance à leur reprocher qu'une passion démesurée pour les liqueurs fortes.

Les premiers malheureux, qu'un sort errant jetta sur ces sauvages rives, se bornoient à couper du bois qu'ils livroient aux navigateurs qui se présentoient pour l'acheter. Bientôt, ils demandèrent au pin qui couvroit le pays, de la térébenthine, du goudron, de la poix. Pour avoir de la térébenthine, il leur suffisoit d'ouvrir, dans le tronc de l'arbre, des sillons qui, prolongés jusqu'à son pied, aboutissoient à des vases disposés pour la recevoir. Vouloient-ils du goudron ? Ils élevoient une platte-forme circulaire de terre glaise, où ils entassoient des piles de pin ; on mettoit le feu à ce bois, et la résine en découloit dans des barrils

placés au-dessous. Le goudron se réduisoit en poix, soit dans de grandes chaudières de fer où on le faisoit bouillir, soit dans des fosses de terre glaise où on le jettoit en fusion. Avec le tems, la province parvint à fournir à l'Europe des cuirs, un peu de cire, quelques fourrures, dix ou douze millions pesant d'un tabac inférieur; et aux Indes Occidentales, beaucoup de cochon salé, beaucoup de maïs, beaucoup de légumes secs, une petite quantité de mauvaises farines, et plusieurs objets de moindre importance. Cependant, les exportations de la colonie ne passoient pas douze ou quinze cent mille liv.

Le soin de voiturer ses propres denrées n'a pas occupé la Caroline Septentrionale. Ce que son sol fournit au nouvel hémisphère, a été enlevé jusqu'ici par les navigateurs du nord de l'Amérique qui lui portoient en échange des eaux-de-vie de sucre, dont elle n'a pas discontinué de faire une consommation immense. Ce qu'elle livre pour l'ancien a passé par les mains des Anglois qui lui fournissoient son vêtement, les instrumens de sa culture, et quelques nègres.

Dans toute l'étendue des côtes, il n'y a que Brunswick qui puisse recevoir les navires

vires destinés à ces opérations. Ceux qui ne tirent que seize pieds d'eau abordent à cette ville bâtie presqu'à l'embouchure de la rivière du cap Fear, vers l'extrémité méridionale de la province. Wilgminton, sa capitale, placée plus haut sur le même fleuve, n'admet que des bâtimens beaucoup plus petits.

XVII. *Ce qui distingue la Caroline Méridionale.*

La Caroline Méridionale fournit au commerce des deux mondes les mêmes objets que la Caroline Septentrionale : mais en moindre quantité. Elle a principalement tourné ses travaux vers le riz et vers l'indigo.

Le riz est une plante assez semblable au bled par son port, la couleur, la forme et la disposition de son feuillage. La panicule qui termine la tige, est composée de petites fleurs distinctes les unes des autres, qui ont quatre écailles inégales, six étamines et un pistil surmonté de deux styles. Ce pistil devient une graine blanche, très-farineuse, couverte de deux écailles intérieures, qui sont plus grandes, jaunâtres, chargées de petites aspérités, et relevées de plusieurs

côtes saillantes, dont la moyenne se termine par une arête ou barbe assez longue. Cette plante ne se plaît que dans les terreins bas, humides, même marécageux et un peu inondés. L'époque de sa découverte remonte à la plus haute antiquité.

L'Egypte s'en occupa dans les premiers tems, malheureusement pour elle. Le pernicieux effet de cette culture la rendit la contrée la plus mal-saine du monde connu, sans cesse ravagée par des épidémies, et constamment affligée de maladies cutanées, qui passèrent de cette région dans les autres, où elles se sont perpétuées pendant des siècles, et où elles n'ont cessé que par la cause contraire à celle qui les avoit produites, le desséchement des marais, la salubrité de l'air et des eaux. La Chine et les Indes Orientales doivent éprouver les mêmes calamités, si l'art n'oppose des préservatifs à la nature, dont les bienfaits sont quelquefois accompagnés de maux, ou si la chaleur de la Zone-Torride ne dissipe promptement les vapeurs humides et malignes qui s'exhalent des rivières. Ce qui est connu, c'est que celles du Milanez n'offrent que des cultivateurs livides et hydropiques.

On n'est pas d'accord sur la manière dont le riz s'est naturalisé à la Caroline. Mais soit qu'elle le doive à un naufrage, qu'on l'y ait porté avec des esclaves, ou qu'il y ait été envoyé d'Angleterre : toujours est-il certain que le sol sembloit l'appeller. Cependant, il se multiplia très-lentement, parce que les colons, obligés d'envoyer leurs récoltes dans les ports de la métropole, qui les transportoit en Espagne et en Portugal où s'en faisoit la consommation, retiroient un si mince prix de leur denrée, qu'à peine rendoit-elle les frais de culture. En 1730, une administration plus éclairée permit l'exportation directe de ce grain au-delà du cap Finistère. Quelques années après, elle la permit aux Indes Occidentales, et alors la province, assurée de vendre avantageusement le bon riz en Europe, et le riz inférieur ou gâté en Amérique, s'en occupa capitalement. Cette production croît, par les soins des nègres, dans les marais voisins des côtes. A une plus grande distance de l'océan, les mêmes bras font naître, mais avec moins de danger, l'indigo.

Cette plante, originaire de l'Indostan, réussit d'abord au Mexique, puis aux An-

tilles, et enfin dans la Caroline Méridionale. Dans cette province, les premiers essais ne donnèrent que des produits d'une qualité très-inférieure : mais ce germe de teinture acquiert tous les jours plus de perfection. Ses cultivateurs ne désespèrent pas même de supplanter, avec le tems, les Espagnols et les Français dans tous les marchés. Ils fondent leur espoir sur l'étendue de leur sol, sur l'abondance et le bon marché des subsistances, principalement sur l'usage où ils sont de labourer leurs champs avec des animaux, et d'y semer l'indigo comme le bled; tandis que dans les Indes Occidentales, c'est l'esclave qui prépare les terres, c'est l'esclave qui jette la graine dans des trous disposés de distance en distance pour la recevoir.

Si, contre toute apparence, cette révolution dans le commerce arrivoit jamais, la Caroline Méridionale, qui compte actuellement deux cent cinquante mille habitans moitié blancs, moitié noirs, et dont les exportations, en y comprenant celles de la Caroline Septentrionale, s'élevèrent, en 1769, à 10,601,336 livres, la Caroline Méridionale verroit bientôt doubler sa population et ses cultures. C'est déjà, de toutes les provinces

du continent septentrional, la plus riche. Aussi le goût des commodités y est-il général : aussi les dépenses s'y élèvent elles jusqu'au luxe. Cette magnificence se faisoit surtout remarquer naguère dans les enterremens. On y rassembloit le plus grand nombre de citoyens qu'il étoit possible ; on leur servoit des mets recherchés, on leur prodiguoit les vins les plus exquis, les liqueurs les plus rares. Aux vases précieux qu'on avoit, étoient ajoutés ceux des parens, des voisins, des amis. Il étoit ordinaire de voir des fortunes arriérées ou dérangées par ces funérailles. Les sanglans et ruineux démêlés des colonies avec leur métropole, ont mis fin à ces profusions : mais sans abolir un usage peut-être plus extravagant.

Dès l'origine de l'établissement, les ministres de la religion imaginèrent de louer indistinctement dans le temple toutes celles de leurs ouailles, qui termineroient leur carrière. Jamais ce ne furent les actions ou les vertus du mort qui furent la mesure des éloges : mais la rétribution plus ou moins forte qui devoit suivre l'oraison funèbre. Ainsi donc, tandis que le prêtre catholique trafiquoit, dans nos contrées, de la

prière ; le ministre hétérodoxe, plus odieux, trafiquoit dans l'autre hémisphère de la louange pour les morts.

Etoit-il un moyen plus sûr d'avilir la vertu, d'affoiblir l'horreur du vice, et de corrompre dans les esprits, les vraies notions de l'une et de l'autre ? Quoi de plus scandaleux pour tout un auditoire chrétien, que l'impudence d'un orateur évangelique, préconisant un citoyen abhorré pour son avarice, sa dureté, ses débauches, un mauvais père, un fils ingrat, des époux dissolus, et plaçant dans le ciel ceux que le juge tout-puissant avoit précipités dans le fond des enfers, si sa bonté lui a permis d'en creuser.

La Caroline Méridionale n'a que trois villes dignes de ce nom : et elles sont en même tems des ports.

Georges-Town, situé à l'embouchure de la rivière de Black, est encore peu de chose : mais sa situation doit le rendre un jour plus considérable.

Beaufort ou Port-Royal ne sortira pas de sa médiocrité, quoique sa rade puisse recevoir les plus grands vaisseaux et les mettre en sûreté.

C'est Charles-Town, capitale de la colonie,

qui est actuellement le marché important, et qui le deviendra nécessairement de plus en plus.

Le canal qui y conduit, est semé de récifs et embarrassé par un banc de sable : mais avec le secours d'un bon pilote, on arrive sûrement au port. Il peut recevoir jusqu'à trois cents voiles ; et les navires de trois cent cinquante à quatre cents tonneaux y entrent dans tous les tems avec leur chargement entier.

La ville occupe un grand espace au confluent de l'Ashley et de la Coper, deux rivières navigables. Elle a des rues bien alignées, la plupart fort larges, deux mille maisons commodes, et quelques édifices publics, qui passeroient pour beaux, en Europe même. Le double avantage qu'a Charles-Town d'être l'entrepôt de toutes les productions de la colonie qui doivent être exportées et de tout ce qu'elle peut consommer de marchandises étrangères, y entretient un mouvement rapide et y a successivement élevé des fortunes fort considérables.

Les deux Carolines sont encore bien éloignées du point de grandeur où il leur est permis d'aspirer. Celle du Nord ne demande pas

à son sol toutes les productions qu'il lui offre; et celles dont elle paroît s'occuper un peu, sont comme abandonnées au hasard. On remarque plus d'intelligence, plus d'activité dans celle du Sud : mais elle n'a pas vu ou assez vu, jusqu'où la culture de l'olivier et de la soie pourroit pousser sa fortune. Ni l'une ni l'autre n'ont défriché le quart du terrein, qui peut être utilement exploité. C'est un travail réservé aux générations futures, et à une plus grande population. Alors, sans doute, il s'établira quelqu'industrie dans des provinces où il n'en existeroit pas de trace, si les réfugiés Français n'y avoient porté une manufacture de toiles.

XVIII. *Par qui, à quelle occasion et de quelle manière fut fondée la Georgie ?*

Entre la Caroline et la Floride est une langue de terre, qui occupe soixante milles le long de la mer, acquiert peu-à-peu une largeur de cent cinquante milles, et a trois cents milles de profondeur jusqu'aux Apalaches. Ce pays est borné au Nord par la rivière de Savannah, et au Midi, par la rivière d'Alatamaha.

Depuis long-tems le ministère Britannique

penchoit à occuper ce désert, regardé comme une dépendance de la Caroline. Un de ces actes de bienfaisance, que la liberté, mére des vertus patriotiques, rend plus communs en Angleterre que par-tout ailleurs, acheva de décider les vues du gouvernement. Un citoyen compatissant et riche voulut, qu'après la fin de ses jours, ses biens fussent employés à rompre les fers des débiteurs insolvables que leurs créanciers détenoient en prison. Quel est ailleurs, et parmi nous, celui qui se proposera d'expier ainsi le long abus de ses prospérités ? Plusieurs mourront, après avoir dissipé des millions, sans pouvoir se rappeller une seule action honnête. Plusieurs mourront, en laissant à des héritiers, qui soupirent après leurs décès, des trésors acquis par l'usure et les concussions, sans réparer, par quelque institution honorable et utile, le crime de leur opulence. Un des effets de l'or seroit-il donc d'endurcir l'ame jusqu'à la fin et d'étouffer le remords ? presqu'aucun qui ait su en faire un digne usage pendant sa vie ; aucun qui l'emploie à acquérir la paix du dernier moment. La sagesse politique, secondant le vœu de l'humanité, ordonna que les infortunés qu'on ren-

droit libres, seroient transportés dans la terre inhabitée qu'on se proposoit de peupler. Ce pays fut appellé Georgie, en l'honneur du souverain qui gouvernoit alors les trois royaumes.

Cet hommage, d'autant plus flatteur qu'il ne venoit pas de l'adulation ; l'exécution d'une entreprise vraiment utile à l'état ; tout fut l'ouvrage de la nation. Le parlement ajouta 225,000 livres au legs sacré d'un citoyen. Une souscription volontaire produisit des sommes encore plus considérables. Un homme qui s'étoit fait remarquer dans la chambre des communes par son goût pour les choses brillantes, par son amour pour la patrie, par sa passion pour la gloire, fut chargé de diriger un si digne projet, avec ces moyens publics. Jaloux de se montrer égal à sa réputation, Oglethorpe voulut conduire lui-même en Géorgie les premiers colons qu'on y faisoit passer. Il y arriva au mois de Janvier 1733, et plaça ses compagnons à dix milles de la mer, sur les bords de la Savannah. Cette rivière donna son nom au foible établissement, qui pouvoit devenir un jour la capitale d'une colonie florissante. La peuplade, bornée à cent personnes, fut gros-

sie avant la fin de l'année, jusqu'au nombre de six cent dix-huit, dont cent vingt-sept avoient fait les frais de leur émigration. Trois cent vingt hommes et cent treize femmes, cent deux garçons et quatre vingt-trois filles, étoient le fonds de la nouvelle population, et l'espérance d'une nombreuse postérité.

Ces fondemens s'accrurent, en 1735, de quelques montagnards Écossais. Leur bravoure nationale leur fit accepter l'établissement qu'on leur offrit sur les rives de l'Alatamaha, pour les défendre, s'il le falloit, contre les entreprises de l'Espagnol voisin. Ils y fondèrent la bourgade de Darien, à cinq lieues de l'isle de Saint-Simon, où étoit déjà établi le hameau de Frédérica.

La même année un grand nombre de laboureurs Protestans, chassés de Saltzbourg par un prêtre fanatique, allèrent chercher la paix et la tolérance dans la Georgie. Ebenezer, placé sur la rivière de Savannah, à seize lieues de l'océan, dut son origine à ces victimes d'une odieuse superstition.

Ses Suisses imitèrent les sages Salzburgeois, sans avoir été persécutés comme eux. Ils s'établirent aussi sur la Savannah : mais trois lieues plus bas, mais sur une

rive qui les mettoit sous les loix de la Caroline. Leur peuplade, formée de cent maisons, s'appella Purysbourg, du nom de Pury, qui, ayant fait la dépense de leur transplantation, méritoit bien cette marque de reconnoissance.

Dans ces quatre ou cinq peuplades, il se trouva des hommes plus portés au commerce qu'à l'agriculture. On les en vit sortir, pour aller fonder à cent quarante-cinq milles de l'océan, la ville d'Augusta. Ce n'étoit pas la bonté du sol qu'ils cherchoient; ils vouloient partager avec la Virginie, avec les deux Carolines, les pelleteries que ces provinces obtenoient des Creeks, des Chickesaws, des Cherokees, les nations sauvages les plus nombreuses de ce continent. Leur projet réussit si bien, que, dès 1739, ces liaisons occupoient six cens personnes. L'extraction de ces fourrures d'une qualité inférieure, étoit d'autant plus facile que, durant la plus grande partie de l'année, la Savannah conduit des barques de vingt à trente tonneaux jusqu'aux murs d'Augusta.

La métropole pouvoit, ce semble, beaucoup espérer d'un établissement qui, dans un tems très-borné, avoit reçu cinq mille habitans,

habitans, qui avoit coûté 1,485,000 liv. au fisc, et beaucoup davantage aux zélés patriotes. Quel dut être son étonnement, lorsqu'en 1741 on l'instruisit que la plupart des malheureux, qui étoient allés chercher un asyle dans la Géorgie, s'en étoient successivement retirés; et que le peu qui y restoit encore, soupiroit sans cesse après un séjour moins insupportable. On chercha les causes d'un événement si singulier, et on les trouva.

XIX. *Obstacles qui s'opposèrent aux progrès de la Géorgie.*

Dans sa naissance même, cette colonie avoit porté le germe de son dépérissement. On avoit abandonné la jurisdiction avec la propriété de la Géorgie, à des particuliers. L'exemple de la Caroline auroit dû prévenir contre cette imprudence : mais chez les nations, comme chez les individus, les fautes du passé sont perdues pour l'avenir. Le plus souvent, les faits sont ignorés. Sont-ils connus, on en impute les fâcheuses conséquences à des prédécesseurs mal habiles; ou l'on trouve, dans quelques légères différences entre les circonstances et

dans quelques précautions frivoles, le moyen de colorer des opérations radicalement vicieuses. D'où il arrive qu'un gouvernement éclairé, surveillé par la nation, n'est pas même à l'abri des surprises qu'on fait à sa confiance. Le ministère Britannique livra donc l'intérêt public à l'avidité des intérêts privés.

Le premier usage que les propriétaires de la Géorgie firent de l'autorité sans bornes qu'on leur avoit accordée, fut d'établir une législation qui mettoit dans leurs mains, non-seulement la police, la justice, et les finances du pays, mais la vie et les biens de ses habitans. On ne laissoit aucun droit au peuple, qui, dans l'origine, a tous les droits. Contre ses intérêts et ses lumières, on vouloit qu'il obéît. C'étoit son devoir et son sort.

Comme les grandes possessions avoient entraîné des inconvéniens dans d'autres colonies, on arrêta que dans la Géorgie, chaque famille n'auroit d'abord que cinquante acres de terre, et n'en posséderoit jamais plus de cinq cens; qu'elle ne pourroit pas les aliéner; qu'ils ne passeroient pas même en héritage aux filles. Il est vrai

que cette substitution aux seuls mâles fut bientôt abrogée; mais on laissoit subsister encore trop d'obstacles à l'émulation.

Lorsqu'un homme n'est ni poursuivi par les loix, ni chassé par l'ignominie, ni tourmenté par la tyrannie religieuse, par l'acharnement de ses créanciers, par la honte de la misère, par le manque de toutes les sortes de ressources dans son pays, il ne renonce pas à ses parens, à ses amis, à ses concitoyens; il ne s'expatrie pas; il ne traverse pas les mers; il ne va pas chercher une terre éloignée, sans y être attiré par des espérances qui l'emportent sur l'attrait du sol qui le retient, sur le prix qu'il attache à son existence et sur les périls auxquels il s'expose. Se jetter sur un vaisseau, pour être déposé sur une plage inconnue, est l'action d'un désespéré, à moins que l'imagination ne soit frappée par le fantôme d'un grand bonheur, fantôme que la moindre alarme dissipera. Si l'on ébranle, de quelque manière que ce soit, la confiance vague et illimitée que l'émigrant a dans son industrie, qui compose toute sa fortune, il restera sur le rivage. Et tel devoit être nécessairement l'effet des limites imposées à chaque

plantation. Il y avoit d'autres vices à la racine de l'arbre, qui l'empêchoient de fleurir.

Les colonies Anglaises, même les plus fertiles, ne paient qu'un foible cens; encore n'est-ce qu'après avoir pris de la vie et des forces. La Géorgie fut, dès le berceau, soumise aux redevances du gouvernement féodal, dont on l'avoit comme entravée. Ces rentes devoient s'accroître outre mesure, avec le tems. Ses fondateurs furent aveuglés par la cupidité, au point de ne pas voir que le plus petit droit exercé dans une province peuplée et florissante, les enrichiroit bien plus que les taxes les plus multipliées sur une terre inculte et déserte.

A ce genre d'oppression, se joignit un arrangement qui devint une nouvelle cause d'inaction. Les désordres qu'entraînoit dans tout le continent de l'Amérique Septentrion le l'usage des liqueurs spiritueuses, fit défendre l'importation des eaux-de-vie de sucre dans la Géorgie. Cette interdiction, quelqu'honnête qu'en fût le motif, ôtoit aux colons la seule boisson qui pouvoit corriger le vice des eaux du pays, qu'ils trou-

voient par-tout mal-saines, et l'unique moyen de réparer la déperdition qu'ils faisoient par des sueurs continuelles : elle leur fermoit encore la navigation aux Indes Occidentales, où ils ne pouvoient aller échanger contre ces liqueurs, les bois, les grains, les bestiaux, qui devoient être leurs premières richesses.

Toutes foibles qu'étoient ces ressources, elles devoient s'accroître très-lentement, à cause d'une défense digne d'éloge, si le sentiment de l'humanité et non la politique l'avoit dictée. L'usage des esclaves fut interdit aux colons de la Géorgie. D'autres colonies avoient été fondées sans la main des nègres. On pensa qu'une contrée destinée à être le boulevard de ces possessions, ne devoit pas être peuplée d'une race de victimes, qui n'auroient aucun intérêt à défendre des tyrans. Croit-on que la prohibition auroit eu lieu, si l'on eût prévu que des colons, moins favorisés de la métropole que leurs voisins, placés sur une terre plus difficile à défricher, dans un climat plus chaud, auroient moins de force et d'ardeur pour entreprendre une culture qui exigeoit plus d'encouragement ?

Les demandes des peuples et les refus des gouvernemens peuvent être également insensés. Les peuples ne sont conseillés que par leurs besoins ; les souverains ne consultent que leur intérêt personnel. Les premiers, assez communément indifférens, principalement dans les contrées éloignées, sur la puissance à laquelle ils appartiennent et sur celle qu'ils recevroient d'une invasion, négligent leur sûreté politique, pour ne s'occuper que de leur bien-être. Ceux-ci, tout au contraire, ne balanceront jamais entre la félicité des peuples et la solidité de leur possession, et préféreront toujours une autorité ferme et constante sur des misérables, à une autorité incertaine et précaire sur des hommes heureux. D'après une méfiance, que de longues vexations n'ont que trop bien autorisée, ils regarderont les peuples comme des esclaves toujours prêts à leur échapper par la révolte ou par la fuite ; et il ne viendra dans la pensée d'aucun d'eux que ce sentiment habituel de haîne qu'ils nous supposent, parce qu'ils l'ont mérité, et qui n'est que trop réel, s'éteindroit par l'expérience de quelques années d'une administration douce et paternelle ; car rien ne s'aliène plus difficilement

que l'amour des peuples. Il est fondé sur les avantages rarement sentis, mais toujours avoués, d'une autorité suprême, quelle qu'elle soit, qui dirige, qui veille, qui protège et qui défende. Par la même raison, rien ne se recouvre plus facilement, quand il est aliéné. Le trompeur espoir d'un meilleur avenir suffit seul, pour calmer notre imagination et prolonger sans fin nos misères. Ce que j'avance, le spectacle presque général du monde le confirme. A la mort d'un tyran, toutes les nations se promettent un roi. Les tyrans continuent d'opprimer et de mourir paisiblement, et les peuples de gémir, d'attendre en patience un roi qui ne vient point. Le successeur, élevé comme son père ou son aïeul, est préparé, dès son enfance, à se modeler sur lui, à moins qu'il n'ait reçu de la nature une force de génie, un courage d'ame, une rectitude de jugement, un fonds de bienfaisance et d'équité, qui étouffent le vice de son éducation. Sans cet heureux caractère, il ne demandera dans aucune circonstance ce qu'il est juste de faire, mais ce qu'on faisoit avant lui; non ce qui conviendroit au bien de ses sujets qu'il regardera comme ses plus proches en-

nemis, sur l'appareil de cent gardes qui l'entourent, mais ce qui peut accroître son despotisme et leur servitude. Il ignorera toute sa vie la plus simple et la plus évidente des vérités; c'est que leur force et la sienne ne peuvent se séparer. L'exemple du passé sera son unique règle, et dans les occasions où il est sage de le suivre, et dans les occasions où il seroit sage de s'en affranchir. Il en est en politique comme en religion. L'opinion la plus absurde en religion sera toujours l'orthodoxe, parce qu'elle sera plus une avec le reste du système. En politique, le parti que le ministère prendra, sera toujours le plus analogue à l'esprit tyrannique, le seul qu'on ait décoré du nom de grand art de gouverner. Lors donc que les Géorgiens demandèrent des esclaves, pour savoir s'ils leur seroient accordés ou refusés, il n'étoit question que d'examiner si la meilleure culture de leur terre, ou la propriété la plus assurée de la colonie, l'exigeoit.

Cependant, la situation vraiment désespérée du nouvel établissement publioit avec trop d'énergie les imprudences du ministère, pour qu'on pût persévérer dans de si fatales combinaisons. La province reçut enfin le gou-

vernement qui faisoit prospérer les autres colonies. Cessant d'être un fief de quelques particuliers, elle devint une possession vraiment nationale.

XX. *Situation et espérances de la Géorgie.*

Depuis cette heureuse révolution, la Géorgie a fait d'assez grands progrès, sans être aussi rapides qu'on les espéroit. A la vérité, on n'y a pas cultivé la vigne, l'olivier, la soie, comme la métropole l'auroit desiré : mais ses marais ont fourni une assez grande quantité de riz; et sur son sol plus élevé a été récolté un indigo supérieur à celui de la Caroline. Avant le premier janvier 1768, six cent trente-sept mille cent soixante-dix âcres de terre y avoient été concédés. Ceux qui ne valoient que 3 liv. 7 s. 6 den. en 1763, étoient vendus 67 liv. 10 s. en 1776. En 1769, les exportations de la colonie s'élevèrent à 1,625,418 livres 9 s. 5 deniers, elles ont beaucoup augmenté depuis.

Cette prospérité augmentera sans doute. A mesure que les forêts seront abattues, l'air deviendra plus salubre; et les denrées s'accroîtront avec la population, qui ne passe pas maintenant trente mille hommes, la plu-

part esclaves. Cependant, comme en Géorgie, les terres sont moins étendues que dans la plupart des autres provinces, et que, dans les proportions, il y en a moins de susceptibles de culture, les richesses auront toujours des bornes assez circonscrites. Voyons si la Floride doit s'attendre à une destinée plus brillante.

XXI. *La Floride devient une possession Espagnole.*

Sous ce nom, l'ambition Espagnole comprenoit anciennement toutes les terres de l'Amérique, qui s'étendoient depuis le golfe du Mexique jusqu'aux régions les plus septentrionales. Mais la fortune qui se joue de l'orgueil national, a resserré depuis longtems cette dénomination illimitée, dans la péninsule que la mer a formée entre la Géorgie et la Louysiane.

Ce fut Luc Velasquès, dont la mémoire soit à jamais dévouée à l'exécration dans ce monde, et pour le châtiment duquel je serois tenté de regretter des feux éternels dans l'autre : ce fut ce monstre, à qui je répugne de donner le nom d'homme, qui débarqua le premier sur cette plage, avec le projet

d'en tirer des esclaves, par la ruse ou par la violence. La nouveauté du spectacle attira les sauvages voisins. On les invita à monter sur les vaisseaux; on les enivra; on les mit aux fers; on leva l'ancre; et l'on tira le canon sur tout ce qui restoit d'Indiens au rivage. Plusieurs de ces malheureux, si cruellement arrachés à leur patrie, refusèrent la nourriture qui leur étoit offerte et périrent d'inanition. D'autres moururent de chagrin. Ceux qui survécurent à leur désespoir, furent enterrés dans les mines du Mexique.

Ces gouffres insatiables appelloient de nouvelles victimes. Le perfide Velasquès alla les chercher encore dans la même contrée. On l'y reconnut. La moitié de ses infâmes compagnons fut massacrée à leur arrivée. Ceux qui fuyoient la fureur d'un ennemi justement implacable, devinrent la proie des tempêtes. Lui-même, il n'échappa aux flots en courroux que pour couler des jours détestés dans l'opprobre, dans les remords et dans la misère. Justice en fut faite sur la terre; que justice en soit faite aux enfers.

On avoit oublié en Espagne cette partie du Nouveau-Monde, lorsqu'un établissement qu'y formèrent les Français en rappella le

souvenir. La cour de Madrid jugea qu'il lui convenoit d'éloigner de ses riches possessions une nation si active ; et elle ordonna la destruction de la colonie naissante. Ce commandement fut exécuté en 1565 ; et le vainqueur occupa la place que ses cruautés venoient de rendre absolument déserte. Il étoit menacé d'une mort lente et douloureuse, lorsque le sassafras vint à son secours.

Cet arbre, toujours verd, particulier à l'Amérique, et meilleur à la Floride que dans le reste de cet hémisphère, croît également sur les bords de la mer et sur les montagnes : mais toujours dans un terrein qui n'est ni trop sec, ni trop humide. Ses racines sont à fleur de terre. Son tronc, fort droit, nud, peu élevé, se couvre d'une écorce épaisse, fangeuse, de couleur cendrée, et pousse au sommet quelques branches qui s'étendent sur les côtes. Les feuilles sont disposées alternativement, vertes au-dessus, blanchâtres en-dessous, et distinguées en trois lobes : quelquefois il s'en trouve d'entières, sur-tout dans les jeunes individus. Des bouquets de petites fleurs jaunes terminent les rameaux. Elles offrent les mêmes caractères que celles du laurier ou du cannelier. Les fruits, qui

succèdent, sont des petites baies bleues, pendantes, attachées à un pédicule rouge et à un calice de même couleur.

Sa fleur se prend en infusion, comme le bouillon blanc et le thé. La décoction de sa racine est employée avec succès dans les fièvres intermittentes. L'écorce du tronc a un goût âcre, aromatique, une odeur qui approche de celle du fenouil et de l'anis. Le bois est blanchâtre et moins odorant. La médecine emploie l'un et l'autre pour exciter la transpiration, résoudre les humeurs épaisses et visqueuses, lever les obstructions, guérir la goutte, la paralysie. Le sassafras etoit autrefois d'un grand usage dans les maladies vénériennes.

Les premiers Espagnols auroient peut-être péri de cette dernière infirmité, ils auroient succombé du moins aux fièvres dangereuses dont ils furent presque tous attaqués à leur arrivée dans la Floride, soit que ce fût un effet de la nourriture du pays, ou de la mauvaise qualité des eaux. Mais les sauvages leur apprirent qu'en buvant à jeun, et dans leurs repas, de l'eau où l'on auroit fait bouillir de la racine de sassafras, ils pouvoient être assurés d'une prompte guérison. L'expérience fut tentée et réussit.

Pourquoi donc, ce médicament et tant d'autres qui produisent des cures merveilleuses dans ces contrées éloignées, semblent-ils avoir perdu presque toute leur efficacité, transportés dans les nôtres ? La cause en est vraisemblablement dans le climat plus favorable à la transpiration ; dans la nature de la plante qui dégénère et perd de sa force dans une longue traversée ; sur-tout dans le caractère du mal qui se combine avec notre intempérance, et dont l'opiniâtreté s'accroît par les vices sans nombre de nos constitutions.

Les Espagnols établirent des petits postes à San-Matheo, à Saint-Marc et à Saint-Joseph : mais ce ne fut qu'à Saint-Augustin et à Pensacole qu'ils formèrent proprement des établissemens : l'un, à leur arrivée dans le pays, et l'autre en 1696.

Le dernier fut attaqué et pris par les Français, durant les courtes divisions qui, en 1718, brouillèrent les deux branches de la maison de Bourbon. On ne tarda pas à le restituer.

En 1740, les Anglais assiégèrent vainement le premier. Les montagnards Ecossais, chargés de couvrir la retraite, furent battus et massacrés. Un de leurs sergens fut seul épargné

par les sauvages Indiens, qui, combattant avec les Espagnols, le réservèrent pour les supplices qu'ils destinent à leurs prisonniers. Cet homme, à la vue de la torture cruelle qu'on lui préparoit, harangua, dit-on, la troupe sanguinaire en ces termes :

» Héros et patriarches du monde occiden-
» tal, vous n'étiez pas les ennemis que je
» cherchois ; mais enfin vous avez vaincu.
» Le sort de la guerre m'a mis dans vos
» mains. Usez à votre gré du droit de la
» victoire. Je ne vous le dispute pas. Mais
» puisque c'est un usage de mon pays d'offrir
» une rançon pour sa vie, écoutez une pro-
» position qui n'est pas à rejetter.

» Sachez donc, braves Américains, que
» dans le pays où je suis né, certains hommes
» ont des connoissances surnaturelles. Un de
» ces sages, qui m'étoit allié par le sang,
» me donna, quand je me fis soldat, un
» charme qui devoit me rendre invulnérable.
« Vous avez vu comme j'ai échappé à tous
» vos traits : sans cet enchantement, aurois-
» je pu survivre à tous les coups mortels dont
» vous m'avez assailli ? Car j'en appelle à
» votre valeur ; la mienne n'a ni cherché le
» repos, ni fui le danger. C'est moins la vie

» que je vous demande aujourd'hui, que la » gloire de vous révéler un secret important » à votre conservation, et de rendre invincible la plus vaillante nation du monde. » Laissez-moi seulement une main libre, pour » les cérémonie de l'enchantement dont je » veux faire l'épreuve sur moi-même en votre » présence ».

Les Indiens saisirent avec avidité ce discours, qui flattoit en même-tems et leur caractère belliqueux, et leur penchant pour les merveilles. Après une courte délibération, ils délièrent un bras au prisonnier. L'Ecossais pria qu'on remit son sabre au plus adroit, au plus vigoureux de l'assemblée ; et dépouillant son cou, après l'avoir frotté en balbutiant quelque paroles avec des signes magiques, il cria d'une voix haute et d'un air gai : « Voyez, » maintenant, sages Indiens, une preuve » incontestable de ma bonne-foi. Vous, guer» riers, qui tenez mon arme tranchante, » frappez de toute votre force : loin de sépa» rer ma tête de mon corps, vous n'entamerez » pas seulement la peau de mon cou ».

A peine eut-il prononcé ces mots, que l'Indien déchargeant le coup le plus terrible, fit sauter à vingt pas la tête du sergent. Les sau-

vages étonnés restèrent immobiles, régardant le corps sanglant de l'étranger ; puis tournant leurs regards sur eux-mêmes, comme pour se reprocher les uns aux autres leur stupide crédulité. Cependant admirant la ruse qu'avoit employée le prisonnier pour se dérober aux tourmens en abrégeant sa mort, ils accordèrent à son cadavre les honneurs funèbres de leur pays. Si ce fait n'a pas toute la vérité que semble lui assurer sa date, trop récente pour donner du poids à une fiction, ce ne sera qu'un mensonge de plus dans les rélations des voyageurs.

XXII. *La Floride est cédée par la cour de Madrid à la Grande-Bretagne.*

Le traité de paix de 1763 fit passer au pouvoir des Anglais la Floride, qui, vingt-trois ans auparavant, avoit résisté à la force de leurs armes. Il n'y avoit alors que six cents habitans. C'est par la vente de leurs cuirs ; c'est avec les denrées qu'ils fournissoient à leur garnison, qu'ils devoient pourvoir à leur vêtement et à un petit nombre d'autres besoins excessivement bornés. Ces misérables passèrent tous à Cuba, quoique convaincus qu'ils y seroient réduits au pain de l'aumône, si un monarque

touché de tant d'attachement ne fournissoit à leur subsistance.

Quel fut le motif qui peut déterminer ces Espagnols à préférer un gouvernement oppresseur à un gouvernement libre ? Seroit-ce la superstition qui ne peut souffrir les autels de l'hérétique à côté des siens ? Seroit-ce le préjugé qui rend suspectes les mœurs et la probité de celui qui professe une autre religion que la nôtre ? Seroit-ce la crainte de la séduction pour eux-mêmes et plus encore pour leurs enfans ? Accoutumés à une longue oisiveté, s'imaginèrent-ils qu'on les forceroit à travailler ? Ou l'homme a-t-il si mauvaise opinion de l'homme, qu'il aime mieux disposer lui-même de son sort que de l'abandonner à la merci de son semblable ? Quoi qu'il en soit, il ne resta à l'acquéreur qu'un désert : mais n'étoit-ce pas un gain que de voir s'éloigner des habitans rebelles à la fatigue, et qui n'auroient jamais été bien affectionnés ?

La Grande-Bretagne se félicita d'avoir acquis la propriété d'une province immense, dont les limites étoient encore reculées jusqu'au Mississipi, par la cession d'une partie de la Lousyane. Depuis long-tems, cette puissance brûloit de s'établir sur un territoire qui

devoit lui ouvrir une communication facile avec les plus riches colonies de l'Espagne. L'espoir d'un grand commerce interlope ne la quitta pas : mais elle sentit que cette utilité précaire et momentannée ne suffisoit pas pour rendre ses conquêtes florissantes. C'est vers la culture que ses soins et ses espérances se tournèrent principalement.

XXIII. *Ce que l'Angleterre a fait, ce qu'elle peut espérer de faire dans la Floride.*

La nouvelle acquisition fut partagée en deux gouvernemens. On pensa que c'étoit un moyen puissant pour pousser avec plus d'ardeur, pour mieux diriger les défrichemens. Le ministère peut être aussi décidé à cette division par l'espoir de trouver, dans tous les tems, plus de soumission dans deux provinces que dans une seule.

Saint-Augustin devint le chef-lieu de la Floride Orientale, et Pensacole de la Floride Occidentale. Ces capitales, qui étoient en même-tems d'assez bons ports, ne réunissoient pas sans doute toutes les commodités dont elles étoient susceptibles : mais c'étoit toujours un grand bonheur d'avoir trouvé ce qu'elles en possédoient. Les autres colonies

ne jouirent pas, à leur origine, de cet avantage.

Ces contrées eurent pour premiers colons des officiers réformés et des soldats congédiés. Tous ceux d'entr'eux qui avoient servi en Amérique, et qui y étoient établis, obtinrent gratuitement un terrein proportionné à leur grade. Cette faveur ne s'étendit pas à tous les gens de guerre qui avoient combattu dans le Nouveau-Monde. On auroit craint que les militaires des trois royaumes, qui étoient dans la même situation, n'eussent été tentés de quitter la mère-patrie; déjà trop épuisée par les dernières hostilités.

La nouvelle colonie reçut aussi des cultivateurs des établissemens voisins. Elle en reçut de la métropole et de divers états protestans. Il lui en arriva même qui furent un sujet d'étonnement pour les deux hémisphères.

Les Grecs gémissent sous la tyrannie Ottomane. Ils doivent être disposés à secouer ce joug détesté. Ainsi le pensoit le docteur Turnbull, lorsqu'en 1767, il alla offrir à ceux du Péloponèse un asyle dans l'Amérique Angloise. Beaucoup se rendirent à ses sollicitations; et pour une centaine de louis,

il obtint du gouvernement local la liberté de les embarquer à Modon. Il aborda en Corse ; il aborda à Minorque ; et il persuada encore à quelques habitans de ces deux isles de le suivre.

Les émigrans, au nombre de mille, arrivèrent avec leur sage guide à la Floride Orientale, où il leur fut accordé soixante mille acres de terre. C'eût été une très-vaste possession, quand même le climat n'en eût dévoré aucun. Malheureusement, ils avoient été si opiniâtrement contrariés par les vents, qu'ils ne purent débarquer que durant l'été, saison dangereuse qui en fit périr le quart. Ce furent principalement les vieillards qui succombèrent. Ils étoient nombreux, parce que le judicieux Turnbull n'avoit voulu amener avec lui que des familles toutes entières.

Ce qui échappa de ce premier désastre, a joui depuis d'une santé qui n'a été altérée que par quelques fièvres. La constitution des hommes s'est fortifiée. Les femmes qui, à raison du changement de climat, n'accouchoient d'abord que rarement, sont actuellement très-fécondes. On présume que les enfans auront une taille plus élevée qu'ils ne l'auroient eue dans le lieu de leur origine.

La petite peuplade a reçu de son fondateur des institutions qu'elle-même a approuvées, et qui s'observent. Ce n'est encore qu'une famille où l'esprit de concorde doit durer long-tems. Au premier janvier 1776, elle avoit déjà défriché deux mille trois cens acres d'un sol assez fertile. Elle avoit assez d'animaux pour sa nourriture et pour ses travaux. Ses récoltes suffisoient à sa consommation; et elle vendoit pour 67,500 l. d'indigo. L'industrie et l'activité qui la distinguent, font beaucoup espérer du tems et de l'expérience.

Pourquoi Athènes et Lacédémone ne renaîtroient-elles pas un jour dans l'Amérique Septentrionale? Pourquoi la ville de Turnbull ne seroit-elle pas dans quelques siècles le séjour de la politesse, des beaux-arts et de l'éloquence? La nouvelle colonie est moins éloignée de cet état florissant que les barbares Pelasges ne l'étoient des concitoyens de Periclès. Quelle différence entre un établissement conçu et fondé par un homme sage et pacifique, et les conquêtes d'une longue suite d'hommes avares, insensés et sanguinaires; entre l'état actuel de l'Amérique Méridionale, et ce qu'elle seroit de

venue, si ceux qui la découvrirent, qui s'en emparèrent et qui la dévastèrent, eussent été animés de l'esprit du bon Turnbull ? Son exemple n'apprendra-t-il pas aux nations que la fondation d'une colonie demande plus de sagesse que de dépenses ? L'univers s'est peuplé avec un homme et une femme.

Les Florides qui, en 1769, n'exportèrent que pour 673,209 livres 18 sols 9 deniers de denrées, ont un avantage marqué sur le reste de ce grand continent. Situées en grande partie, entre deux mers, elles n'ont rien à craindre de ces vents glacés, de ces variations imprévues dans la température de l'air qui, en toute saison, causent à leur voisinage des dégâts si fréquens et si funestes. Aussi est-il permis d'espérer que la vigne, que l'olivier, que le coton, que d'autres plantes délicates y prospéreront plutôt et mieux que dans les provinces limitrophes. En 1774, la société formée à Londres pour l'encouragement des arts, des manufactures et du commerce, donna Mr. Strachey une médaille d'or, pour avoir récolté d'aussi bel indigo que celui de Guatimala. Si, dans un premier mouvement d'enthousiasme, on ne s'est que médiocrement exagéré les qualités

de cette production, elle deviendra une source de richesses pour la colonie.

Cependant le terrein beaucoup trop sablonneux de la Floride Orientale en écartoit opiniâtrement tout ce qui étoit avide de fortune. Il n'y avoit guère qu'un événement extrordinaire qui pût la peupler. Les troubles qui ont agité, qui agitent encore l'Amérique Septentrionale, ont poussé sur ce sol, communément ingrat, quelques citoyens paisibles qui avoient un éloignement décidé pour les dissensions, et un plus grand nombre d'hommes qui, par ambition, par habitude ou par préjugé, étoient dévoués aux intérêts de la métropole.

Les mêmes motifs ont donné des colons à l'autre Floride, beaucoup plus féconde principalement sur les bords rians du Mississipi. Cette province a eu l'avantage de fournir à la Jamaïque et à plusieurs isles Britanniques des Indes Occidentales des bois et des objets variés, qu'antérieurement elles recevoient des diverses contrées de la Nouvelle-Angleterre. Ce mouvement auroit été plus rapide, si les côtes de Pensacole eussent été plus accessibles, et si son port eût été moins infesté de vers.

Combien seroient accélérés les progrès des deux

deux provinces, si leurs nouveaux maîtres, s'écartant des maximes trop constamment suivies, daignoient s'unir, par les nœuds du mariage, à des familles Indiennes ! Pourquoi ce moyen de civiliser les nations barbares, qui a été si heureusement employé par les politiques les plus éclairés, ne seroit-il pas adopté par un peuple libre, qui doit admettre plus d'égalité que les autres peuples ? Les Anglais voudront-ils donc être toujours réduits à la cruelle alternative de voir leurs moissons brûlées et leurs cultivateurs massacrés, ou de poursuivre sans relâche, d'exterminer sans pitié de hordes errantes ? Ne devroient-ils pas préférer à des hostilités meurtrières et sans gloire, un moyen humain et infaillible, de désarmer un ennemi humilié et implacable ?

Les conquérans se flattent que, sans le secours de ces alliances ils doivent bientôt se voir délivrés des foibles inquiétudes qui leur restent. C'est, disent-ils, le destin des peuples sauvages, de s'éteindre à mesure que des nations policées viennent s'établir au milieu d'eux. Ne pouvant se résoudre à cultiver la terre, et les subsistances que leur fournissoit la chasse diminuant tous les jours, ils se

voient réduits à s'éloigner de toutes les contrées que l'industrie et l'activité veulent défricher. C'est, en effet, le parti que prennent tous les jours les Américains qui erroient au voisinage des établissemens Européens. Ils reculent; ils s'enfoncent de plus en plus dans les bois; ils se replient vers les Assinipoils, vers la baie d'Hudson, où se nuisant nécessairement les uns aux autres, ils ne doivent pas tarder à mourir de faim.

Mais des événemens cruels ne peuvent-ils pas précéder cette destruction totale? On n'a pas oublié le généreux Ponthéack. Ce guerrier terrible étoit brouillé avec les Anglais en 1762. Le major Roberts, chargé de le regagner, lui envoya de l'eau-de-vie. Quelques Iroquois, qui entouroient leur chef, frémirent à la vue de cette liqueur. Ne doutant pas qu'elle ne fût empoisonnée, ils vouloient absolument qu'on rejetât un présent si suspect. *Comment se pourroit-il*, leur dit leur général, *qu'un homme qui est sûr de mon estime, et auquel j'ai rendu des services signalés, pût songer à m'ôter le jour?* et il avala la boisson d'un air aussi assuré que l'auroit pu faire le héros le plus vanté de l'antiquité.

Cent traits d'une élévation pareille avoient fixé sur Pontheack les yeux des nations sauvages. Il vouloit les réunir toutes sous les mêmes drapeaux, pour faire respecter leur territoire et leur indépendance. Des circonstances malheureuses firent avorter ce grand projet : mais il peut être repris, et il n'est pas impossible qu'il réussisse. Alors les usurpateurs réduits à couvrir leurs frontières contre un ennemi qui n'a à soutenir aucune des dépenses de la guerre, qui n'a à craindre aucun des fléaux qu'elle entraîne chez tous les peuples policés, verroient retarder ou s'anéantir les avantages acquis au prix de tant de trésors, au prix de tant de sang. Si les Anglais dédaignent un conseil que la justice et l'humanité leur adressent par ma bouche, puisse un autre Pontheack sortir de ses cendres et consommer son plan !

XXIV. *Etendue des possessions Anglaises dans l'Amérique Septentrionale.*

Les deux Florides, une partie de la Louysianne, et tout le Canada, conquis ou acquis à la même époque, et par le même traité, achevèrent de mettre sous la domination de la Grande-Bretagne, l'espace qui

s'étend depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'au fleuve Mississipi. Ainsi, quand cette puissance n'auroit pas eu encore la baie d'Hudson, Terre-Neuve, et les autres isles de l'Amérique Septentrionale, elle n'auroit pas laissé de posséder une des dominations les plus étendues qui eussent été formées sur la surface du globe.

Ce vaste empire est coupé du Nord au Sud par une chaîne de hautes montagnes, qui, s'éloignant alternativement, et se rapprochant des côtes, laissent entre elles et l'océan un territoire de cent cinquante, de deux cens, quelquefois de trois cens milles. Au-delà de ces monts Apalaches est un désert immense, dont quelques voyageurs ont parcouru jusqu'à huit cents lieues sans en trouver la fin. On imagine que des fleuves qui coulent à l'extrémité de ces lieux sauvages, vont se perdre dans la mer du Sud. Si cette conjecture, qui n'est pas sans probabilité, venoit à se réaliser, l'Angleterre embrasseroit dans ses colonies toutes les branches de la communication et du commerce du Nouveau Monde. En passant d'une mer de l'Amérique à l'autre par ses propres terres, elle toucheroit, pour ainsi dire, à la

fois, aux quatre parties du globe. De tous ses ports de l'Europe, de ses comptoirs de l'Afrique, elle charge, elle expédie des vaisseaux pour le Nouveau-Monde. Des possessions qu'elle a dans les mers orientales, elle pourroit se transporter aux Indes Occidentales par la mer Pacifique. C'est elle qui découvriroit les langues de terre ou les bras de mer, l'isthme ou le détroit qui lient l'Asie à l'Amérique par l'extrémité du Septentrion. Elle auroit alors toutes les portes du commerce dans ses mains par de vastes colonies; elle en auroit toutes les clefs par ses nombreuses flottes. Elle aspireroit, peut-être, à prédominer sur les deux mondes, par l'empire de toutes les mers. Mais tant de grandeur n'entre pas dans la destinée d'un seul peuple. Interrogez les Romains. Est-il donc si flatteur d'exercer une immense domination, puisqu'il faut tout perdre quand on a tout conquis? Interrogez les Espagnols. Est-on donc si puissant d'embrasser dans ses états une étendue de terres que le soleil ne cesse d'éclairer, s'il faut languir obscurément dans un monde quand on règne dans un autre?

Les Anglais seront heureux s'ils peuvent conserver, par la culture et la navigation,

un empire toujours trop grand dès qu'il leur coûte du sang. Mais puisque l'ambition ne s'étend qu'à ce prix, c'est au commerce de féconder les conquêtes d'une puissance maritime. Rarement la guerre valut-elle au vainqueur des champs plus dociles à l'industrie humaine, que ceux du continent septentrional de l'Amérique. Quoiqu'il soit, en général, si bas, proche de la mer, que le plus souvent on a peine à distinguer la terre du haut du grand mât, même après avoir mouillé à quatorze brasses, cependant la côte est très-abordable, parce que ce bas-fonds, ou cette profondeur, diminue insensiblement à mesure qu'on avance. Ainsi l'on peut, avec le secours de la sonde, connoître exactement à quelle distance on est du continent. Le navigateur en est même averti par les arbres, qui, paroissant sortir de l'océan, forment un spectacle enchanteur à ses yeux, sur des plages où s'offrent de toutes parts des rades et des ports sans nombre, pour recevoir et protéger des vaisseaux.

Les productions viennent en abondance sur un sol nouvellement défriché, mais arrivent lentement à la saison de leur maturité. On y voit même beaucoup de plantes

fleurir si tard, que l'hiver en prévient la récolte; tandis que, sous une latitude plus septentrionale, on en recueille sur notre continent et le fruit et la graine. Quelle est la raison de ce phénomène? Avant l'arrivée des Européens, l'Américain du Nord, vivant du produit de sa chasse et de sa pêche, ne cultivoit point la terre. Tout son pays étoit hérissé de forêts et de ronces. A l'ombre de ces bois, croissoit une multitude de plantes. Les feuilles, dont chaque hiver dépouilloit les arbres, formoient une couche de l'épaisseur de trois ou quatre pouces. L'été venoit avant que les eaux eussent entièrement pourri cette espèce d'engrais; et la nature, abandonnée à elle-même, entassoit sans cesse, les uns sur les autres, les fruits de sa fécondité. Les plantes ensévelies sous des feuillages humides, qu'elles ne perçoient qu'à peine avec beaucoup de tems, se sont accoutumées à une végétation tardive. La culture n'a pu vaincre encore une habitude enracinée par des siècles, ni l'art corriger le pli de la nature. Mais ce climat, si longtems ignoré ou négligé par les hommes, offre aussi des dédommagemens qui réparent les vices et les effets de cet abandon.

XXV. *Arbres particuliers à l'Amérique Septentrionale.*

Il a presque tous les arbres qui sont naturels au nôtre. Il en a de propres à lui seul, entre autres l'érable et le cirier.

Celui-ci, ainsi nommé à cause de son produit, est un arbrisseau rameux, tortu, assez irrégulier, qui se plaît dans un sol humide. Aussi ne s'éloigne-t-il guère de la mer ou des grands fleuves. Ses feuilles, disposées alternativement, sont étroites, entières ou dentelées, toujours couvertes de petits points dorés presqu'imperceptibles. Il porte des fleurs mâles et des fleurs femelles sur deux individus différens. Les premières forment des chatons, dont chaque écaille porte six étamines. Les secondes, disposées de même sur les jeunes rameaux, ont, au lieu d'étamines, un ovaire surmonté de deux styles, qui devient une coque très-petite, dure, sphérique, recouverte d'une substance grenue, blanche et onctueuse. Ces fruits, dont l'assemblage a l'apparence d'une grappe, sont rassemblés à la fin de l'automne et jettés dans l'eau bouillante. La substance dont ils sont enduits se détache, surnage et s'enlève avec un écumoir.

Lorsqu'elle est figée, elle est communément d'un verd sale. On la fait fondre une seconde fois pour la purifier. Elle devient alors transparente et d'un verd agréable.

Cette matière, mitoyenne entre le suif et la cire, pour la consistance et la qualité, tenoit lieu de l'une et de l'autre aux premiers Européens qui abordèrent dans ces contrées. Le prix en a fait diminuer l'usage, depuis que les animaux se sont multipliés. Cependant, comme elle brûle plus lentement que le suif, qu'elle est moins sujette à se fondre, et qu'elle n'en a pas l'odeur désagréable, elle obtient toujours la préférence partout où l'on peut s'en procurer, sans la payer trop cher. Mêlée avec un quart de suif, elle brûle beaucoup mieux. Cette propriété n'est pas la seule. On en compose d'excellent savon et de bons emplâtres pour les blessures. On s'en sert même pour cacheter. L'érable ne mérite pas moins d'attention que le cirier, puisqu'on l'appelle l'arbre à sucre.

Elevé par la nature, près des ruisseaux et dans des lieux humides, cet arbre croît jusqu'à la hauteur du chêne. Son tronc droit et cylindrique, est revêtu d'une écorce assez fine. Ses rameaux, toujours opposés, se

couvrent de feuilles qui ont la même disposition, et sont blanchâtres en-dessous, découpées en cinq lobes aigus. Ces fleurs, rassemblées en bouquets, ont un calice à cinq divisions chargé d'autant de pétales et de huit étamines qui avortent quelquefois. Leur centre est occupé par le pistil qui devient un fruit composé de deux capsules comprimées et réunies par le bas, écartées et ailées par le haut, remplies d'une seule graine.

On fait, dans le mois de mars, au bas du tronc de l'érable, une incision de la profondeur de deux ou trois pouces. Un tuyau, qu'on insère dans la plaie, reçoit le suc qui coule, et le conduit dans un vase placé pour le recueillir. La liqueur des jeunes arbres est si abondante, qu'en une demi-heure elle remplit une bouteille de deux livres. Les vieux en donnent moins, mais de beaucoup meilleure. L'arbre ne veut qu'une incision ou deux, au plus : une plus grande perte l'épuise et l'énerve. S'il s'évacue par trois ou quatre tuyaux, il dépérit fort vîte.

Sa liqueur est un suc naturellement mielleux. Pour l'amener à l'état du sucre, on la fait évaporer par l'action du feu, jusqu'à ce qu'elle ait acquis la consistance d'un sirop

épais On la verse ensuite dans des moules de terre, ou d'écorce de bouleau. Le sirop se durcit en se refroidissant, et se change en sucre roux, presque transparent et assez agréable. Pour lui communiquer de la blancheur, on y mêle quelquefois, en le fabriquant, un peu de farine de froment; mais cette préparation altère toujours son goût. Ce sucre sert au même usage que celui des cannes: mais pour en avoir une livre, il ne faut pas moins de dix-huit ou vingt livres de liqueur. Ainsi le commerce n'en tirera jamais un grand profit. Le miel est le sucre des sauvages de nos landes; l'érable est le sucre des sauvages de l'Amérique. La nature a par-tout ses douceurs; elle a par-tout ses merveilles.

XXVI. *Oiseaux particuliers à l'Amérique Septentrionale.*

Parmi la multitude d'oiseaux qui peuplent les forêts de l'Amérique Septentrionale, il en est un extrêmement singulier, c'est l'oiseau-mouche, qui tire son nom de sa petitesse. Son bec est long, pointu comme une aiguille; ses pattes n'ont que la grosseur d'une épingle ordinaire. On voit sur sa tête une huppe

noire, d'une beauté incomparable. Sa poitrine est couleur de rose, et son ventre est blanc comme du lait. Un gris bordé d'argent, et nuancé d'un jaune d'or très-brillant, éclate sur son dos, sur ses aîles et sur sa queue. Le duvet qui règne sur tout le plumage de cet oiseau, lui donne un air si délicat, qu'il ressemble à une fleur veloutée, dont la fraîcheur se fane au moindre attouchement.

Le printems est l'unique saison de ce charmant oiseau. Son nid, perché au milieu d'une branche d'arbre, est revêtu en-dehors d'une mousse grise et verdâtre, garni en-dedans d'un duvet très-mou, ramassé sur des fleurs jaunes. Ce nid n'a qu'un demi-pouce de profondeur, sur un pouce environ de diamètre. On n'y trouve jamais que deux œufs, pas plus gros que les plus petits pois. On a souvent tenté d'élever les petits de ce léger volatile : mais ils n'ont pu vivre que trois ou quatre semaines au plus.

L'oiseau-mouche ne se nourrit que du suc des fleurs. Il voltige de l'une à l'autre, comme les abeilles. Quelquefois il se plonge dans le calice des plus grandes. Son vol produit un bourdonnement semblable à celui d'un rouet à filer. Lorsqu'il est las, il se repose sur un arbre

arbre ou sur un pieu voisin ; il y reste quelques minutes, et revole aux fleurs. Malgré sa foiblesse, il ne paroît pas méfiant ; les hommes peuvent s'approcher de lui, jusqu'à huit ou dix pieds.

Croiroit-on qu'un être si petit fût méchant, colère et querelleur ? On voit souvent ces oiseaux se livrer une guerre acharnée, et des combats opiniâtres Leurs coups de bec sont si vifs et si redoublés, que l'œil ne peut les suivre. Leurs ailes s'agitent avec tant de vîtesse, qu'ils paroissent immobiles dans les airs. On les entend plus qu'on ne les voit. Ils poussent un cri semblable à celui du moineau.

L'impatience est l'ame de ces petits oiseaux. Quand ils approchent d'une fleur, s'ils la trouvent fanée et sans suc, ils lui arrachent toutes ses feuilles. La précipitation de leurs coups de bec décèle, dit-on, le dépit qui les anime. On voit, sur la fin de l'été, des milliers de fleurs, que la rage des oiseaux-mouche a tout-à-fait dépouillées. Cependant on peut douter que cette marque de ressentiment ne soit pas une sorte de faim, plutôt qu'un instinct destructeur sans besoin.

Tous les êtres ont une espèce ennemie.

Celle de l'oiseau-mouche est une grosse araignéee très-friande de ses œufs, contre laquelle il ne les défend pas sans peine. C'est l'epée que le tyran voit toujours suspendue sur sa tête.

L'Amérique Septentrionale étoit autrefois dévorée d'insectes. Comme on n'avoit ni purifié l'air, ni défriché la terre, ni abattu les bois, ni donné de l'écoulement aux eaux, cette matière animée avoit envahi, sans obstacle, toutes les productions de la nature, que nul être ne lui disputoit. Aucune de ces espèces n'étoit utile à l'homme. Une seule aujourd'hui sert à ses besoins : c'est l'abeille. Mais on croit qu'elle a été transportée de l'ancien-monde au nouveau. Les sauvages l'appellent mouche anglaise; on ne la trouve qu'au voisinage des côtes. Ces indices annoncent une origine étrangère. On voit les abeilles errer dans les forêts en nombreux essaims sur le nouvel hémisphère. Elles s'y multiplient tous les jours. Leur miel s'emploie à différens usages. Beaucoup de gens en font leur nourriture. La cire devient, de jour en jour, une branche considérable de commerce.

XXVII. *L'Amérique Septentrionale a reçu de l'Europe les animaux domestiques.*

L'abeille n'est pas le seul présent que l'Europe ait pu faire à l'Amérique. Elle l'a encore enrichie d'animaux domestiques. Les sauvages n'en avoient point. Des hommes libres n'avoient soumis aucune espèce vivante à leur domination : ils ne savoient que les détruire. La domesticité des animaux n'a jamais dû précéder la société des humains. La première conquête de l'homme, est celle qu'il a faite sur ses semblables. Jusqu'à cette fatale époque de servitude universelle, chaque individu avoit été trop occupé de son existence, et sa vie entière avoit été toute employée aux moyens de la conserver. Mais aussi-tôt qu'une partie des hommes eut subjugué l'autre, et que celle-ci se vit assujettie à travailler pour des maîtres, le loisir fut connu pour la première fois sur la terre. Ce loisir fut le père des arts, qui consolèrent, peut-être, le genre-humain de la perte de sa liberté. La domesticité des animaux, comme tous les autres arts utiles, fut sans doute une invention des sociétés.

Peut être n'est-elle pas le moindre ouvrage de l'industrie humaine. Peut-être a-t-elle demandé le plus de talent, le plus de tems, le

plus de hasards. Car, enfin, on a bien trouvé dans certaines contrées de l'Amérique, des sociétés, et des empires avancés, même jusqu'aux arts du luxe : mais les animaux y étoient encore libres, quoique plus disposés, par leur foiblesse ou leur instinct, à recevoir le joug de l'homme que dans nos contrées. On a vu même des pays du Nouveau Monde, où les animaux avoient fait plus de progrès que l'homme vers l'état de perfection et de société auquel ils étoient appellés par la nature ; c'est qu'ils vivoient sans maître. L'homme ne les avoit pas assujettis à sa voix menaçante, à son coup-d'œil terrible, à sa main toujours prête à frapper. Il étoit esclave lui-même, et les animaux ne l'étoient point encore. Le roi de la nature connut donc la servitude, avant de dompter les animaux.

Quoi qu'il en soit de l'origine et de la filiation des arts, dont la génération est trop compliquée, pour qu'il soit aisé de découvrir dans quel ordre et comment ils sont nés les uns des autres, l'Amérique n'avoit point encore associé les animaux aux hommes pour les travaux de la culture, lorsque les Européens y transportèrent des bœufs, des brebis, des chevaux. Ils y furent d'abord, ainsi que

les hommes, exposés à des maladies épidémiques. Si la contagion ne les attaqua pas comme leur fier souverain, à la racine même de leur génération, du moins plusieurs espèces eurent-elles beaucoup de peine à se reproduire. Toutes, à l'exception du porc, perdirent une grande partie de leur force, de leur grosseur. Ce ne fut que tard et dans quelques lieux seulement, qu'elles recouvrèrent leurs qualités originaires. L'air et le sol s'opposoient sans doute au succès de leur transplantation. C'est la loi des climats qui veut que chaque peuple, chaque espèce vivante et végétante croisse et meure dans son pays natal. L'amour de la patrie semble commandé par la nature à tous les êtres, comme l'amour de leur conservation.

XXVIII. *Les grains de l'Europe ont été cultivés dans l'Amérique Septentrionale.*

Cependant, il y a des analogies de climat qui modifient la loi généralement portée contre la transplantation des animaux et des plantes. Lorsque les Anglais abordèrent dans l'Amérique Septentrionale, les habitans vagabonds de ces contrées solitaires ne cultivoient qu'à regret un peu de maïs, plante qui a le port du

roseau. Ses feuilles, assez larges et fort longues, entourent à leur base la tige qui est ronde et noueuse par intervalles. Une panicule de fleurs mâles la termine. Chacun des paquets dont elle est composée, a deux fleurs recouvertes par deux écailles communes, et chaque fleur a trois étamines renfermées entre deux écailles propres. A l'aisselle des feuilles inférieures se trouvent les fleurs femelles, disposées en épi très-serré sur un axe épais et charnu, caché sous plusieurs enveloppes. Le pistil de ces fleurs, entouré de quelques petites écailles et surmonté d'un long style, devient une graine farineuse, presque sphérique, enfoncée à moitié dans l'axe commun. Sa maturité est annoncée par sa couleur et par l'écartement des enveloppes qui laissent appercevoir l'épi.

Cette espèce de bled, que l'Europe ignoroit alors, étoit la seule qui fût connue dans le Nouveau-Monde. La culture en étoit facile. Les sauvages se contentoient de lever du gazon, de faire des trous dans la terre avec un baton et de jetter dans chacun un grain de maïs qui en produisoit deux cent cinquante ou trois cents autres. Les préparations pour s'en nourrir, n'étoient pas plus compliquées. On le piloit dans un mortier de bois ou de

pierre ; et réduit en pâte, il étoit cuit sous la cendre. Souvent même, grillé seulement, il étoit mangé.

Le maïs réunit bien des avantages. Sa feuille est très-favorable à la nourriture des bestiaux ; avantage infiniment précieux dans les contrées où les prairies ne sont pas communes. Un terrein maigre, léger et sablonneux, est celui qui convient le mieux à cette plante. Sa semence peut être gelée au printems, même à deux ou trois reprises, sans que les récoltes soient moins abondantes. Enfin, c'est de tous les grains, celui qui peut soutenir le plus long-tems la sécheresse et l'humidité.

Ces raisons, qui ont fait adopter la culture du maïs dans une partie du globe, déterminèrent les Anglais à le conserver, à le multiplier dans leurs établissemens. Ils le vendirent au midi de l'Europe, dans les Indes Occidentales, et s'en servirent pour leur propre usage. Cependant ils ne négligèrent pas d'enrichir leurs plantations des grains d'Europe, qui réussirent tous, quoique moins parfaitement que dans le lieu de leur origine. Du superflu de de ces récoltes, du produit de leurs troupeaux et de l'exploitation des forêts du pays, ces

colons formèrent un commerce, qui embrassoit les contrées les plus riches et les plus peuplées du Nouveau-Monde.

La métropole, voyant que ses colonies septentrionales lui enlevoient l'approvisionnement des établissemens qu'elle avoit au midi de l'Amérique, et craignant de les avoir bientôt pour rivales en Europe même, dans tous les marchés des salaisons et des bleds, résolut de tourner leur activité vers des objets qui lui fussent plus utiles. L'occasion ne tarda pas de se présenter.

XXIX. *L'Amérique Septentrionale a fourni à l'Europe des munitions navales.*

La Suède étôit en possession de vendre aux Anglais la plus grande partie du brai et du goudron, dont ils avoient besoin pour leurs armemens. En 1703, cette puissance méconnut ses vrais interêts, au point de plier et de réduire sous un privilège exclusif, cette importante branche de son commerce. Une augmentation de prix, subite et forte, fut le premier effet de ce monopole. L'Angleterre profitant de cette faute des Suédois, encouragea, par des primes considérables, l'im-

portation de toutes les munitions navales que l'Amérique pourroit fournir.

Ces gratifications ne produisirent pas d'abord l'avantage qu'on s'en étoit promis. Une guerre sanglante, qui désoloit les quatre parties du monde, détourna tout-à-la fois la métropole et les colonies, de l'attention que méritoit cette révolution naissante dans le commerce. Les nations du Nord, qui toutes avoient le même intérêt, prenant l'inaction occasionnée par le trouble des guerres, pour une preuve complette d'impuissance, crurent pouvoir impunément assujettir les munitions de la marine, à toutes les clauses et les restrictions qui devoient en hausser le prix. Ce fut un systême de convention entr'elles, qui devint public en 1718 : tems où toutes les puissances maritimes souffroient encore des blessures d'une guerre de quatorze ans.

Une ligue si odieuse réveilla l'Angleterre. Elle fit partir pour le Nouveau-Monde des hommes assez éloquens, pour persuader aux habitans qu'ils avoient le plus grand intérêt à seconder les vues de la mère-patrie ; assez éclairés pour diriger les premiers travaux vers de grands résultats, sans les faire passer par ces minces essais, qui éteignent subitement

une ardeur allumée avec beaucoup de peine. En un clin d'œil, la poix, le goudron, la térébenthine, les vergues, les mâtures, abordèrent dans les ports de la Grande-Bretagne avec tant de profusion, qu'on fut en état d'en vendre aux pays voisins.

Le gouvernement fut aveuglé par ce premier essor de prospérité. L'avantage que la modicité du prix donnoit aux munitions navales de ses colonies, sur celles qui venoient de la mer Baltique, sembloit lui promettre une préférence constante. Il crut pouvoir supprimer les encouragemens. Mais il n'avoit pas fait entrer dans ses calculs, la différence du fret qui étoit tout en faveur de ses rivaux. L'interruption totale qui survint dans cette veine de commerce, l'avertit de son erreur. Il reprit en 1729 le systême des gratifications. Quoique moins fortes qu'elles ne l'avoient été d'abord, elles suffirent pour assurer au débit des munitions d'Amérique, du moins en Angleterre, la plus grande supériorité sur celles du Nord.

Les bois, qui faisoient pourtant une des principales richesses des colonies, fixèrent plus tard la vigilance du gouvernement de la métropole. Depuis long-tems les Américains en portoient en Espagne, en Portu-

gal, dans la Méditerranée, où ces matériaux étoient employés aux édifices et à d'autres usages. Comme ces navigateurs ne prenoient pas, en retour, assez de marchandises pour completter leur cargaison, les Hambourgeois et même les Hollandais avoient contracté l'habitude de freter les vaisseaux de ces étrangers, pour importer chez eux les productions des plus riches climats de l'Europe. Ce double commerce d'exportation et de cabotage avoit considérablement augmenté la navigation Britannique. Le parlement, instruit de ce succès, se hâta de décharger en 1722 les bois que le Nouveau-Monde pouvoit fournir au royaume, de tous les droits que payoient à leur entrée les bois de Russie, de Suède et de Danemarck. Cette première faveur fut suivie d'une gratification, qui, comprenant, en général toute sorte de bois, portoit spécialement sur ceux qui étoient destinés à la construction des vaisseaux. Malheureusement, les matériaux du Nouveau-Monde se trouvèrent très-inférieurs à ceux de l'ancien. Cependant ils furent employés de préférence par la marine Anglaise. Elle devoit au nord de l'Amérique ses vergues et ses mâtures. On voulut

qu'elle en reçût encore ses voiles et ses cordages.

Les protestans Français qui, chassés de leur patrie par un roi tombé dans le bigotisme, avoient apporté par-tout à ses ennemis, l'industrie de leur climat, firent connoître à l'Angleterre le prix du lin et du chanvre, deux objets souverainement importans pour une puissance maritime. L'Irlande et l'Ecosse cultivèrent ces plantes avec quelque succès : mais les manufactures nationales tiroient encore principalement l'une et l'autre de la Russie. Pour mettre fin à cette importation ruineuse, le gouvernement imagina d'accorder 135 liv. de gratification par tonneau de ces matières à l'Amérique Septentrionale. C'étoit beaucoup ; et cependant un encouragement si considérable n'eut que peu de suite. Dans cette partie du Nouveau-Monde, peu de terres se trouvèrent assez bonnes pour une production qui ne prospère que sur un sol excellent. Cette région est plus abondante en fer, en fer destiné à conquérir l'or et l'argent du Midi.

XXX. *Le fer de l'Amérique Septentrionale a été porté dans nos climats.*

Ce premier métal, si nécessaire à l'homme, étoit ignoré des Américains, lorsque les Européens leur en apprirent le plus funeste usage, celui des armes homicides. Les Anglais eux-mêmes négligèrent long-tems les mines de fer, que la nature avoit prodiguées dans le continent où ils s'étoient établis. On avoit détourné de la métropole ce canal de richesses, en le chargeant de droits énormes. Cette imposition, équivalente à une prohibition, étoit l'ouvrage des propriétaires des mines nationales, soutenus des propriétaires des bois-taillis, qui devoient servir à l'exploitation du fer. Par la corruption, l'intrigue et les sophismes, ces ennemis du bien public avoient écarté une concurrence qu'ils ne pouvoient soutenir. Enfin le gouvernement fit un premier pas vers le bien. Il permit l'importation franche de droits, des fers de l'Amérique à Londres : mais en défendant de le trans orter dans d'autres ports, ou même à plus de dix milles dans les terres. Ce bizarre arrangement dura jusqu'en 1757. Alors des milliers de voix se réunirent pour

engager le sénat de la nation à faire cesser le vice d'une administration si visiblement opposée à tous les bons principes, et à étendre à tout le royaume une liberté exclusivement accordée à la capitale.

Une demande si raisonnable trouva la plus vive opposition. Les intérêts particuliers se réunirent pour représenter que les cent neuf forges qui travailloient en Angleterre, sans y comprendre celles d'Ecosse, produisoient annuellement dix-huit mille tonnes de fer, et occupoient un grand nombre d'ouvriers habiles; que ces mines qui étoient inépuisables, auroient considérablement augmenté leur produit, si l'on n'avoit été arrêté par la crainte continuelle de voir les fers d'Amérique déchargés de toute imposition; que les ouvrages de fer travaillés en Angleterre, consommoient tous les ans cent quatre-vingt-dix-huit mille cordes de bois-taillis, et que ces taillis fournissoient d'ailleurs des écorces pour les tanneries, des matériaux pour les bâtimens; que le fer d'Amérique étant plus propre à être converti en acier, à faire des instrumens tranchans, à fournir le plus grand nombre des ustensiles de navigation, ne diminueroit guère l'importation étrangère, et se borneroit

à anéantir les forges de la Grande-Bretagne.

Ces vaines considérations n'arrêtèrent pas le parlement. Il comprit qu'à moins qu'on ne baissât le prix des matières premières, la nation perdroit bientôt les innombrables manufactures de fer et d'acier qui l'enrichissoient depuis si long-tems, et qu'il n'y avoit pas de tems à perdre pour arrêter les progrès de cette industrie chez les autres peuples. On se détermina donc à permettre, libre et affranchie de tous droits, l'introduction du fer de l'Amérique dans tous les ports d'Angleterre. Cette résolution pleine de sagesse, fut accompagnée d'un acte de justice. Une loi portée sous Henri VIII, défendoit aux propriétaires des bois-taillis de défricher leurs terres. Le gouvernement les autorisa à faire de leurs propriétés l'usage qui leur conviendroit le mieux.

Avant ces dispositions, la Grande-Bretagne payoit tous les ans à l'Espagne, à la Norwège, à la Suède et à la Russie, 10,000,000 livres pour le fer qu'elle tiroit de ces contrées. Ce tribut diminua, et devoit diminuer encore. Le minerai est si abondant en Amérique, si facile à tirer de la superficie

de la terre, que les Anglais ne désespéroient pas de pouvoir en fournir au Portugal, à la Turquie, à l'Afrique, aux Indes Orientales, à tous les pays de l'univers, où l'intérêt de leur commerce étendoit leurs relations.

Peut-être cette nation exagéroit-elle aux autres ou à elle-même, les avantages qu'elle se promettoit de tant d'objets utiles à sa navigation. Mais il lui suffisoit que ses colonies la tirassent de la dépendance où les puissances du nord de l'Europe pouvoient, en rigueur, la tenir pour la facilité, pour la multiplication de ses armemens. Rien à ses yeux n'étoit plus capable de suspendre son essor naturel vers l'empire des mers, qui seul devoit lui assurer l'empire du Nouveau-Monde.

XXXI. *Peut-on espérer que le vin et la soie réussiront dans l'Amérique Septentrionale ?*

Après s'en être applani le chemin, par la création d'une marine libre, indépendante et supérieure à toutes les marines, l'Angleterre prit tous les moyens de jouir de cette espèce de conquête qu'elle avoit faite en Amérique, encore plus par son industrie que par ses armes. A mesure que par une pente na-

turelle, les établissemens s'étoient avancés du Nord au Sud, les entreprises et les projets s'étoient multipliés en raison du sol et du climat. Aux bois, aux grains, aux bestiaux qui avoient été les productions premières, s'étoient joints successivement le riz, le tabac, l'indigo, d'autres richesses. Les Anglais qui n'avoient point de vin en Europe, résolurent de le demander aussi au nouvel hémisphère.

On trouve sur le continent septentrional de l'Amérique, une quantité prodigieuse de seps sauvages, qui produisent des raisins dont la couleur, la grosseur et la quantité varient, mais qui sont tous d'un goût âcre et désagréable. On pensa qu'une bonne culture donneroit à cette plante la perfection que la nature brute lui avoit refusée; et l'on appella des vignerons Français dans un pays où ses impôts et les corvées ne leur ôteroient pas le fruit et le goût du travail. Les expériences réitérées qu'ils tentèrent alternativement avec du plant d'Europe et d'Amérique, furent toutes également malheureuses. Le suc de la vigne y étoit trop aqueux, trop foible, trop difficile à conserver. Le pays étoit trop couvert de bois, qui attirent

et font séjourner les brouillards humides et brûlans ; les saisons étoient trop inconstantes ; les insectes trop multipliés autour des forêts, pour laisser éclorre et prospérer une culture si chère à la nation Anglaise, à tous les peuples qui ne la possèdent point. Un jour viendra peut-être où ces régions fourniront une boisson dont la préparation occupe plusieurs parties du globe, et dont l'usage fait les délices de tant d'autres : mais cet événement n'arrivera qu'après des siècles et des essais très-multipliés. Suivant toutes les probabilités, la récolte du vin sera précédée par celle de la soie, ouvrage de ce ver rampant qui habille l'homme de feuilles d'arbres élaborées dans son sein.

Cette riche matière coûtoit à la Grande-Bretagne une exportation annuelle d'argent très-considérable. On résolut de la tirer de la Caroline, qui, par la douceur de son climat et l'abondance de ses mûriers, sembloit favorable à cette production. Des essais que hasarda le gouvernement, en attirant des Vaudois dans la colonie, furent plus heureux et plus productifs qu'on n'avoit osé l'espérer. Cependant les progès de cette branche d'industrie restèrent au-dessous

d'une si riante promesse. On en rejetta la faute sur les habitans, qui n'achetant que des nègres, dont ils tiroient une utilité prompte et sûre, négligèrent d'avoir des négresses qu'on auroit pu destiner avec leurs enfans à élever des vers à soie : occupation convenable à la foiblesse du sexe et de l'âge les plus délicats. Mais on devoit prévoir que des hommes arrivés d'un autre hémisphère dans un pays inculte et sauvage, donneroient leurs premiers soins à la culture des grains nourriciers, à l'éducation des bestiaux, aux travaux de premier besoin. C'est la marche naturelle et constante des états bien gouvernés. De l'agriculture, principe de la population, ils s'élèvent aux arts de luxe; et les arts de luxe nourrissent le commerce, enfant de l'industrie et père de la richesse. En 1769, le parlement jugea cette époque enfin arrivée. Il arrêta que par toutes les soies crues qui seroient portées des colonies dans la métropole, il seroit donné pendant sept ans une gratification de vingt cinq pour cent; pendant les sept années suivantes, une gratification de vingt pour cent; et pendant sept années encore, une gratification de quinze pour cent. La culture du coton-

nier, de l'olivier, de beaucoup d'autres plantes, ne devoit pas tarder à suivre. La nation pensoit que l'Europe et l'Asie avoient peu de productions qui ne pussent être naturalisées avec plus ou moins de succès dans quelqu'une des vastes contrées de l'Amérique Septentrionale. Il n'y falloit que des hommes; et l'on ne négligeoit aucun des moyens propres à les y multiplier.

XXXII. *De quelles espèces d'hommes se sont peuplées les provinces de l'Amérique Septentrionale.*

Ce furent les Anglais qui, persécutés dans leur isle pour leurs opinions civiles et religieuses, abordèrent les premiers dans cette région déserte et sauvage.

Il étoit difficile que cette première émigration eût des suites importantes. Les habitans de la Grande-Bretagne sont tellement attachés au sol qui les a vu naître, qu'il n'y a que des guerres civiles ou des révolutions qui puissent déterminer à changer de climat et de patrie ceux d'entre eux qui ont une propriété, des mœurs ou de l'industrie. Ainsi le rétablissement de la tranquillité publique dans la métropole, devoit mettre des

obstacles insurmontables au progrès des cultures en Amérique.

D'ailleurs les Anglais, quoique naturellement actifs, ambitieux et entreprenans, n'étoient guère propres à défricher le Nouveau-Monde. Accoutumés à une vie douce, à quelque aisance, à beaucoup de commodités; il n'y avoit que l'enthousiasme religieux ou politique qui pût les soutenir dans les travaux, les misères, les privations, les calamités inséparables des nouvelles plantations.

On doit ajouter que quand l'Angleterre auroit pu vaincre ces difficultés, elle ne l'auroit pas dû vouloir. Sans doute il étoit utile à cette puissance de fonder des colonies, de les rendre florissantes, de s'enrichir de leurs productions; mais il ne lui convenoit pas d'acheter ces avantages par le sacrifice de sa population.

Heureusement pour cette nation, l'intolérance et le despotisme qui, pesoient sur la plupart des contrées de l'Europe, poussèrent de nombreuses victimes sur une plage inculte, qui, dans son abandon, sembloit offrir et demander en même tems du secours aux malheureux. Ces hommes échappés à la verge des tyrans en passant les mers, perdoient tout espoir de retour, et s'attachoient pour

toujours à une terre qui, leur servant d'asyle, leur fournissoit à peu de frais une subsistance paisible. Ce bonheur ne pût être toujours ignoré. De toutes parts, de l'Allemagne principalement, on accourut pour le partager. Un des avantages que se proposoient les émigrans, c'étoit de se trouver citoyens dans toute l'étendue de l'empire Britannique, après sept ans de domicile dans quelqu'une de ses colonies.

Tandis que la tyrannie et la persécution désoloient et desséchoient la population en Europe, l'Amérique Anglaise se remplissoit de trois sortes d'habitans. Les hommes libres forment la première classe. C'est la plus nombreuse.

Les Européens, qui parcourent et tourmentent le globe depuis trois siècles, ont semé des colonies dans la plupart des points de sa circonférence; et presque par-tout leur race s'est plus ou moins abâtardie. Les établissemens Anglais de l'Amérique Septentrionale paroissoient avoir subi la loi commune. Leurs habitans étoient universellement jugés moins robustes au travail, moins forts à la guerre, moins propres aux arts que leurs ancêtres. Parce que le soin de défricher la

terre, de purifier l'air, de changer le climat, d'améliorer la nature, absorboit toutes les facultés de ce peuple transplanté sous un autre ciel; on en concluoit sa dégradation et son impuissance de s'élever à des spéculations un peu compliquées.

Pour dissiper ce préjugé injuste, il falloit qu'un Franklin enseignât aux physiciens de notre continent étonné à maîtriser la foudre. Il falloit que les élèves de cet homme illustre, réunis en société, jettassent un jour éclatant sur plusieurs branches des sciences naturelles. Il falloit que l'éloquence renouvellât dans cette partie du Nouveau-Monde ces impressions fortes et rapides qu'elle avoit opérées dans les plus fières républiques de l'antiquité. Il falloit que les droits de l'homme, que les droits des nations y fussent solidement établis dans des écrits originaux qui feront le charme et la consolation des siècles les plus reculés.

Les ouvrages d'imagination et de goût ne tarderont pas à suivre ceux de raisonnement et d'observation. Bientôt peut-être la Nouvelle-Angleterre pourra citer ses Homères, ses Théocrites, ses Sophocles. On n'y manque plus de secours, de maîtres, de modèles.

L'éducation s'y répand, s'y perfectionne de plus en plus. Dans les proportions on y voit plus de gens bien nés, plus de loisir et de moyens pour suivre son talent qu'on n'en trouve en Europe, où l'institution même de la jeunesse est souvent contraire au progrès et au développement du génie et de la raison.

Par un contraste singulier avec l'ancien monde, où les arts sont allés du Midi vers le Nord, on verra dans le nouveau le Nord éclairer le Midi. Jusqu'à nos jours, l'esprit a paru s'énerver comme le corps dans les Indes Occidentales. Vifs et pénétrans de bonne heure, les hommes y conçoivent promptement: mais n'y résistent pas, ne s'y accoutument pas aux longues méditations. Presque tous ont de la facilité pour tout; aucun ne marque un talent décidé pour rien. Précoces et mûrs avant nous, ils sont bien loin de la carrière quand nous touchons au terme. La gloire et le bonheur de les changer, doit être l'ouvrage de l'Amérique Anglaise. Qu'elle prenne donc des moyens conformes à ce noble dessein, et qu'elle cherche par des voies justes et louables une population digne de créer un monde nouveau. C'est ce qu'elle n'a pas fait encore.

Une

Une seconde classe de colons fut autrefois composée de malfaiteurs que la métropole condamnoit à être transportés en Amérique, et qui devoient un service forcé de sept ou de quatorze ans aux planteurs qui les avoient achetés des tribunaux de justice. On s'est universellement dégoûté de ces hommes corrompus et toujours prêts à commettre de nouveaux crimes.

On les a remplacés par des hommes indigens, que l'impossibilité de subsister en Europe poussoit dans le Nouveau-Monde. Après avoir acheté et vendu le nègre, le crime n'avoit plus qu'un pas à faire : c'étoit de vendre son compatriote sans l'avoir acheté, et de trouver quelqu'un qui l'achetât ; il l'a fait. Embarqués sans être en état de payer leur passage, ces malheureux sont à la disposition de leur conducteur, qui les vend à qui bon lui semble. Cette espèce d'esclavage est plus ou moins long : mais il ne peut jamais durer plus de huit années. Si parmi ces émigrans il se trouve des enfans, leur servitude doit durer jusqu'à leur majorité, qui est fixée à vingt-un ans pour les garçons, et à dix huit pour les filles.

Aucun des engagés n'a le droit de se marier

sans l'aveu de son maître, qui met le prix qu'il veut à son consentement. Si quelqu'un d'eux s'enfuit, et qu'on le rattrape, il doit servir une semaine pour chaque jour de son absence, un mois pour chaque semaine, et six mois pour un seul. Le propriétaire qui ne veut pas reprendre son déserteur, peut le vendre à qui bon lui semble : mais ce n'est que pour le tems de son premier engagement. Du reste, ce service n'a rien d'ignominieux, et l'acquéreur fait tout ce qu'il peut pour affoiblir la tâche de la vente et de l'achat. A l'expiration de sa servitude, l'engagé jouit de tous les droits du citoyen libre. Avec son affranchissement, il reçoit du maître qu'il a servi, ou des instrumens de labourage, ou les outils nécessaires à son industrie.

Cependant de quelque apparence de justice que l'on colore cette espèce de trafic, la plupart des étrangers qui passent en Amérique à ce prix, ne s'embarqueroient pas, s'ils n'étoient trompés. Des brigands sortis des marais de la Hollande se répandent dans le Palatinat, dans la Suabe, dans les cantons d'Allemagne les plus peuplés, ou les moins heureux. Ils y vantent avec enthousiasme les délices du Nouveau-Monde, et les fortunes

qu'il est aisé d'y faire. Des hommes simples, séduits par des promesses si magnifiques, suivent aveuglément ces vils courtiers d'un indigne commerce qui les livrent à des négocians d'Amsterdam ou de Rotterdam. Ceux-ci soudoyés eux-mêmes par des compagnies chargées de peupler les colonies, paient une gratification à ces embaucheurs. Des familles entières sont vendues, sans le savoir, à des maîtres éloignés, qui leur préparent des conditions d'autant plus dures, que la faim et la nécessité ne permettent pas à ceux qui les acceptent de s'y refuser. L'Amérique forme des recrues pour la culture, comme les princes pour la guerre, avec les mêmes artifices, mais un but moins honnête et peut-être plus inhumain : car qui sait le rapport de ceux qui meurent et de ceux qui survivent à leurs espérances ! L'illusion se perpétue en Europe, par l'attention qu'on a de supprimer les lettres qui pourroient dévoiler un mystère d'imposture et d'iniquité, trop bien couvert par l'intérêt qui en est l'inventeur.

Mais enfin on ne trouveroit point tant de dupes, s'il y avoit moins de victimes. C'est l'oppression des gouvernemens qui fait adopter ces chimères de fortune à la crédulité du

peuple. Des hommes malheureux dans leur patrie, errans ou foulés chez eux, n'ayant rien de pire à craindre sous un ciel étranger, se livrent aisément à la perspective d'un meilleur sort. Les moyens qu'on emploie pour les retenir dans le pays où la fatalité les a fait naître, ne sont propres qu'à irriter en eux le desir d'en sortir. C'est par des prohibitions, par des menaces et des peines qu'on croit les enchaîner ; on ne fait que les aigrir, les pousser à la désertion par la défense même. Il faudroit les attacher par des soulagemens et des espérances : on les emprisonne, on les garrotte ; on empêche l'homme, né libre, d'aller respirer dans des contrées où le ciel et la terre lui donneroient un asyle. On aime mieux l'étouffer dans son berceau, que de le laisser chercher sa vie en quelque climat secourable. On ne veut pas même lui donner le choix de son tombeau. Tyrans politiques, voilà l'ouvrage de vos loix : peuples, où sont vos droits ?

Faut-il révéler aux nations les trames qui se forment contre leur liberté ? Faut-il leur dire que, par le complot le plus odieux quelques puissances ont manœuvré récemment une convention qui doit ôter toute ressource

au désespoir? Depuis deux siècles, tous les princes de l'Europe fabriquoient entre eux, dans les ténèbres du cabinet, cette longue et pesante chaîne dont les peuples se sentent enveloppés de toutes parts. Chaque négociation ajoutoit de nouveaux chaînons à ce filet artificieusement imaginé. Les guerres ne tendoient pas à rendre les états plus grands, mais les sujets plus soumis, en substituant pas à pas le gouvernement militaire à l'influence douce et lente des loix et des mœurs. Tous les potentats se fortifioient également dans leur tyrannie, par leurs conquêtes ou par leurs pertes. Victorieux, ils régnoient avec des armées : humiliés et défaits, ils commandoient par la misère à des sujets pusillanimes. Ennemis ou jaloux entre eux par ambition, ils ne se liguoient ou ne s'allioient que pour appesantir la servitude. Soit qu'ils voulussent souffler la guerre ou conserver la paix, ils étoient assurés de tourner au profit de leur autorité, l'agrandissement ou l'affoiblissement de leurs peuples. S'ils cédoient une province, ils épuisoient toutes les autres pour la recouvrer ou pour se dédommager de sa perte. S'ils en acquéroient une nouvelle, la fierté qu'ils affectoient au-dehors, étoit au-dedans

dureté, vexation. Ils empruntoient les uns des autres réciproquement tous les arts, toutes les inventions, soit de la guerre, soit de la paix, qui pouvoient concourir, tantôt à fomenter les rivalités et les antipathies naturelles, tantôt à oblitérer le caractère des nations : comme si l'accord tacite de leurs maîtres eût été de les assujettir les unes par les autres au despotisme qu'ils avoient su leur préparer de longue main. N'en doutez pas, peuples qui gémissez tous, plus ou moins sourdement, de votre condition. Ceux qui ne vous ont jamais aimés, en sont venus à ne vous plus craindre. Une seule issue vous restoit dans l'extrémité du malheur : celle de l'évasion et de l'émigration. On vous l'a fermée.

Des princes sont convenus entre eux de se rendre, non seulement les déserteurs, qui, la plupart enrôlés par force ou par fraude, ont bien le droit de s'échapper : non-seulement les brigands qui ne devroient en effet trouver de refuge nulle part ; mais indistinctement tous leurs sujets, quel que soit le motif qui les ait forcés à quitter leur patrie. Ainsi vous tous, malheureux laboureurs, qui ne trouvez ni subsistances, ni travail dans les pays ravagés et desséchés par les exactions de la finance, mourez où vous avez eu le mal-

heur de naître ; il n'est plus d'asyle pour vous que sous terre. Vous tous artisans, ouvriers de toute espèce, que l'on vexe par les monopoles, à qui l'on refuse le droit de travailler librement, sans avoir acheté des maîtrises : vous que l'on tient courbés toute la vie dans un attelier pour enrichir un entrepreneur privilégié : vous qu'un deuil de cour laisse des mois entiers sans salaire et sans pain ; n'espérez pas de vivre hors d'une patrie où des soldats et des gardes vous tiennent emprisonnés : errez dans l'abandon, et mourez de chagrin. Osez gémir ; vos cris seront repoussés et perdus au fond d'un cachot ; fuyez, on vous poursuivra, même au-delà des monts et des fleuves ; vous serez renvoyés ou livrés pieds et poings liés à la torture., à la gêne éternelle où vous avez été condamnés en naissant. Vous encore, à qui la nature a donné un esprit libre, indépendant des préjugés et des erreurs ; qui osez penser et parler en hommes, étouffez dans votre ame la vérité, la nature, l'humanité. Applaudissez à tous les attentats commis contre votre patrie et vos concitoyens, ou gardez un silence profond dans l'obscurité de l'infortune et de la retraite. Vous tous enfin qui naissez dans ces états

barbares, où la condition réciproque entre les princes de se rendre les transfuges, vient d'être scellée par un traité ; souvenez-vous de l'inscription que le Dante a gravée sur la porte de son enfer :

VOI CH'ENTRATE, LASCIATE OMAI OGNI SPERANZA.

VOUS QUI PASSEZ ICI, PERDEZ TOUTE ESPÉRANCE.

Quoi ! ne reste-t-il pas un asyle même au-delà des mers ? L'Amérique n'ouvrira-t-elle pas son sein aux malheureux qui préféreront volontairement la liberté au joug insupportable de leur patrie ? Qu'a-t-elle besoin de ce vil ramas d'engagés, qu'elle surprend et débauche par les honteux moyens dont toutes les couronnes se servent pour grossir leurs armées ? Qu'a-t-elle besoin de ces êtres encore plus misérables, dont elle forme une autre classe de sa population ?

Oui, par une iniquité d'autant plus criante qu'elle sembloit moins nécessaire, les provinces septentrionales ont eu recours au trafic, à l'esclavage des noirs. On ne disconviendra pas qu'il ne soient mieux nourris et

mieux vêtus, moins maltraités et moins accablés de travail qu'aux isles. Les loix les protègent plus efficacement, et il est très-rare qu'ils soient les victimes de la férocité ou des caprices d'un odieux tyran. Cependant, quel doit être le fardeau d'une vie condamnée à languir dans une servitude éternelle! Des sectaires humains; des chrétiens qui cherchoient dans l'évangile plutôt des vertus que des dogmes, ont souvent voulu rendre à leurs esclaves la liberté que rien ne peut remplacer: mais ils ont été long-tems retenus par une loi qui ordonnoit d'assigner aux affranchis un revenu suffisant pour leur subsistance.

Disons plutôt: l'habitude commode d'être servi par des esclaves; ce penchant à la domination, justifié par les douceurs dont on prétend alléger leur servitude; l'opinion où l'on se plaît à rester, qu'ils ne se plaignent pas d'une condition que le tems a changée pour eux en nature; ce sont là les sophismes de l'amour-propre pour appaiser les cris de la conscience. La plupart des hommes ne sont pas nés méchans, ne veulent pas faire le mal: mais parmi ceux même que la nature semble avoir formés justes et bons, il en est

peu qui aient assez de désintéressement, de courage et de grandeur d'ame, pour faire le bien au dépens de quelque sacrifice.

Cependant les Quakers ont donné récemment un exemple qui doit faire époque dans l'histoire de la religion et de l'humanité. Au milieu d'une de ces assemblées où tout fidèle qui se croit mû par l'impulsion de l'Esprit-Saint, a droit de parler, un de ces frères (celui-là sans doute étoit inspiré) s'est levé et a dit : » Jusques à quand aurons-nous » deux consciences, deux mesures, deux ba-» lances ; l'une en notre faveur, l'autre à la » ruine du prochain ; toutes deux également » fausses ? Est-ce à nous, mes frères, de » nous plaindre en ce moment que le parle-» ment d'Angleterre veut nous asservir, nous » imposer le joug du sujet, sans nous laisser » le droit du citoyen ; tandis que depuis un » siècle nous faisons tranquillement l'œuvre » de la tyrannie, en tenant dans les fers du » plus dur esclavage des hommes qui sont nos » égaux et nos frères ? Que nous ont fait ces » malheureux que la nature avoit séparés de » nous par des barrières si redoutables, et que » notre avarice est allée chercher au travers » des naufrages, jusques dans leurs sables

» brûlans, ou leurs sombres forêts, au milieu » des tigres? Quel étoit leur crime pour être » arrachés d'une terre qui les nourrissoit sans » travail, et transplantés par nous sur une » terre où ils meurent dans les labeurs de » la servitude? Quelle famille as-tu donc » créée, Père céleste, où les aînés, après » avoir ravi les biens de leurs frères, veulent » encore les forcer, la verge à la main, » d'engraisser du sang de leurs veines, de » la sueur de leur front, ce même héri- » tage dont on les a dépouillés? Race » déplorable, que nous abrutissons pour la » tyranniser; en qui nous étouffons toutes les » facultés de l'ame pour accabler ses bras et » son corps de fardeaux; en qui nous effa- » çons l'image de la divinité, et l'empreinte » de l'humanité! race mutilée et déshono- » rée dans les facultés de son esprit et de son » corps, dans toute son existence; et nous » sommes chrétiens, et nous sommes An- » glais! Peuple favorisé du ciel, et respecté » sur les mers; quoi, tu veux être libre et » tyran tout-à-la-fois? Non, mes frères: il » est tems de nous accorder avec nous-même. » Affranchissons ces misérables victimes de » notre orgueil; rendons aux nègres la liberté

» que l'homme ne doit jamais ôter à l'homme.
» Puissent, à notre exemple, toutes les so-
» ciétés chrétiennes, réparer une injustice
» cimentée par deux siècles de crimes et de
» brigandages ! Puissent enfin des hommes
» trop long-tems avilis, élever au ciel des
» bras libres de chaînes, et des yeux baignés
» des pleurs de la reconnoissance ! Hélas !
» ces malheureux n'ont connu jusqu'ici que
» les larmes du désespoir » !

Ce discours réveilla les remords ; et le petit nombre d'esclaves qui appartenoient aux Quakers, furent libres. Si la chaîne de ces malheureux ne fut pas rompue par les autres colons de l'Amérique Septentrionale, du moins la Pensilvanie, la Nouvelle Jersey et la Virginie demandèrent-elles avec instance que cet infâme trafic d'hommes fût prohibé. Toutes les colonies de ce vaste continent paroissoient disposées à suivre cet exemple : mais elles furent arrêtées par l'ordre que donna la métropole à ses délégués, de rejetter toutes les ouvertures qui tendroient à ce but humain. Ce parti cruel n'eût pas étonné de la part de ces nations, qui sont aussi barbares par les liens du vice, qu'elles l'ont été par ceux de l'ignorance. Quand un gouvernement sacerdotal

dotal et militaire a mis tout sous le joug, même les opinions ; quand l'homme imposteur a persuadé à l'homme armé qu'il tenoit du ciel le droit d'opprimer la terre, il n'est plus aucune ombre de liberté pour les peuples policés. Comment ne s'en vengeroient-ils pas sur les peuples de la Zone Torride ? Mais jamais je ne comprendrai par quelle fatalité la législation la plus heureusement combinée qui ait jamais existé, a pu préférer l'intérêt de quelques-uns de ses négocians, au cri de la nature, de la raison et de la vertu.

XXXIII. *A quel degré la population s'est-elle élevée dans l'Amérique Septentrionale ?*

L'Amérique Septentrionale compte environ quatre cents mille noirs. Le nombre des blancs s'y élève à deux millions cinq ou six cents mille, si les calculs du congrès ne sont pas exagérés. Les citoyens doublent tous les quinze ou seize ans dans quelque-unes de ces colonies, et tous les dix-huit ou vingt ans dans les autres. Une multiplication si rapide doit avoir deux sources. La première est cette foule d'Irlandais, de Juifs, de Français, de Vaudois, de Palatins, de Moraves, de Salzbourgeois, qui, fatigués des vexations poli-

tiques et religieuses qu'ils éprouvoient en Europe, ont été chercher la tranquillité dans ces climats lointains. La seconde source de cette étonnante multiplication, est dans les climats même des colonies, où l'expérience a démontré que la population doubloit naturellement tous les vingt-cinq ans. Les réflexions de M. Franklin rendront cette vérité sensible.

Le peuple, dit ce philosophe, s'accroît par-tout en raison du nombre des mariages, et ce nombre augmente à proportion des facilités qu'on trouve à soutenir une famille. Dans un pays où les moyens de subsistance abondent, plus de personnes se hâtent de se marier. Dans une société vieillie par ses progrès même, les gens riches, effrayés des dépenses qu'entraîne le luxe des femmes, forment, le plus tard qu'ils peuvent, un établissement difficile à cimenter, coûteux à maintenir; et les gens sans fortune passent leur vie dans un célibat qui trouble les mariages. Les maîtres ont peu d'enfans; les domestiques n'en ont point; et les artisans craignent d'en avoir. Ce désordre est si sensible, sur-tout dans les grandes villes, que les générations ne s'y reproduisent même pas assez pour entretenir

la population à son niveau, et qu'on y voit constamment plus de morts que de naissances. Heureusement cette décadence n'a pas encore gagné les campagnes, où l'habitude de fournir au vuide des cités, laisse un peu plus de place à la population. Mais comme toutes les terres sont occupées et mises à-peu-près dans la plus grande valeur, ceux qui ne peuvent pas acquérir des propriétés, sont aux gages de celui qui possède. La concurrence, qui naît de la multitude des ouvriers, tient leur travail à bas prix; et la modicité du gain leur ôte le desir, l'espérance, et les facultés de se reproduire par les mariages. Tel est l'état actuel de l'Europe.

Celui de l'Amérique offre un aspect tout opposé. Le terrein, vaste et inculte, s'y donne, ou pour rien, ou à si bon marché, que l'homme le moins laborieux trouve, en peu de tems, un espace, qui, pouvant suffire à l'entretien d'une nombreuse famille, y nourrira long-tems sa postérité. Ainsi les habitans du Nouveau-Monde se marient en plus grand nombre, et beaucoup plus jeunes que les habitans de l'Europe. S'il se fait parmi nous un mariage par centaine d'individus, il s'en fait deux en Amérique; et si l'on compte

quatre enfans par mariage dans nos climats, il faut en compter huit au moins dans le nouvel hémisphère. Qu'on multiplie ces générations par celles qui en doivent naître, et l'on trouvera qu'avant deux siècles, l'Amérique Septentrionale doit avoir une population immense, à moins que des obstacles qu'il n'est pas aisé de prévoir, n'en rallentissent les progrès naturels.

XXXIV. *Quelles sont, dans l'Amérique Septentrionale, les mœurs actuelles.*

Elles sont peuplées aujourd'hui d'hommes sains et robustes, dont la taille est avantageuse. Ces créoles sont plutôt formés que les Européens : mais ils vivent aussi moins longtems. Le bas prix des viandes, du poisson, des grains, du gibier, des fruits, de la bière, du cidre, des végétaux, entretient tous les habitans dans une grande abondance des choses relatives à la nourriture. On est obligé de s'observer davantage sur le vêtement, qui est toujours fort cher, soit qu'il arrive de l'ancien-monde, soit qu'il soit fabriqué dans le pays même. Les mœurs sont ce qu'elles doivent être chez un peuple nouveau, chez un peuple cultivateur, chez un peuple qui n'est ni poli, ni corrompu par le séjour

des grandes cités : il règne généralement de l'économie, de la propreté, du bon ordre dans les familles. La galanterie et le jeu, ces passions de l'opulence oisive, altèrent rarement cette heureuse tranquillité. Les femmes sont encore ce qu'elles doivent être, douces, modestes, compatissantes et secourables; elles ont ces vertus qui perpétuent l'empire de leurs charmes. Les hommes sont occupés de leurs premiers devoirs, du soin et du progrès de leurs plantations, qui feront le soutien de leur postérité. Un sentiment de bienveillance, unit toutes les familles. Rien ne contribue à cette union, comme une certaine égalité d'aisance; comme la sécurité qui naît de la propriété; comme l'espérance et la facilité communes d'augmenter ses possessions; comme l'indépendance réciproque où tous les hommes sont pour leurs besoins, jointe au besoin mutuel de société pour leurs plaisirs. A la place du luxe, qui traîne la misère à sa suite; au lieu de ce contraste affligeant et hideux, un bien-être universel, réparti sagement par la première distribution des terres, par le cours de l'industrie, a mis dans tous les cœurs le desir de se plaire mutuellement : desir plus satisfaisant, sans doute,

que la secrète envie de nuire, qui est inséparable d'une extrême inégalité dans les fortunes et les conditions. On ne se voit jamais sans plaisir, quand on n'est, ni dans un état d'éloignement réciproque qui conduit à l'indifférence, ni dans un état de rivalité, qui est près de la haîne. On se rapproche, on se rassemble; on mène enfin dans les colonies cette vie champêtre, qui fut la première destination de l'homme, la plus convenable à la santé, à la fécondité. On y jouit peut-être de tout le bonheur compatible avec la fragilité de la condition humaine. On n'y voit pas ces graces, ces talens, ces jouissances recherchées dont l'apprêt et les frais usent et fatiguent tous les ressorts de l'ame, amènent les vapeurs de la mélancolie, après les soupirs de la volupté : mais les plaisirs domestiques, l'attachement réciproque des parens et des enfans, l'amour conjugal, cet amour si pur, si délicieux, pour qui sait le goûter et mépriser les autres amours. C'est-là le spectacle enchanteur qu'offre par-tout l'Amérique Septentrionale : c'est dans les bois de la Floride et de la Virginie; c'est dans les forêts même du Canada, qu'on peut aimer toute sa vie ce qu'on aima pour la

première fois ; l'innocence et la vertu, qui ne laissent jamais périr la beauté toute entière.

Si quelque chose manque à l'Amérique Anglaise, c'est qu'elle ne forme pas précisément une nation. On y voit tantôt réunies et tantôt éparses, des familles des diverses contrées de l'Europe. Ces colons, en quelque endroit que le hasard ou leur choix les ait fixés, conservent avec une prédilection indestructible, la langue, les préjugés et les habitudes de leur patrie. Des écoles et des églises séparées, les empêchent de se confondre avec le peuple hospitalier qui leur ouvrit un refuge. Toujours étrangers à cette nation par le culte, par les mœurs, et peut-être par les sentimens, ils couvent des germes de dissention, qui peuvent un jour causer la ruine et le bouleversement des colonies. Le seul préservatif qui doive prévenir ce désastre, dépend tout entier du régime des gouvernemens.

XXXV. *Nature des gouvernemens établis dans l'Amérique Septentrionale.*

Par gouvernement il ne faut par entendre ces constitutions bizarres de l'Europe, qui sont un mêlange insensé de loix sacrées et pro-

fanes. L'Amérique Anglaise fut assez sage ou assez heureuse, pour ne pas admettre une puissance ecclésiastique. Habitée dès l'origine par des Presbytériens, elle rejetta toujours avec horreur tout ce qui en pouvoit retracer l'image. Toutes les affaires qui, dans d'autres régions, ressortissent d'un tribunal sacerdotal, furent portées devant le magistrat ou dans les assemblées nationales. Les efforts que firent les Anglicans pour établir leur hiérarchie, échouèrent toujours, malgré l'appui que leur donnoit la faveur de la métropole. Cependant, ils participèrent à l'administration, ainsi que les autres sectes. Les seuls catholiques en furent exclus, parce qu'ils se refusoient aux sermens que paroissoit exiger la tranquillité publique. A cet égard, le gouvernement de l'Amérique mérita les plus grands éloges : mais sous d'autres points de vue, il n'étoit pas si bien combiné.

La politique ressemble, pour le but et l'objet, à l'éducation de la jeunesse. L'une et l'autre tendent à former des hommes. Elles doivent, à bien des égards, se ressembler par les moyens. Les peuples sauvages, quand ils se sont réunis en société, veulent, ainsi que les enfans, être menés par la douceur,

et réprimés par la force. Faute de l'expérience qui seule forme la raison, incapables de se gouverner eux-mêmes dans la vicissitude des événemens et des rapports qu'amène l'état d'une société naissante; le gouvernement doit être éclairé pour eux, et les conduire par l'autorité jusqu'à l'âge des lumières. Aussi les peuples barbares se trouvent-ils naturellement sous les lisières et la verge du despotisme, jusqu'à ce que les progrès de la société leur aient appris à se conduire par leurs intérêts.

Les peuples policés, semblables aux adolescens plus ou moins avancés, non en raison de leurs facultés, mais du régime de leur première institution, dès qu'ils sentent leur force et leur droits, veulent être ménagés et même respectés par ceux qui les gouvernent. Un fils bien élevé, ne doit rien entreprendre sans consulter son père : un prince au contraire, ne doit rien établir sans consulter son peuple. Il y a plus : le fils, dans les résolutions où il prend conseil de son père, souvent ne hasarde que son propre bonheur; un prince compromet toujours l'intérêt du peuple, dans tout ce qu'il statue. L'opinion publique, chez une nation qui pense et qui

parle, est la règle du gouvernement : jamais il ne la doit heurter sans des raisons publiques, ni la contrarier, sans l'avoir désabusée. C'est d'après cette opinion, que le gouvernement doit modifier toutes ses formes. L'opinion, comme on le sait, varie avec les mœurs, les habitudes et les lumières. Ainsi tel prince pourra faire, sans trouver la moindre résistance, un acte d'autorité que son successeur ne renouvelleroit pas sans exciter l'indignation. D'où vient cette différence ? Le premier n'aura pas choqué l'opinion qui n'étoit pas encore née ; le second l'aura blessée ouvertement un siècle plus tard. L'un aura fait, pour ainsi dire, à l'insu du peuple, une démarche dont il aura corrigé ou réparé la violence, par les succès heureux de son gouvernement ; l'autre aura peut-être comblé les malheurs publics par des volontés injustes, qui devoient perpétuer les premiers abus de son autorité. La réclamation publique est constamment le cri de l'opinion ; et l'opinion générale est la règle du gouvernement : c'est parce qu'elle est la reine du monde, que les rois sont les maîtres des hommes. Les gouvernemens doivent donc s'améliorer et se perfectionner, comme les opinions. Mais

quelle est la régle des opinions, chez les peuples éclairés ? L'intérêt permanent de la société, le salut et l'utilité de la nation. Cet intérêt se modifie au gré des évenemens et des situations ; l'opinion publique et la forme du gouvernement, suivent ces différentes modifications. De-là toutes les formes de gouvernement que les Anglais, libres et penseurs, ont établies dans l'Amérique Septentrionale.

Le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, d'une province de la Nouvelle-Angleterre, de la Nouvelle-York, de la Nouvelle-Jersey, de la Virginie, des deux Carolines et de la Géorgie, est nommé royal ; parce que le roi d'Angleterre y excerce la suprême influence. Les députés du peuple y forment la chambre basse, comme dans la métropole. Un conseil choisi, approuvé par la cour, établi pour soutenir les prérogatives de la couronne, y représente la chambre des pairs, et soutient cette représentation par la fortune et l'état des personnes les plus distinguées du pays, qui sont ses membres. Un gouverneur y convoque, y proroge, y termine les assemblées; donne ou refuse le consentement à leurs délibérations, qui reçoivent de son approba-

tion force de loi, jusqu'à ce que le monarque auquel on les envoie, les ait rejettées.

La seconde espèce de gouvernement qui règne dans les colonies, est connue sous le nom de gouvernement propriétaire. Lorsque la nation Angloise s'établit dans ces régions éloignées ; un courtisan avide, actif, accrédité, obtenoit sans peine, dans des déserts aussi grands que des royaumes, une propriété, une autorité sans bornes. Un arc et des pelleteries, seul hommage qu'exigeât la couronne, valoient à un homme puissant le droit de régner ou de gouverner à son gré, dans un pays inconnu. Telle fut la première origine du gouvernement de la plupart des colonies. Le Maryland et la Pensilvanie, sont restés seuls asservis à cette forme singulière, ou plutôt à cet informe principe de gouvernement. Encore le Maryland ne diffère-t-il des autres provinces voisines, qu'en ce qu'il reçoit son gouverneur de la maison de Baltimore, dont le choix doit être approuvé par la cour. Dans la Pensilvanie même, le gouverneur nommé par la maison propriétaire, et confirmé par la couronne, n'est point appuyé d'un conseil qui lui donne de l'ascendant, et il doit s'accorder avec les

communes, qui prennent naturellement toute l'autorité.

Un troisième régime, que les Anglais appellent *charter government*, paroît mettre plus d'harmonie dans la constitution. Après avoir été celui de toutes les provinces de la Nouvelle-Angleterre, il ne subsiste plus que dans Connecticut, et dans Rhode-Islan. On peut le regarder comme une pure démocratie. Les citoyens élisent, déposent eux-mêmes tous leurs officiers, et font toutes les loix qu'ils jugent à propos, sans qu'elles aient besoin de l'approbation du monarque, sans qu'il ait le droit de les annuller.

Enfin la conquête du Canada, jointe à l'acquisition de la Floride, a fait naître une législation qui étoit inconnue dans toute la domination de la Grande-Bretagne. On a mis ou laissé ces provinces sous le joug d'une autorité militaire, et dès-lors absolue. Sans avoir le droit de s'assembler en corps de nation, elles reçoivent immédiatement toute leur impulsion de la cour de Londres.

Cette diversité de gouvernemens n'est pas l'ouvrage de la métropole. On n'y voit pas

merce des denrées les plus utiles à sa prospérité.

Mais c'est, sur-tout, dans la distribution de la propriété, qu'éclatera la sagesse de la législation. En général, et dans tous les pays du monde, quand on fonde une colonie, il faut donner des terres à tous les hommes, c'est-à-dire, à chacun une étendue suffisante pour l'entretien d'une famille; en distribuer davantage à ceux qui auront la faculté de faire les avances nécessaires pour les mettre en valeur; en réserver de vacantes pour les générations ou les recrues, dont la colonie peut, avec le tems, s'augmenter.

Le premier objet d'une peuplade naissante, est la subsistance et la population; le second est la prospérité qui doit naître de ces deux sources.. Eviter les sujets de guerre, soit offensive ou défensive; tourner d'abord son industrie vers les objets les plus productifs; ne former autour de soi que les relations indispensables et proportionnées avec la consistance que donnent à la colonie, et le nombre de ses habitans, et la nature de ses ressources; introduire sur-tout un esprit particulier et local chez une nation qui s'établit, esprit d'union au-dedans, et de paix

au-dehors ; ramener toutes les institutions à un but éloigné, mais durable ; et subordonner toutes les loix du moment à la loi constante, qui seule doit opérer la multiplication et la stabilité : ce n'est encore que l'ébauche d'une législation.

Elle formera la morale sur le physique du climat ; elle ouvrira d'abord une large porte à la population, par la facilité des mariages qui dépendent de la facilité des subsistances. La sainteté des mœurs doit s'établir par l'opinion. Dans une isle sauvage, qu'on peupleroit d'enfans, on n'auroit qu'à laisser éclorre les germes de la vérité dans les développemens de la raison. Avec des précautions contre les vaines terreurs, qui naissent de l'ignorance, on écarteroit les erreurs de la superstition jusqu'à l'âge où la fougue des passions naturelles, heureusement combinée avec les forces de la raison, chasse tous les fantômes. Mais quand on établit un peuple, déja vieux, dans un pays nouveau, l'habileté de la législation consiste à ne lui laisser que les opinions et les habitudes nuisibles, dont on ne peut le guérir et le corriger. Veut-on empêcher qu'elles ne se transmettent ? Que l'on veille à la seconde

génération, par une éducation commune et publique des enfans. Un prince, un législateur, ne devroit jamais fonder une colonie, sans y envoyer d'avance des hommes sages pour l'institution de la jeunesse; c'est-à-dire, des gardiens plutôt que des précepteurs : car il s'agit moins d'enseigner le bien, que de garantir du mal. La bonne éducation vient trop tard, chez des peuples corrompus. Les germes de morale et de vertu, que l'on sème dans l'enfance des générations déja viciées, sont étouffés dans l'adolescence et la jeunesse par le débordement et la contagion des vices, qui sont passés en mœurs dans la société. Les jeunes gens les mieux élevés, ne peuvent entrer dans le monde sans y contracter les engagemens et les liens d'où dépend le reste de leur vie. S'ils y prennent une femme, une profession, une carrière; ils y trouvent par-tout les semences du mal et de la corruption, enracinées dans toutes les conditions; une conduite entièrement opposée à leurs principes, des exemples et des discours qui déconcertent et combattent leurs résolutions.

Mais dans une colonie naissante, l'influence de la premiere génération peut être corrigée

par les mœurs de la seconde. Tous les esprits sont préparés à la vertu par le travail. Les besoins de la vie écartent tous les vices qui naissent du loisir. Les écumes de cette population ont un écoulement vers la métropole, où le luxe attire, appelle sans cesse les colons riches et voluptueux. Toute les facilités sont ouvertes aux précautions du législateur qui veut épurer le sang et les mœurs d'une peuplade. Qu'il ait du génie et de la vertu, les terres et les hommes qu'il aura dans ses mains, inspireront à son ame un plan de société qu'un écrivain ne peut jamais tracer que d'une manière vague et sujette à l'instabilité des hypothèses, qui varient et se compliquent avec une infinité de circonstances trop difficiles à prévoir et à combiner.

Mais le premier fondement d'une société cultivatrice ou commerçante, est la propriété. C'est-là le germe du bien et du mal, soit physique ou moral, qui suit l'état social. Toutes les nations semblent divisées en deux partis irréconciliables. Les riches et les pauvres, les propriétaires et les mercenaires, c'est-à-dire, les maîtres et les esclaves, forment deux classes de citoyens malheureusement opposées. En vain quelques écrivains modernes ont

voulu, par des sophismes, établir un traité de paix entre ces deux conditions. Par-tout les riches voudront obtenir beaucoup du pauvre à peu de frais : par-tout le pauvre voudra mettre son travail à haut paix, et le riche fera toujours la loi dans ce marché trop inégal. De-là vient le système des contre-forces, établi chez tant de nations. Le peuple n'a point voulu attaquer la propriété, qu'il regardoit comme sacrée ; mais il a prétendu lui donner des entraves, et réprimer sa pente naturelle à tout engloutir. Ces contre-forces ont été presque toujours mal assises ; parce qu'elles n'étoient qu'un foible remède du mal originel de la société. C'est donc à la répartition des terres, qu'un législateur donnera la plus grande attention. Plus cette distribution sera sagement économisée, plus les loix civiles qui tendent la plupart à conserver la propriété, seront simples, uniformes et précises.

Les colonies Anglaises se ressentent à cet égard du vice radical, inhérent à l'ancienne constitution de leur métropole. Comme son gouvernement actuel n'est qu'une réforme de ce gouvernement féodal qui avoit opprimé toute l'Europe, il en a conservé beaucoup d'usages, qui n'étant dans l'origine que des

abus de l'esclavage, sont plus sensibles encore par leur contraste avec la liberté que le peuple a recouvrée. On a donc été forcé de joindre les loix qui laissoient beaucoup de droits à la noblesse, avec les loix qui modifient, diminuent, abrogent, ou mitigent ces droits féodaux. De-là tant de loix d'exception, pour une loi de principe; tant de loix interprétatives, pour une loi fondamentale; tant de loix nouvelles, qui combattent avec les loix anciennes. Aussi convient-on qu'il n'y a peut-être pas dans le monde entier, un code aussi diffus, aussi embrouillé que celui des loix civiles de la Grande-Bretagne. Les hommes les plus sages de cette nation éclairée, ont souvent élevé la voix contre ce désordre. Ou leurs cris n'ont pas été écoutés, ou les changemens qui sont nés de cette réclamation, n'ont fait qu'augmenter la confusion.

Par leur dépendance et leur ignorance, les colonies ont aveuglement adopté cette masse informe et mal digérée, dont le poids accabloit leur ancienne patrie; elles ont grossi ce fatras obscur, par toutes les nouvelles loix que le changement de lieux, de tems et de mœurs y devoit ajouter. De ce mêlange, a résulté le chaos le plus difficile à débrouiller;

un amas de contradictions pénibles à concilier. Aussi-tôt est née une multitude de jurisconsultes, qui sont allés dévorer les terres et les hommes de ces nouveaux climats. La fortune et l'influence qu'ils ont acquises en très-peu de tems, ont mis sous le joug de leur rapacité, la classe précieuse des citoyens occupés de l'agriculture, du commerce, des arts et des travaux qui sont les plus indispensables dans toute société : mais presque uniquement essentiels à une société naissante. Après le fléau de la chicane, qui s'est attaché aux branches pour s'emparer des fruits, est venu le fléau de la finance, qui ronge l'arbre au cœur et à la racine.

XXXVI. *Monnoies qui ont eu cours dans les colonies Anglaises de l'Amérique Septentrionale.*

A la naissance des colonies, les espèces y avoient la même valeur que dans la métropole. Leur rareté les fit bientôt hausser d'un tiers. Cet inconvénient ne fut pas réparé par l'abondance des espèces qui venoient des colonies Espagnoles, parce qu'on étoit obligé de les faire passer en Angleterre, pour y payer les marchandises dont on avoit be-

soin. C'étoit un gouffre qui tarissoit la circulation dans les colonies. Il falloit pourtant un moyen d'échange. A l'exception de la Virginie toutes les provinces le cherchèrent dans la création d'un papier-monnoie.

L'usage qu'en firent les divers gouvernemens, fut d'abord assez modéré. Mais les brouilleries avec les sauvages se multiplièrent : mais on eut des guerres contre le Canada : mais des esprits ardens formèrent des projets compliqués et vastes : mais le trésor public fut confié à des mains rapaces ou peu exercées. Alors cette ressource fut poussée plus loin qu'il ne convenoit. Inutilement, il fut créé, dans les premiers tems, des impôts pour payer l'intérêt des obligations, pour retirer, à des époques convenues, les obligations elles-mêmes. De nouveaux besoins occasionnèrent de nouvelles dettes. Les engagemens furent poussés presque généralement au-delà de tous les excès. Dans la Pensilvanie seule, les billets d'état conservèrent, sans interruption leur valeur entière. Leur réputation fut altérée dans deux ou trois autres colonies, sans y être tout-à-fait détruite. Mais dans les deux Carolines et dans les quatre provinces qui forment ce

qu'on appelle plus particulièrement la Nouvelle Angleterre, ils se trouvèrent tellement avilis par leur abondance, qu'ils n'y avoient plus de cours à aucun prix. Massachuset, qui avoit pris l'Ile-Royale sur la France, reçut de la métropole en dédommagement 4,050,000 liv. Avec ce numéraire, il retira de son papier une somme de douze fois plus forte ; et ceux qui reçurent l'agent crurent avoir fait un très-bon marché. Le parlement, qui voyoit le désordre, fit quelques efforts pour y remédier. Jamais ces mesures ne réussirent que très-imparfaitement. Une combinaison plus efficace que toutes celles qu'une politique bonne ou mauvaise enfanta, auroit été, sans doute, de briser les fers qui enchaînoient l'industrie intérieure, le commerce extérieur de tant de grands établissemens.

XXXVII. *Règles auxquelles on avoit assujetti l'industrie intérieure et le commerce extérieur de l'Amérique Septentrionale.*

Les premiers colons qui peuplèrent l'Amérique Septentrionale, se livrèrent d'abord uniquement à la culture. Ils ne tardèrent pas à s'appercevoir que leurs exportations ne

les mettoient pas en état d'acheter ce qui leur manquoit, et ils se virent comme forcés à élever quelques manufactures grossières. Les intérêts de la métropole parurent choqués par cette innovation. Elle fut déférée au parlement, où on la discuta avec toute l'attention qu'elle méritoit. Il y eut des hommes assez courageux, pour défendre la cause des colons. Ils dirent que le travail des champs n'occupant pas les habitans toute l'année, ce seroit une tyrannie que de les obliger à perdre, dans l'inaction, le tems que la terre ne leur demandoit pas; que les produits de l'agriculture et de la chasse ne fournissant pas à toute l'étendue de leurs besoins, c'étoit les réduire à le misère, que de les empêcher d'y pourvoir par un nouveau genre d'industrie; enfin, que la prohibition des manufactures ne tendoit qu'à faire renchérir toutes les denrées dans un état naissant, qu'à en diminuer ou à en arrêter peut-être la vente, qu'à en écarter tous ceux qui pouvoient songer à s'y aller fixer.

L'évidence de ces principes étoit sans réplique. On s'y rendit enfin après les plus grands débats. Il fut permis aux Américains de manufacturer eux-mêmes leur habillement,

ment, mais avec des restrictions qui laissoient percer les regrets de l'avidité, à travers les dehors de la justice. Toute communication à cet égard fut sévérement interdite entre les provinces. On leur défendit, sous les peines les plus graves, de verser de l'une dans l'autre aucune espèce de laine, soit en nature, soit fabriquée. Cependant quelques manufactures de chapeaux osèrent franchir ces barrières. Pour arrêter ce qu'on appelloit un désordre affreux, le parlement eut recours à l'expédient, si petit et si cruel, des réglemens. Un ouvrier ne put travailler qu'après sept ans d'apprentissage; un maître ne put avoir plus de deux apprentifs à la fois, ni employer aucun esclave dans son attelier.

Les mines de fer, qui semblent mettre sous la main des hommes le sceau de leur indépendance, furent soumises à des restrictions plus sévères encore. Il ne fut permis que de le porter en barres ou en gueuses dans la métropole. Sans creusets pour le fondre, sans machines pour le tourner, sans marteaux et sans enclumes pour le façonner, on eut encore moins la liberté de le convertir en acier.

Les importations reçurent bien d'autres en-

traves. Tout bâtiment étranger, à moins qu'il ne fût dans un péril évident de naufrage, ou chargé d'or et d'argent, ne devoit pas entrer dans les ports de l'Amérique Septentrionale. Les vaisseaux Anglais, eux-mêmes, n'y étoient pas reçus, s'ils ne venoient directement d'un havre de la nation. Les navires des colonies qui alloient en Europe, ne pouvoient rapporter chez elles que des marchandises tirées de la métropole. On n'exceptoit de cette proscription que les vins de Madère, des Açores ou des Canaries, et les sels nécessaires pour les pêcheries.

Les exportations devoient originairement aboutir toutes en Angleterre. Des considérations puissantes engagèrent le gouvernement à se relâcher de cette extrême sévérité. Il fut permis aux colons de porter directement au sud du cap Finistère, des grains, des farines, du riz, des légumes, des fruits, du poisson salé, des planches, et du bois de charpente. Toutes leurs autres productions étoient réservées pour la métropole. L'Irlande même, qui offroit un débouché avantageux aux bleds, aux lins, aux douves des colonies, leur fut fermée par un acte parlementaire.

Le sénat, qui représente la nation, vouloit

avoir le droit d'en diriger le commerce dans toute l'étendue de la domination Britannique. C'est par cette autorité qu'il prétendoit régler les liaisons de la métropole avec les colonies, entretenir une communication, une réaction utile et réciproque, entre les parties éparses d'un empire immense. Une puissance en effet devoit statuer en dernier ressort sur les relations qui pouvoient nuire ou servir au bien général de la société toute entière. Le parlement étoit le seul corps qui pût s'arroger ce pouvoir important. Mais il devoit l'exercer, à l'avantage de tous les membres de la confédération sociale. Cette maxime est inviolable; surtout dans un état où tous les pouvoirs sont institués et dirigés pour la liberté nationale.

On s'écarta de ce principe d'impartialité, qui seul peut conserver l'égalité d'indépendance entre les membres d'un gouvernement libre; lorsqu'on obligea les colonies à verser dans la métropole toutes les productions, même celles qui n'y devoient pas être consommées; lorsqu'on les força à tirer de la métropole toutes les marchandises, même celles qui lui venoient des nations étrangères. Cette impérieuse et stérile contrainte, chargeant les ventes et les achats des Américains de frais

inutiles et perdus, arrêta nécessairement leur activité, et diminua par conséquent leur aisance, et c'est pour enrichir quelques marchands ou quelques commissionnaires de la métropole, qu'on sacrifia les droits et les intérêts des colonies! Elles ne devoient à l'Angleterre, pour la protection qu'elles en retiroient, qu'une préférence de vente et d'importation pour toutes leurs denrées qu'elle pouvoit consommer; qu'une préférence d'achat et d'exportation pour toutes les machandises qui sortoient de ses fabriques. Jusques-là, toute soumission étoit reconnoissance; au-delà, toute obligation étoit violence.

Aussi la tyrannie enfanta-t-elle la contrebande. La transgression est le premier effet des loix injustes En vain on répéta cent fois aux colonies, que le commerce interlope étoit contraire au principe fondamental de leur établissement, à toute raison politique, aux vues expresses de la loi. En vain on établit dans les écrits publics, que le citoyen qui payoit le droit, étoit opprimé par le citoyen qui ne le payoit pas; et que le marchand frauduleux voloit le marchand honnête, en le frustrant de son gain légitime. En vain on multiplia les précautions pour prévenir ces

fraudes, et les châtimens pour les punir. La voix de l'intérêt, de la raison et de l'équité, prévalut sur les cent bouches et les cent mains de l'hydre fiscal. Les marchandises de l'étranger, clandestinement introduites dans le nord de l'Amérique Anglaise, montèrent au tiers ou plus de celles qui payoient les droits.

Une liberté indéfinie, ou seulement restreinte à de justes bornes, auroit arrêté les liaisons prohibées, dont on se plaignoit si fortement. Alors les colonies seroient arrivées à un état d'aisance, qui leur eût permis de se libérer d'une dette de cent vingt à cent trente millions de livres qu'elles avoient contractée envers la métropole. Alors, elles en auroient tiré, chaque année, pour plus de quarante-cinq millions de marchandises, somme à laquelle leurs demandes s'étoient élevées, aux époques les plus prospères. Mais, au lieu de voir adoucir leur sort comme ils ne cessoient de le demander, ces grands établissemens se virent menacés d'une imposition.

XXXVIII. *État de détresse où se trouve l'Angleterre en 1763.*

L'Angleterre sortoit d'une longue et sanglante guerre, où ses flottes avoient arboré le pavillon de la victoire sur toutes les mers, où une domination déjà trop vaste s'étoit accrue d'un territoire immense dans les deux Indes. Cet éclat pouvoit en imposer au-dehors : mais au-dedans la nation étoit réduite à gémir de ses acquisitions et de ses triomphes. Écrasée sous le fardeau d'une dette de 3,330,000,000 livres qui lui coûtoit un intérêt de 111,577,490 livres, elle pouvoit à peine suffire aux dépenses les plus nécessaires avec 130,000,000 livres qui lui restoient de son revenu ; et ce revenu, loin de pouvoir s'accroître, n'avoit pas une consistance assurée.

Les terres restoient chargées d'un impôt plus fort qu'il ne l'avoit jamais été dans un tems de paix. On avoit mis de nouvelles taxes sur les maisons et sur les fenêtres. Le contrôle des actes pesoit sur tous les biens-fonds. Le vin, l'argenterie, les cartes, les dés à jouer : tout ce qui étoit regardé comme un objet de luxe ou d'amusement, payoit plus qu'on ne l'auroit cru possible. Pour se dé-

dommager du sacrifice qu'il avoit fait à la conservation des citoyens, en prohibant les liqueurs spiritueuses, le fisc s'étoit jetté sur la dreche, sur le cidre, sur la bière, sur toutes les boissons à l'usage du peuple. Les ports n'expédioient rien pour les pays étrangers, n'en recevoient rien qui ne fût accablé de droits à l'entrée et à la sortie. Les matières premières et la main-d'œuvre étoient montées à si haut prix dans la Grande-Bretagne, que ses négocians se voyoient supplantés dans des contrées où ils n'avoient pas même éprouvé jusqu'alors de concurrence. Les bénéfices de son commerce avec toutes les parties du globe, ne s'élevoient pas annuellement au dessus de cinquante-six millions; et de cette balance il en falloit tirer trente-cinq pour les arrérages des sommes placées par les étrangers dans ses fonds publics.

Les ressorts de l'état étoient forcés. Les muscles du corps politique éprouvant à la fois une tension violente, étoient en quelque manière sortis de leur place. C'étoit un moment de crise. Il falloit laisser respirer les peuples. On ne pouvoit pas les soulager par la diminution des dépenses. Celles que fai-

soit le gouvernement étoient nécessaires, soit pour mettre en valeur les conquêtes achetées au prix de tant de sang, au prix de tant d'argent; soit pour contenir la maison de Bourbon, aigrie par les humiliations de la dernière guerre, par les sacrifices de la dernière paix. Au défaut d'autres moyens pour fixer, et la sécurité du présent, et la prospérité de l'avenir, on imagina d'appeller les colonies au secours de la métropole. Cette vue étoit sage et juste.

XXXIX. *L'Angleterre appelle ses colonies à son secours.*

Les membres d'une confédération doivent toutes contribuer à sa défense et à sa splendeur, selon l'étendue de leurs facultés, puisque ce n'est que par la force publique que chaque classe peut conserver l'entière et paisible jouissance de ce qu'elle possède. L'indigent y a sans doute moins d'intérêt que le riche: mais il y a d'abord l'intérêt de son repos, et ensuite celui de la conservation de la richesse nationale qu il est appellé à partager par son industrie. Point de principe social plus évident; et cependant point de faute politique plus commune que son infraction. D'où peut

naître cette contradiction perpétuelle entre les lumières et la conduite des gouvernemens?

Du vice de la puissance législative qui exagère l'entretien de la force publique, et usurpe pour ses fantaisies une partie des fonds destinés à cet entretien. L'or du commerçant, du laboureur, la subsistance du pauvre, arrachés dans les campagnes et dans les villes, au nom de l'état, prostitués dans les cours à l'intérêt et au vice, vont grossir le faste d'une troupe d'hommes qui flattent, haïssent et corrompent leur maître, vont dans des mains plus viles encore payer le scandale et la honte de ses plaisirs. On les prodigue pour un appareil de grandeur, vaine décoration de ceux qui ne peuvent avoir de grandeur réelle, pour des fêtes, ressource de l'oisiveté impuissante au milieu des soins et des travaux que demanderoit un empire à gouverner. Une portion, il est vrai, se donne aux besoins publics: mais l'incapacité distraite les applique sans jugement comme sans économie. L'autorité trompée, et qui ne daigne pas même faire un effort pour cesser de l'être, souffre dans l'impôt une distribution injuste, une perception qui n'est elle-même qu'une oppression de plus. Alors tout sentiment patriotique s'éteint. Il s'établit

une guerre entre le prince et les sujets. Ceux qui lèvent les revenus de l'etat, ne paroissent plus que les ennemis du citoyen. Il défend sa fortune de l'impôt, comme il la défendroit d'une invasion. Tout ce que la ruse peut dérober à la force paroît un gain légitime, et les sujets corrompus par le gouvernement usent de représailles envers un maître qui les pille. Ils ne s'apperçoivent pas que dans ce combat inégal, ils sont eux-mêmes dupes et victimes. Le fisc insatiable et ardent, moins satisfait de ce qu'on lui donne, qu'irrité de ce qu'on lui refuse, poursuit avec cent mains ce qu'une seule ose lui dérober. Il joint l'activité de la puissance à celle de l'intérêt. Les vexations se multiplient. Elles se nomment châtiment et justice ; et le monstre qui appauvrit tous ceux qu'il tourmente, rend grace au ciel du nombre des coupables qu'il punit, et des délits qui l'enrichissent. Heureux le souverain qui, pour prévenir tant d'abus, ne dédaigneroit pas de rendre à son peuple un compte fidèle de l'emploi des sommes qu'il en exigeroit. Mais ce souverain n'a point encore paru ; et sans doute il ne se montrera pas. Cependant la dette du protégé envers l'état qui le protège, n'en est pas moins

nécessaire et sacrée ; et aucun peuple ne l'a méconnue. Les colonies Angloises de l'Amérique Septentrionale n'en avoient pas donné l'exemple ; et jamais le ministère Britannique n'avoit eu recours à elles, sans en obtenir les secours qu'il sollicitoit.

Mais c'étoient des dons et non des taxes ; puisque la concession étoit précédée de délibérations libres et publiques dans les assemblées de chaque établissement. La mère-patrie s'étoit trouvée engagée dans des guerres dispendieuses et cruelles. Des parlemens tumultueux et entreprenans avoient troublé sa tranquillité. Elle avoit eu des administrateurs audacieux et corrompus, malheureusement disposés à élever l'autorité du trône sur la ruine de tous les pouvoirs et de tous les droits du peuple. Les révolutions s'étoient succédées, sans qu'on eût songé à attaquer un usage affermi par deux siècles d'une heureuse expérience.

Les provinces du Nouveau-Monde étoient accoutumées à regarder comme un droit cette manière de fournir leur contingent en hommes et en argent. Cette prétention eût-elle été douteuse ou erronée, la prudence n'auroit pas permis de l'attaquer trop ouvertement. L'art

de maintenir l'autorité, est un art délicat qui demande plus de circonspection qu'on ne pense. Ceux qui gouvernent sont trop accoutumés peut-être à mépriser les hommes. Ils les regardent trop comme des esclaves courbés par la nature, tandis qu'ils ne le sont que par l'habitude. Si vous les chargez d'un nouveau poids, prenez garde qu'ils ne se redressent avec fureur. N'oubliez pas que le levier de la puissance n'a d'autre appui que l'opinion; que la force de ceux qui gouvernent n'est réellement que la force de ceux qui se laissent gouverner. N'avertissez pas les peuples distraits par les travaux, ou endormis dans les chaînes, de lever les yeux jusqu'à des vérités trop redoutables pour vous; et quand ils obéissent, ne les faites pas souvenir qu'ils ont le droit de commander. Dès que le moment de ce réveil terrible sera venu; dès qu'il auront pensé qu'ils ne sont pas faits pour leurs chefs, mais que leurs chefs sont faits pour eux; dès qu'une fois ils auront pu se rapprocher, s'entendre et prononcer d'une voix unanime: *Nous ne voulons pas de cette loi, cet usage nous déplaît*; point de milieu, il vous faudra par une alternative inévitable, ou céder ou punir, être foibles ou tyrans; et

votre

votre autorité désormais détestée ou avilie, quelque parti qu'elle prenne, n'aura plus à choisir de la part des peuples que l'insolence ouverte ou la haine cachée.

Le premier devoir d'une administration sage est donc de ménager les opinions dominantes dans un pays : car les opinions sont la propriété la plus chère des peuples, propriété plus chère que leur fortune même. Elle peut travailler sans doute à les rectifier par les lumières, à les changer par la persuasion, si elles diminuent les forces de l'état. Mais il n'est pas permis de les contrarier sans nécessité ; et il n'y en eut jamais pour rejetter le système adopté par l'Amérique Septentrionale.

En effet, soit que les diverses contrées de ce Nouveau-Monde fussent autorisées, comme elles le souhaitoient, à envoyer des représentans au parlement, pour y délibérer avec leurs concitoyens sur les besoins de tout l'empire Britannique ; soit qu'elles continuassent à examiner dans leur propre sein ce qu'il leur convenoit d'accorder de contribution, il n'en pouvoit résulter aucun embarras pour le fisc. Dans le premier cas, les réclamations de leurs députés auroient été étouffées par la multi-

tude ; et ces provinces se seroient vues légalement chargées de la portion du fardeau qu'on auroit voulu leur faire porter. Dans le second, le ministère disposant des dignités, des emplois, des pensions, même des élections, n'auroit pas éprouvé plus de résistance à ses volontés dans cet autre hémisphère que dans le nôtre.

Cependant les maximes consacrées en Amérique avoient une autre base que des préjugés. Les peuples s'appuyoient de la nature de leurs chartes ; ils s'appuyoient plus solidement encore sur le droit qu'a tout citoyen Anglais de ne pouvoir être taxé que de son aveu ou de celui de ses représentans. Ce droit, qui devroit être celui de tous les peuples, puisqu'il est fondé sur le code éternel de la raison, remontoit par son origine jusqu'au règne d'Edouard I. Depuis cette époque l'Anglais ne le perdit jamais de vue. Dans la paix, dans la guerre, sous des rois féroces comme sous des rois imbécilles, dans des momens de servitude comme dans des tems d'anarchie, il le réclama sans cesse. On vit l'Anglais, sous les Tudors, abandonner ses droits les plus précieux et livrer sa tête sans défense à la hache des tyrans :

mais jamais renoncer au droit de s'imposer lui-même C'est pour le défendre qu'il répandit des flots de sang, qu'il détrôna ou punit ses rois. Enfin a la révolution de 1688, ce droit fut solemnellement reconnu dans l'acte célèbre où l'on vit la liberté, de la même main dont elle chassoit un roi despote, tracer les conditions du contrat entre une nation et le nouveau souverain qu'elle venoit de choisir. Cette prérogative d'un peuple bien plus sacrée, sans doute, que tant de droits imaginaires que la superstition voulut sanctifier dans des tyrans, fut à la fois pour l'Angleterre, et l'instrument et le rempart de sa liberté. Elle pensoit, elle sentoit que c'étoit la seule digue qui pût à jamais arrêter le despotisme; que le moment qui dépouille un peuple de ce privilège, le condamne à l'oppression; que les fonds levés en apparence pour sa sûreté, servant tôt ou tard à sa ruine. L'Anglais, en fondant ses colonies avoit porté ces principes au-delà des mers; et les mêmes idées s'étoient transmises à ses enfans.

Ah! si dans ces contrées même de l'Europe, où l'esclavage semble depuis longtems s'être assis au milieu des vices, des ri-

chesses et des arts ; où le despotisme des armées soutient le despotisme des cours ; où l'homme, enchaîné dès son berceau, garotté des doubles liens et de la superstition et de la politique, n'a jamais respiré l'air de la liberté : si dans ces contrées cependant, ceux qui ont réfléchi une fois en leur vie au sort des états, ne peuvent s'empêcher d'adopter les maximes et d'envier la nation heureuse qui a su en faire le fondement et la base de sa constitution ; combien plus les Anglais, enfans de l'Amérique, doivent y être attachés ; eux qui ont recueilli cet héritage de leurs pères ! Ils savent à quel prix leurs ancêtres l'ont acheté. Le sol même qu'ils habitent doit nourrir en eux un sentiment favorable à ces idées. Dispersés dans un continent immense ; libres comme la nature qui les environne, parmi les rochers, les montagnes, les vastes plaines de leurs déserts, aux bords de ces forets où tout est encore sauvage et où rien ne rappelle ni la servitude ni la tyrannie de l'homme, ils semblent recevoir de tous les objets physiques les leçons de la liberté et de l'indépendance. D'ailleurs ces peuples livrés presque tous à l'agriculture et au commerce, à des tra-

vaux utiles qui élèvent et fortifient l'ame en donnant des mœurs simples, aussi éloignés jusqu'à présent de la richesse que de la pauvreté, ne peuvent être encore corrompus ni par l'excès du luxe, ni par l'excès des besoins. C'est dans cet état sur-tout, que l'homme qui jouit de la liberté, peut la maintenir et se montrer jaloux de défendre un droit héréditaire qui semble être le garant le plus sûr de tous les autres. Telle étoit la résolution des Américains.

XL. *L'Angleterre exige de ses colonies ce qu'il ne falloit que leur demander.*

Soit que le ministère Britannique ignorât ces dispositions ; soit qu'il espérât que ses délégués réussiroient à les changer, il saisit le moment d'une paix glorieuse pour exiger une contribution forcée de ses colonies. Car, qu'on le remarque bien, la guerre heureuse ou malheureuse sert toujours de prétexte aux usurpations des gouvernemens, comme si les chefs des nations belligérantes s'y proposoient moins de vaincre leurs ennemis, que d'asservir leurs sujets. L'an 1764 vit éclorre ce fameux acte du timbre, qui défendoit d'admettre dans les tribunaux, tout titre qui

n'auroit pas été écrit sur du papier marqué et vendu au profit du fisc.

Les provinces Anglaises du nord de l'Amérique s'indignent toutes contre cette usurpation de leurs droits les plus précieux et les plus sacrés. D'un accord unanime, elles renoncent à la consommation de ce que leur fournissoit la métropole, jusqu'à ce qu'elle ait retiré un bill illégal et oppresseur. Les femmes, dont on pouvoit craindre la foiblesse, sont les plus ardentes à faire le sacrifice de ce qui servoit à la parure; et les hommes, animés par cet exemple, renoncent de leur côté à d'autres jouissances. Beaucoup de cultivateurs quittent la charrue, pour se former à l'industrie dans des atteliers, et la laine, le lin, le coton, grossièrement travaillés, sont achetés au prix que coûtoient auparavant les toiles les plus fines, les plus belles étoffes.

Cette espèce de conspiration étonne le gouvernement. Les clameurs des négocians dont les marchandises sont sans débouché, augmentent son inquiétude. Le ennemis du ministère appuient ces mécontentemens; et l'acte du timbre est révoqué après deux années d'un gouvernement convulsif, qui

dans d'autres tems auroit allumé une guerre civile.

Mais le triomphe des colonies est de courte durée. Le parlement qui n'a reculé qu'avec une extrême répugnance, veut en 1767 que ce qu'il n'a pu obtenir de revenu par le moyen du timbre, soit formé par le verre, le plomb, le carton, les couleurs, le papier peint et le thé qui sont portés d'Angleterre en Amérique. Les peuples du continent septentrional ne sont pas moins révoltés de cette innovation, que de la première. Vainement leur dit-on que personne ne peut contester à la Grande-Bretagne le pouvoir d'établir sur ses exportations les droits qui conviennent à ses intérêts, puisqu'elle n'ôte point à ses établissemens, situés au delà des mers, la liberté de fabriquer eux-mêmes les marchandises asservies aux nouvelles taxes. Ce subterfuge paroît une dérision à des hommes qui, purement cultivateurs et réduits à n'avoir de communication qu'avec leur métropole, ne peuvent, ni se procurer par leur industrie, ni par des liaisons étrangères, les objets qu'on vient d'imposer. Que ce soit dans l'ancien ou dans le Nouveau-Monde que ce tribut soit payé, ils comprennent que le nom ne change rien à la

chose, et que leur liberté ne seroit pas moins attaquée de cette manière que de celle qu'on a repoussée avec succès. Les colons voient clairement que le gouvernement veut les tromper; et ils ne veulent pas l'être. Ces sophismes politiques leur paroissent ce qu'ils sont, le masque de la tyrannie.

Les nations en général sont plus faites pour sentir que pour penser. La plupart ne se sont jamais avisées d'analyser la nature du pouvoir qui les gouverne. Elles obéissent sans réflexion, et parce qu'elles ont l'habitude d'obéir. L'origine et l'objet des premières associations nationales leur étant inconnus, toute résistance à leur volonté leur paroît un crime. C'est principalement dans les états où les principes de la législation se confondent avec ceux de la religion, que cet aveuglement est ordinaire. L'habitude de croire favorise l'habitude de souffrir. L'homme ne renonce pas impunément à un seul objet. Il semble que la nature se venge de celui qui ose ainsi la dégrader. Cette disposition servile de l'ame s'étend à tout. Elle se fait un devoir de résignation comme de bassesse, et baisant toutes les chaînes avec respect, tremble d'examiner ses loix comme ses dogmes. De

même qu'une seule extravagance dans les opinions religieuses suffit pour en faire adopter sans nombre à des esprits une fois déçus, une première usurpation du gouvernement ouvre la porte à toutes les autres. Qui croit le plus, croit le moins, qui peut le plus, peut le moins. C'est par ce double abus de la crédulité et de l'autorité, que toutes les absurdités en matière de culte et de politique se sont introduites dans le monde pour écraser les hommes. Aussi le premier signal de la liberté chez les nations les a portés à secouer ces deux jougs à la fois; et l'époque où l'esprit humain commença à discuter les abus de l'église et du clergé, est celle où la raison sentit enfin les droits des peuples, et où le courage essaya de poser les premières bornes au despotisme. Les principes de tolérance et de liberté établis dans les colonies Anglaises en avoient fait un peuple différent des autres peuples. On y savoit ce que c'étoit que la dignité de l'homme; et le ministère Britannique la violant, il falloit nécessairement qu'un peuple tout composé de citoyens se soulevât contre cet attentat.

Trois ans s'écoulèrent, sans qu'aucune des taxes, qui blessoient si vivement les Amé-

ricains, fût perçue. C'étoit quelque chose : mais ce n'étoit pas tout ce que prétendoient des hommes jaloux de leurs prérogatives. Ils vouloient une renonciation générale et formelle à ce qui avoit été illégalement ordonné ; et cette satisfaction leur fut accordée en 1770. On n'en excepta que le thé. Encore cette réserve n'eut-elle pour objet que de pallier la honte d'abandonner entièrement la supériorité de la métropole sur ses colonies : car ce droit ne fut pas plus exigé que les autres ne l'avoient été.

XLI. *Après avoir cédé, l'Angleterre veut être obéie par ses colonies. Mesures qu'elles prennent pour lui résister.*

Le ministère, trompé par ses délégués, croyoit sans doute les dispositions changées dans le Nouveau-Monde, lorsqu'en 1773 il ordonna la perception de l'impôt sur le thé.

A cette nouvelle, l'indignation est générale dans l'Amérique Septentrionale. Dans quelques provinces, on arrête des remercimens pour les navigateurs qui avoient refusé de prendre sur leurs bords cette production. Dans d'autres, les négocians auxquels elle

est adressée refusent de la recevoir. Ici, on déclare ennemi de la patrie quiconque osera la vendre. Là, on charge de la même flétrissure ceux qui en conserveront dans leurs magasins. Plusieurs contrées renoncent solemnellement à l'usage de cette boisson. Un plus grand nombre brûlent ce qui leur reste de cette feuille, jusqu'alors l'objet de leurs délices. Le thé expédié pour cette partie du globe étoit évalué cinq ou six millions ; et il n'en fut pas débarqué une seule caisse. Boston fut le principal théâtre de ce soulèvement. Ses habitans détruisirent, dans le port même, trois cargaisons de thé qui arrivoient d'Europe.

Cette grande ville avoit toujours paru plus occupée de ses droits que le reste de l'Amérique. La moindre atteinte qu'on portoit à ses privilèges, étoit repoussée sans ménagement. Cette résistance, quelquefois accompagnée de troubles, fatiguoit depuis quelques années le gouvernement. Le ministère qui avoit des vengeances à excercer, saisit trop vivement la circonstance d'un excès blâmable ; et il en demanda au parlement une punition sévère.

Les gens modérés souhaitoient que la cité

coupable fût seulement condamnée à un dédommagement proportionné au dégât commis dans sa rade, et à l'amende qu'elle méritoit pour n'avoir pas puni cet acte de violence. On jugea cette peine trop légère ; et le 13 mars 1774, il fut porté un bill qui fermoit le port de Boston, et qui défendoit d'y rien débarquer, d'y rien prendre.

La cour de Londres s'applaudissoit d'une loi si rigoureuse, et ne doutoit pas qu'elle n'amenât les Bostoniens à cet esprit de servitude qu'on avoit travaillé vainement jusqu'alors à leur donner. Si, contre toute apparence, ces hommes hardis persévéroient dans leurs prétentions, leurs voisins profiteroient avec empressement de l'interdit jetté sur le principal port de la province. Au pis aller, les autres colonies, depuis long-tems jalouses de celles de Massachuset, l'abandonneroient avec indifférence à son triste sort, et recueilleroient le commerce immense que ses malheurs feroient refluer sur elles. De cette manière seroit rompue l'union de ces divers établissemens, qui, depuis quelques années, avoit pris trop de consistance, au gré de la métropole.

L'attente du ministère fut généralement

trompée. Un acte de rigueur en impose quelquefois. Les peuples qui ont murmuré tant que l'orage ne faisoit que gronder au loin, se soumettent souvent lorsqu'il vient à fondre sur eux. C'est alors qu'ils pèsent les avantages et les désavantages de la résistance ; qu'ils mesurent leurs forces et celles de leurs oppresseurs ; qu'une terreur panique saisit ceux qui ont tout à perdre et rien à gagner ; qu'ils élèvent la voix, qu'ils intimident, qu'ils corrompent ; que la division s'élève entre les esprits, et que la société se partage entre deux factions qui s'irritent, en viennent quelquefois aux mains, et s'entr'égorgent sous les yeux de leurs tyrans qui voient couler ce sang avec une douce satisfaction. Mais les tyrans ne trouvent guère de complices que chez les peuples déja corrompus. Ce sont les vices qui leur donnent des alliés parmi ceux qu'ils oppriment. C'est la mollesse qui s'épouvante et n'ose faire l'échange de son repos contre des périls honorables. C'est la vile ambition de commander qui prête ses bras au despotisme, et consent à être esclave pour dominer ; à livrer un peuple pour partager sa dépouille ; à renoncer à l'honneur pour obtenir des honneurs et des titres.

C'est sur-tout l'indifférente et froide personnalité, dernier vice d'un peuple, dernier crime des gouvernemens, car c'est toujours le gouvernement qui la fait naître : c'est elle qui, par principe, sacrifie une nation à un homme, et le bonheur d'un siècle et de la postérité à la jouissance d'un jour et d'un moment. Tous ces vices, fruits d'une société opulente et voluptueuse, d'une société vieillie et parvenue à son dernier terme, n'appartiennent point à des peuples agriculteurs et nouveaux. Les Américains demeurèrent unis. L'exécution d'un bill qu'ils appelloient inhumain, barbare et meurtrier, ne fit que les affermir dans la résolution de soutenir leurs droits avec plus d'accord et de constance.

A Boston, les esprits s'exaltent de plus en plus. Le cri de la religion renforce celui de la liberté. Les temples retentissent des exhortations les plus violentes contre l'Angleterre. C'étoit sans doute un spectacle intéressant pour la philosophie de voir que dans les temples, aux pieds des autels, où tant de fois la superstition a béni les chaînes des peuples, où tant de fois les prêtres ont flatté les tyrans, la liberté élevoit sa voix pour défendre les privilèges d'une nation opprimée; et si

l'on peut croire que la divinité daigne abaisser ses regards sur les malheureuses querelles des hommes, elle aimoit mieux sans doute voir son sanctuaire consacré à cet usage, et des hymnes à la liberté devenir une partie du culte que lui adressoient ses ministres. Ces discours devoient produire un grand effet ; et lorsqu'un peuple libre invoque le ciel contre l'oppression, il ne tarde pas à courir aux armes.

Les autres habitans de Massachuset dédaignent jusqu'à l'idée de tirer le moindre avantage du désastre de la capitale. Ils ne songent qu'à resserrer avec les Bostoniens les liens qui les unissent, disposés à s'ensévelir sous les ruines de leur commune patrie, plutôt que de laisser porter la moindre atteinte à des droits qu'ils ont appris à chérir plus que leur vie.

Toutes les provinces s'attachent à la cause de Boston ; et leur affection augmente à proportion du malheur et des souffrances de cette ville infortunée. Coupables à peu de chose près d'une résistance si sévérement punie, elles sentent bien que la vengeance de la métropole contre elles n'est que différée : et que toute la grace, dont peut se

flatter la plus favorisée, sera d'être la dernière sur qui s'appesantira un bas oppresseur.

Ces dispositions à un soulèvement général sont augmentées par l'acte contre Boston, qu'on voit circuler dans tout le continent sur du papier bordé de noir, emblême du deuil de la liberté. Bientôt l'inquiétude se communique d'une maison à l'autre. Les citoyens se rassemblent et conversent dans les places publiques. Des écrits, pleins d'éloquence et de vigueur, sortent de toutes les presses.

» Les sévérités du parlement Britannique » contre Boston, dit-on dans ces imprimés, » doivent faire trembler toutes les provinces » Américaines. Il ne leur reste plus qu'à » choisir entre le fer, le feu, les horreurs de » la mort, et le joug d'une obéissance lâche » et servile. La voilà enfin arrivée cette époque d'une révolution importante, dont l'é» vénement heureux ou funeste fixera à ja» mais les regrets ou l'admiration de la pos» térité.

» Serons-nous libres, serons-nous esclaves? » C'est de la solution de ce grand problême » que va dépendre, pour le présent, le sort » de trois millions d'hommes, et pour l'ave-

» nir la félicité ou la misère de leurs innombrables descendans.

» Réveillez-vous donc, ô Américains ! » jamais la région que vous habitez ne fut » couverte d'aussi sombres nuages. On vous » appelle rebelles, parce que vous ne voulez » être taxés que par vos représentans. Justifiez cette prétention par votre courage, » ou scellez-en la perte de tout votre sang.

» Il n'est plus tems de délibérer. Lorsque » la main de l'oppresseur travaille sans relâche à vous forger des chaînes, le silence » seroit un crime et l'inaction une infamie. » La conservation des droits de la république : voilà la loi suprême. Celui-là seroit » le dernier des esclaves qui, dans le péril » où se trouve la liberté de l'Amérique, ne » feroit pas tous ses efforts pour la conserver ».

Cette disposition étoit commune : mais l'objet important, la chose difficile, au milieu d'un tumulte général, étoit d'amener un calme à la faveur duquel il se formât un concert de volontés qui donnât aux résolutions de la dignité, de la force, de la consistance. C'est ce concert qui, d'une multitude de parties éparses et toutes faciles à briser, compose un tout dont on ne vient point

à bout, si l'on ne réussit à le diviser ou par la force ou par la politique. La nécessité de ce grand ensemble fut saisie par les provinces de New - Hampshire, de Massachusset, de Rhode - Island, de Connectitut, de New-York, de New-Jersey, des trois contrées de la Delaware, de Pensilvanie, de Maryland, de Virginie, des deux Carolines. Ces douze colonies, auxquelles se joignit depuis la Géorgie, envoyèrent dans le mois de septembre 1774, à Philadelphie, des députés chargés de défendre leurs droits et leurs intérêts.

Les démêlés de la métropole avec ses colonies prennent, à cette époque, une importance qu'ils n'avoient pas eue. Ce ne sont plus quelques particuliers qui opposent une résistance opiniâtre à des maîtres impérieux. C'est la lutte d'un corps contre un autre corps, du congrès de l'Amérique contre le parlement d'Angleterre, d'une nation contre une nation. Les ré olutions prises de part et d'autres échauffent de plus en plus les esprits. L'animosité augmente. Tout espoir de conciliation s'évanouit. Des deux côtés on aiguise le glaive. La Grande-Bretagne envoie des troupes dans le Nouveau - Monde. Cet autre hémisphère s'occupe de sa défense. Les citoyens y

deviennent soldats. Les matériaux de l'incendie s'amassent, et bientôt va se former l'embrâsement.

Gage, commandant des troupes royales, fait partir de Boston, dans la nuit du 18 avril 1775, un détachement chargé de détruire un magasin d'armes et de munitions, assemblé par les Américains à Concord. Ce corps rencontre à Lexington quelques milices qu'il dissipe sans beaucoup d'efforts, continue rapidement sa marche, et exécute les ordres dont il étoit porteur. Mais à peine a-t-il repris le chemin de la capitale, qu'il se voit assailli, dans un espace de quinze milles, par une multitude furieuse, à laquelle il donne, de laquelle il reçoit la mort. Le sang Anglais, tant de fois versé en Europe par des mains Anglaises, arrose à son tour l'Amérique, et la guerre civile est engagée.

Sur le même champ de bataille sont livrés, les mois suivans, des combats plus réguliers. Warren devient une des victimes de ces actions meurtrières et dénaturées. Le congrès honore sa cendre.

» Il n'est point mort, dit l'orateur, il ne
» mourra pas cet excellent citoyen. Sa mé-
» moire sera éternellement présente, éter-

» nellement chère à tous les gens de bien,
» à tous ceux qui aimeront leur patrie. Dans
» le cours borné d'une vie de trente-trois
» ans, il avoit déployé les talens de l'homme
» d'état, les vertus d'un sénateur, l'ame du
» héros ».

» Vous tous, qu'un même intérêt anime,
» approchez vous du corps sanglant de War-
» ren. Lavez de vos pleurs ses blessures ho-
» norables : mais ne vous arrêtez pas trop
» long-tems auprès de ce cadavre inanimé.
» Retournez dans vos demeures pour y faire
» détester le crime de la tyrannie. Qu'à cette
» peinture horrible, les cheveux de vos en-
» fans se dressent sur leurs têtes ; que leurs
» yeux s'enflamment ; que leurs fronts de-
» viennent menaçans ; que leurs bouches ex-
» priment l'indignation. Alors, alors, vous
» leur donnerez des armes ; et votre dernier
» vœu sera qu'ils reviennent vainqueurs, ou
» qu'ils finissent comme Warren ».

Les troubles qui agitoient Massachuset, se répétoient dans les autres provinces. Les scènes n'y étoient pas, à la vérité, sanglantes, parce qu'il n'y avoit point de troupes Britanniques : mais par-tout les Américains s'emparoient des forts, des armes, des mu-

nitions ; par-tout ils expulsoient leurs chefs et les autres agens du gouvernement ; partout ils maltraitoient ceux des habitans qui paroissoient favorables à la cause de la métropole. Quelques hommes entreprenans portent l'audace jusqu'à s'emparer des ouvrages anciennement élevés par les Français sur le lac Champlain, entre la Nouvelle-Angleterre et le Canada, jusqu'à faire une irruption dans cette vaste région.

Tandis que de simples particuliers ou des districts isolés servent si inutilement la cause commune, le congrès s'occupe du soin d'assembler une armée. Le commandement en est donné à George Wasington, né en Virginie, et connu par quelques actions heureuses dans les guerres précédentes. Aussitôt le nouveau général vole à Massachuset, pousse de poste en poste les troupes royales, et les force à se renfermer dans Boston. Six mille de ces vieux soldats, échappés au glaive, à la maladie, à toutes les misères, et pressés par la faim ou par l'ennemi, s'embarquent le 24 mars 1776 avec une précipitation qui tient de la fuite. Ils vont chercher un asyle dans la Nouvelle-Ecosse, restée, ainsi que la Floride, fidelle à ses anciens maîtres.

XLII. *Les colonies étoient en droit de se séparer de leur métropole, indépendamment de tout mécontentement.*

Ce succès fut le premier pas de l'Amérique Anglaise vers la révolution. On commença à la désirer hautement. On répandit de tous côtés les principes qui la justifioient. Ces principes, nés en Europe et particulièrement en Angleterre, avoient été transplantés en Amérique par la philosophie. On se servoit contre la métropole de ses propres lumières, et l'on disoit :

Il faut bien se donner de garde de confondre ensemble les sociétés et le gouvernement. Pour les connoître, cherchons leur origine.

L'homme, jetté comme au hasard sur ce globe; environné de tous les maux de la nature; obligé sans cesse de défendre et de protéger sa vie contre les orages et les tempêtes de l'air, contre les inondations des eaux, contre les feux et les incendies des volcans, contre l'intempérie des zones ou brûlantes ou glacées, contre la stérilité de la terre qui lui refuse des alimens, ou sa malheureuse fécondité qui fait germer sous ses pas des poisons; enfin, contre les dents des bêtes fé-

roces qui lui disputent son séjour et sa proie, et le combattant lui-même, semblent vouloir se rendre les dominatrices de ce globe, dont il croit être le maître : l'homme dans cet état, seul et abandonné à lui-même, ne pouvoit rien pour sa conservation. Il a donc fallu qu'il se réunît et s'associât avec ses semblables, pour mettre en commun leur force et leur intelligence. C'est par cette réunion qu'il a triomphé de tant de maux, qu'il a façonné ce globe à son usage, contenu les fleuves, asservi les mers, assuré sa subsistance, conquis une partie des animaux en les obligeant de le servir, et repoussé les autres loin de son empire, au fond des déserts ou des bois, où leur nombre diminue de siècle en siècle. Ce qu'un homme seul n'auroit pu, les hommes l'ont exécuté de concert, et tous ensemble ils conservent leur ouvrage. Telle est l'origine, tels sont l'avantage et le but de la société.

Le gouvernement doit sa naissance à la nécessité de prévenir et de réprimer les injures que les associés avoient à craindre les uns de la part des autres. C'est la sentinelle qui veille pour empêcher que les travaux communs ne soient troublés.

Ainsi la société est née des besoins des

hommes, le gouvernement est né de leurs vices. La société tend toujours au bien ; le gouvernement doit toujours tendre à réprimer le mal. La société est la première, elle est dans son origine indépendante et libre ; le gouvernement a été institué pour elle, et n'est que son instrument. C est à l'une à commander : c'est à l'autre à la servir. La société a créé la force publique ; le gouvernement qui l'a reçue d'elle, doit la consacrer toute entière à son usage. Enfin, la société est essentiellement bonne : le gouvernement, comme on le sait, peut être et n'est que trop souvent mauvais.

On a dit que nous étions tous nés égaux : cela n'est pas. Que nous avions tous les mêmes droits. J'ignore ce que c'est que des droits, où il y a inégalité de talens ou de forces, et nulle garantie, nulle sanction. Que la nature nous offroit à tous une même demeure et les mêmes ressources : cela n'est pas. Que nous étions doués indistinctement des mêmes moyens de défense : cela n'est pas: et je ne sais pas en quel sens il peut être vrai que nous jouissons des même qualités d'esprit et de corps.

Il y a entre les hommes une inégalité originelle à laquelle rien ne peut remédier. Il faut

faut qu'elle dure éternellement ; et tout ce qu'on peut obtenir de la meilleure législation, ce n'est pas de la détruire ; c'est d'en empêcher les abus.

Mais en partageant ses enfans en marâtre : en créant des enfans débiles et des enfans forts, la nature n'a-t-elle pas formé elle-même le germe de la tyrannie ? Je ne crois pas qu'on puisse le nier ; sur-tout si l'on remonte à un tems antérieur à toute législation, tems où l'on verra l'homme aussi passionné, aussi déraisonnable que la brute.

Que les fondateurs des nations, que les législateurs se sont-ils donc proposé ? D'obvier à tous les désastres de ce germe développé, par une sorte d'égalité artificielle, qui soumît sans exception les membres d'une société à une seule autorité impartiale. C'est un glaive qui se promène indistinctement sur toutes les têtes ; mais ce glaive étoit idéal, il falloit une main, un être physique qui le tînt.

Qu'en est-il résulté ? C'est que l'histoire de l'homme civilisé n'est que l'histoire de sa misère. Toutes les pages en sont teintes de sang, les unes du sang des oppresseurs, les autres du sang des opprimés.

Sous ce point de vue, l'homme se montre

plus méchant et plus malheureux que l'animal. Les différentes espèces d'animaux subsistent aux dépens les unes des autres : mais les sociétés des hommes n'ont pas cessé de s'attaquer. Dans une même société, il n'y a aucune condition qui ne dévore et qui ne soit dévorée, quelles qu'aient été ou que soient les formes du gouvernement ou d'égalité artificielle qu'on ait opposées à l'inégalité primitive ou naturelle.

Mais ces formes de gouvernement, du choix, et du choix libre des premiers aïeux, quelque sanction qu'elles puissent avoir reçue, ou du serment, ou du concert unanime, ou de leur permanence, sont-elles obligatoires pour leurs descendans ? Il n'en est rien ; et il est impossible que vous Anglais, qui avez subi successivement tant de révolutions différentes dans votre constitution politique, ballottés de la monarchie à la tyrannie, de la tyrannie à l'aristocratie, de l'aristocratie à la démocratie, de la démocratie à l'anarchie ; il est impossible que vous puissiez, sans vous accuser de rebellion et de parjure, penser autrement que moi.

Nous examinons les choses en philosophe; et l'on sait bien que ce ne sont pas nos spécu-

lations qui amènent les troubles civils. Point de sujets plus patiens que nous. Je vais donc suivre mon objet, sans en redouter les suites. Si les peuples sont heureux sous la forme de leur gouvernement, ils le garderont. S'ils sont malheureux, ce ne seront ni vos opinions, ni les miennes ; ce sera l'impossibilité de souffrir davantage et plus long-tems qui les déterminera à la changer, mouvement salutaire que l'oppresseur appellera révolte, bien qu'il ne soit que l'exercice légitime d'un bien inaliénable et naturel de l'homme qu'on opprime, et même de l'homme qu'on n'opprime pas.

On veut, on choisit pour soi. On ne sauroit vouloir ni choisir pour un autre ; et il seroit insensé de vouloir, de choisir pour celui qui n'est pas encore né, pour celui qui est à des siècles de son existence. Point d'individu qui, mécontent de la forme du gouvernement de son pays, n'en puisse aller chercher ailleurs une meilleure. Point de société qui n'ait à changer la sienne, la même liberté qu'eurent ses ancêtres à l'adopter. Sur ce point, les sociétés en sont comme au premier moment de leur civilisation. Sans quoi il y auroit un grand mal ; que dis-je, le plus grand des maux seroit sans remède. Des millions d'hom-

mes auroient été condamnés à un malheur sans fin. Concluez donc avec moi ;

Qu'il n'est nulle forme du gouvernement, dont la prérogative soit d'être immuable.

Nulle autorité politique qui créée hier ou il y a mille ans, ne puisse être abrogée dans dix ans ou demain.

Nulle puissance, si respectable, si sacrée qu'elle soit, autorisée à regarder l'état comme sa propriété.

Quiconque pense autrement est un esclave. C'est un idolâtre de l'œuvre de ses mains.

Quiconque pense autrement est un insensé, qui se dévoue à une misère éternelle, qui y dévoue sa famille, ses enfans, les enfans de ses enfans, en accordant à ses ancêtres le droit de stipuler pour lui lorsqu'il n'étoit pas, et en s'arrogeant le droit de stipuler pour ses neveux qui ne sont pas encore.

Toute autorité dans ce monde, a commencé ou par le consentement des sujets, ou par la force du maître. Dans l'un et l'autre cas, elle peut finir légitimement. Rien ne prescrit pour la tyrannie contre la liberté.

La vérité de ces principes est d'autant plus essentielle, que, par sa nature, toute puissance tend au despotisme, chez la nation

même la plus ombrageuse, chez vous Anglais, oui chez vous.

J'ai entendu dire à un Wigh, fanatique peut-être; mais il échappe quelquefois aux insensés des paroles d'un grand sens : je lui ai entendu dire, que tant qu'on ne meneroit pas à Tiburn un mauvais souverain, ou du-moins un mauvais ministre, avec aussi peu de formalités, d'appareil, de tumulte et de surprise qu'on y conduit le plus obscur des malfaiteurs, la nation n'auroit de ses droits, ni la juste idée, ni la pleine jouissance qui convenoit à un peuple qui osoit se croire ou s'appeller libre; et cependant une administration de votre aveu même, ignorante, corrompue, audacieuse, vous précipite impérieusement et impunément dans les abymes les plus profonds.

La quantité de vos espèces circulantes est peu considérable. Vous êtes accablés de papiers. Vous en avez sous toutes sortes de dénominations. Tout l'or de l'Europe, ramassé dans votre trésor, suffiroit à peine à l'acquit de votre dette nationale. On ne sait par quel incroyable prestige cette monnoie fictive se soutient. L'événement le plus frivole peut du soir au matin la jetter dans le décri. Il ne

faut qu'une alarme pour amener une banqueroute subite. Les suites affreuses qu'auroit ce manque de foi, sont au-dessus de notre imagination. Et voilà l'instant qu'on vous désigne pour vous faire déclarer à vos colonies; c'est-à-dire, pour vous susciter à vous même une guerre injuste, insensée, ruineuse. Que deviendrez-vous, lorsqu'une branche importante de votre commerce sera détruite; lorsque vous aurez perdu un tiers de vos possessions; lorsque vous aurez massacré un ou deux millions de vos compatriotes; lorsque vos forces seront épuisées, vos marchands ruinés, vos manufacturiers réduits à mourir de faim; lorsque votre dette sera augmentée et votre revenu diminué? Prenez-y garde, le sang des Américains retombera tôt ou tard sur vos têtes. Son effusion sera vengée par vos propres mains; et vous touchez au moment.

Mais, dites-vous, *ce sont des rebelles...* Des rebelles! et pourquoi? parce qu'il ne veulent pas être vos esclaves. Un peuple soumis à la volonté d'un autre peuple qui peut disposer à son gré de son gouvernement, de ses loix, de son commerce; l'imposer comme il lui plaît; limiter son industrie et l'enchaîner par des prohibitions arbitraires, est serf, oui il

est serf; et sa servitude est pire que celle qu'il subiroit sous un tyran. On se délivre de l'oppression d'un tyran ou par l'expulsion ou par la mort. Vous avez fait l'un et l'autre. Mais une nation, on ne la tue point, on ne la chasse point. On ne peut attendre la liberté que d'une rupture, dont la suite est la ruine de l'une ou l'autre nation, et quelquefois de toutes les deux. Le tyran est un monstre à une seule tête, qu'on peut abattre d'un seul coup. La nation despote est une hydre à mille têtes qui ne peuvent être coupées que par mille glaives levés à la fois. Le crime de l'oppression exercée par un tyran rassemble toute l'indignation sur lui seul. Le même crime commis par une nombreuse société, en disperse l'horreur et la honte sur une multitude qui ne rougit jamais. C'est le forfait de tous, ce n'est le forfait de personne ; et le sentiment du désespoir égaré ne sait où se porter.

Mais ce sont nos sujets..... Vos sujets! pas plus que les habitans de la province de Galles ne sont les sujets du comte de Lancastre. L'autorité d'une nation sur une autre, ne peut être fondée que sur la conquête, le consentement général, ou des con-

ditions proposées et acceptées. La conquête ne lie pas plus que le vol. Le consentement des aïeux ne peut obliger les descendans ; et il n'y a point de condition qui ne soit exclusive du sacrifice de la liberté. La liberté ne s'échange pour rien, parce que rien n'est d'un prix qui lui soit comparable. C'est le discours que vous avez tenu à vos tyrans, et nous vous le tenons pour vos colons.

La terre qu'ils occupent est la nôtre..... La vôtre ! C'est ainsi que vous l'appellez, parce que vous l'avez envahie. Mais soit. La charte de concession ne vous oblige-t-elle pas à traiter les Américains en compatriotes ? Le faites-vous ? Mais il s'agit bien ici de concession de chartes, qui accordent ce dont on n'est pas le maître, ce qu'en conséquence on n'a pas le droit d'accorder à une poignée d'hommes foibles et forcés par les circonstances de recevoir en gratification ce qui leur appartient de droit naturel. Et puis les neveux qui vivent aujourd'hui, ont-ils été appellés à un pacte signé par leurs ancêtres ? Ou confessez la vérité de ce principe, ou rappellez les descendans de Jacques. Quel droit avez-vous eu de le chasser, que nous n'ayons de nous séparer de vous, vous di-

sent les Américains, et qu'avez-vous à leur répondre ? *Ce sont des ingrats, nous sommes leurs fondateurs ; nous avons été leurs défenseurs ; nous nous sommes endettés pour eux....* dites pour vous autant et plus que pour eux. Si vous avez pris leur défense, c'est comme vous auriez pris celle du sultan de Constantinople, si votre ambition ou votre intérêt l'eussent exigé. Mais ne se sont-ils pas acquittés en vous livrant leurs productions ; en recevant exclusivement vos marchandises au prix exorbitant qu'il vous a plu d'y mettre ; en s'assujettissant aux prohibitions qui gênoient leur industrie, aux restrictions dont vous avez grevé leurs propriétés ? Ne vous ont-ils pas secourus ? Ne se sont-ils pas endettés pour vous ? N'ont-ils pas pris les armes et combattu pour vous ? Lorsque vous leur avez adressé vos demandes, comme il convient d'en user avec des hommes libres, n'y ont-ils pas accédé ? Quand en avez-vous éprouvé des refus, si ce n'est lorsque leur appuyant la baïonnette sur la poitrine, vous leur avez dit : *vos trésors ou la vie ; mourez ou soyez mes esclaves.* Quoi ! parce que vous avez été bienfaisans, vous avez le droit d'être oppresseurs ! Quoi ! les nations aussi se fe-

ront-elles de la reconnoissance un titre barbare pour avilir et fouler aux pieds ceux qui ont eu le malheur de recevoir leurs bienfaits? Ah ! les particuliers peut-être, quoique ce ne soit point un devoir, peuvent dans des bienfaiteurs supporter des tyrans. Pour eux, il est beau, il est magnanime sans doute de consentir à être malheureux pour n'être point ingrats. Mais la morale des nations est différente. Le bonheur public est la première loi, comme le premier devoir. La première obligation de ces grands corps est avec eux-mêmes. Ils doivent avant tout liberté et justice aux individus qui les composent. Chaque enfant qui naît dans l'état, chaque nouveau citoyen qui vient respirer l'air de la patrie qu'il s'est faite, ou que lui a donnée la nature, a droit au plus grand bonheur dont il puisse jouir. Toute obligation qui ne peut se concilier avec celle-là est rompue. Toute réclamation contraire est un attentat à ses droits. Et que lui importe qu'on ait obligé ses ancêtres, s'il est destiné lui-même à être victime? De quel droit peut-on exiger qu'il paie cette dette usuraire de bienfaits qu'il n'a pas même éprouvés? Non, non. Vouloir s'armer d'un pa-

reil titre contre une nation entière et sa postérité, c'est renverser toutes les idées d'ordre et de politique ; c'est trahir toutes les loix de la morale, en invoquant son nom. Que n'avez-vous pas fait pour Hanovre ? Commandez-vous à Hanovre ? Toutes les républiques de la Grèce furent liées par des services réciproques : aucune exigea-t-elle en reconnoissance le droit de disposer de l'administration de la république obligée ?

Notre honneur est engagé.... Dites celui de vos mauvais administrateurs, et non le vôtre. En quoi consiste le véritable honneur de celui qui s'est trompé ? Est-ce à persister dans son erreur ou à la reconnoître ? Celui qui revient au sentiment de la justice, a-t-il à rougir ? Anglais, vous vous êtes trop hâtés. Que n'attendiez-vous que la richesse eût corrompu les Américains, comme vous l'êtes ? Alors, ils n'auroient pas fait plus de cas de leur liberté, que vous de la vôtre. Alors, subjugués par l'opulence, vos armes seroient devenues inutiles. Mais quel instant avez-vous pris pour les attaquer ? Celui où ce qu'ils avoient à perdre, la liberté, ne pouvoit être balancé par ce qu'ils avoient à conserver.

Mais plus tard ils seroient devenus plus nombreux..... J'en conviens. Qu'avez-vous donc tenté ? L'asservissement d'un peuple que le tems affranchira malgré vous. Dans vingt, dans trente ans, le souvenir de vos atrocités sera récent ; et le fruit vous en sera ravi. Alors, il ne vous restera que la honte et le remords. Il est un décret de la nature que vous ne changerez pas : c'est que les grandes masses donnent la loi aux petites. Mais répondez-moi, si alors les Américains entreprenoient sur la Grande-Bretagne ce que vous avez entrepris aujourd'hui sur eux : que diriez-vous ? Précisément ce qu'ils vous disent en ce moment. Pourquoi des motifs qui vous touchent peu dans leur bouche, vous paroîtroient-ils plus solides dans la vôtre ?

Ils ne veulent ni obéir à notre parlement, ni adopter nos constitutions...... Les ont-ils faites ? Peuvent-ils les changer ?

Nous y obéissons bien, sans avoir eu dans le passé et sans avoir pour le présent aucune influence sur elles...... C'est-à-dire que vous êtes des esclaves, et que vous ne pouvez pas souffrir des hommes libres. Cependant, ne confondez point la position des Américains avec la vôtre. Vous avez des représentans,

sentans, et ils n'en ont point. Vous avez des voix qui parlent pour vous, et personne ne stipule pour eux. Si les voix sont achetées et vendues, c'est une excellente raison pour qu'ils dédaignent ce frivole avantage.

Ils veulent être indépendans de nous...... Ne l'êtes-vous pas d'eux ?

Jamais ils ne pourront se soutenir sans nous... Si cela est, demeurez tranquilles. La nécessité vous les ramenera.

Et si nous ne pouvions subsister sans eux... Ce seroit un grand malheur : mais les égorger pour vous en tirer, c'est un singulier expédient.

C'est pour leur intérêt, c'est pour leur bien que nous sévissons contre eux, comme on sévit contre des enfans insensés.... Leur intérêt ! leur bien ! Et qui vous a constitués juges de ces deux objets qui les touchent de si près et qu'ils doivent connoître mieux que vous ? S'il arrivoit qu'un citoyen s'introduisît de vive force dans la maison d'un autre, par la raison qu'il est, lui, homme de beaucoup de sens, et que personne n'est plus en état de maintenir le bon ordre et la paix chez son voisin, ne seroit-on pas en droit de le prier de se retirer et de se mêler de

ses propres affaires? Et si les affaires de cet officieux hypocrite étoient très-mal rangées? Si ce n'étoit qu'un ambitieux qui, sous prétexte de régir, voulût usurper? S'il ne cachoit sous le masque de la bienveillance que des vues pleines d'injustice, telles par exemples, que de se tirer de presse aux dépens de son concitoyen?

Nous sommes la mère-patrie.... Quoi toujours les noms les plus saints pour servir de voile à l'ambition et à l'intérêt! La mère-patrie! Remplissez-en donc les devoirs. Au reste, la colonie est formée de différentes nations, entre lesquelles les unes vous accorderont, les autres vous refuseront ce titre; et toutes vous diront à la fois: il y a un tems où l'autorité des pères et des mères sur leurs enfans cesse; et ce tems est celui où les enfans peuvent se pourvoir par eux-mêmes. Quel terme avez-vous fixé à notre émancipation? Soyez de bonne foi, et vous avouerez que vous vous étiez promis de nous tenir sous une tutèle qui n'auroit pas de fin. Si du moins cette tutèle ne se changeoit pas pour nous en une contrainte insupportable; si notre avantage n'étoit pas sans cesse sacrifié au vôtre; si nous n'avions pas à

souffrir une foule d'oppressions de détail de la part des gouverneurs, des juges, des gens de finance, des gens de guerre que vous nous envoyez; si la plupart en arrivant dans nos climats, ne nous apportoient pas des caractères avilis, des fortunes ruinées, des mains avides et l'insolence de tyrans subalternes, qui, fatigués dans leur patrie d'obéir à des loix, viennent se dédommager dans un Nouveau-Monde, en y exerçant une puissance trop souvent arbitraire. Vous êtes la mère-patrie : mais loin d'encourager nos progrès, vous les redoutez, vous enchaînez nos bras, vous étouffez nos forces naissantes. La nature, en nous favorisant, trompe vos voeux secrets; ou plutôt, vous voudriez que nous restassions dans une éternelle enfance pour tout ce qui peut nous être utile, et que cependant nous fussions des esclaves robustes pour vous servir et fournir sans cesse à votre avidité de nouvelles sources de richesses. Est-ce donc là une mère? est-ce une patrie? Ah, dans les forêts qui nous environnent, la nature a donné un instinct plus doux à la bête féroce qui, devenue mère, ne dévore pas du moins ceux qu'elle a fait naître.

En souscrivant à toutes leurs prétentions, bientôt ils seroient plus heureux que nous..... Et pourquoi non ? Si vous êtes corrompus, faut-il qu'ils se corrompent ? Si vous penchez vers l'esclavage, faut-il aussi qu'ils vous imitent ? S'ils vous avoient pour maîtres, pourquoi ne confereriez-vous pas la propriété de leur contrée à une autre puissance, à votre souverain ? Pourquoi ne le rendriez-vous pas leur despote, comme vous l'avez déclaré par un acte solemnel despote du Canada ? Faudroit-il alors qu'ils ratifiassent cette extravagante concession ? Et quand ils l'auroient ratifiée, faudroit-il qu'ils obéissent au souverain que vous leur auriez donné, et qu'ils prissent les armes contre vous s'il l'ordonnoit ? Le roi d'Angleterre a le pouvoir négatif. On n'y sauroit publier une loi sans son consentement. Ce pouvoir dont vous éprouvez chaque jour l'inconvénient, pourquoi les Américains le lui accorderoient-ils chez eux ? Seroit-ce pour l'en dépouiller un jour, les armes à la main, comme il vous arrivera, si votre gouvernement se perfectionne ? Quel avantage trouvez-vous à les assujettir à une constitution vicieuse !

Vicieuse ou non, cette constitution, nous l'a-

vons ; et elle doit être généralement reconnue et acceptée par tout ce qui porte le nom Anglais : sans quoi chacune de nos provinces se gouvernant à sa manière, ayant ses loix et prétendant à l'indépendance, nous cessons de former un corps national, et nous ne sommes plus qu'un amas de petites républiques isolées, divisées, sans cesse soulevées les unes contre les autres et faciles à envahir par un ennemi commun. Le Philippe adroit et puissant, capable de tenter cette entreprise, nous l'avons à notre porte .....

S'il est à votre porte, il est loin des Américains. Un privilège qui peut avoir quelque inconvénient pour vous, n'en est pas moins un privilège. Mais séparées de la Grande-Bretagne par des mers immenses, que vous importe que vos colonies acceptent ou rejettent vos constitutions ? Qu'est-ce que cela fait pour ou contre votre force, pour ou contre votre sécurité ? Cette unité, dont vous exagérez les avantages, n'est encore qu'un vain prétexte. Vous leur objectez vos loix lorsqu'ils en sont vexés ; vous les foulez aux pieds lorsqu'elles réclament en leur faveur. Vous vous taxez vous-mêmes, et vous voulez les taxer. Lorsqu'on porte la moindre atteinte à ce privilège, vous poussez des cris de fureur, vous

prenez les armes, vous êtes prêts à vous faire égorger; et vous portez le poignard sur la gorge de votre concitoyen pour le contraindre à y renoncer. Vos ports sont ouverts à toutes les nations; et vous leur fermez les ports de vos colons. Vos marchandises se rendent partout où ils vous plaît; et les leurs sont forcées de passer chez vous. Vous manufacturez; et vous ne voulez pas qu'ils manufacturent. Ils ont des peaux, ils ont des fers; et ces peaux, ces fers, il faut qu'ils vous les livrent bruts. Ce que vous acquérez à bas prix, il faut qu'ils l'achètent de vous au prix qu'y met votre rapacité. Vous les immolez à vos commerçans; et parce quevotre compagnie des Indes périclitoit, il falloit que les Américains réparassent ses pertes. Et vous les appellez vos concitoyens; et c'est ainsi que vous les invitez à recevoir votre constitution. Allez, allez. Cette unité, cette ligue qui vous semble si nécessaire, n'est que celle des animaux imbécilles de la fable, entre lesquels vous vous êtes réservé le rôle du lion.

Peut-être ne vous êtes-vous laissés entraîner à remplir de sang et de ravages le Nouveau-Monde, que par un faux point d'honneur. Nous aimons à nous persuader que tant

de forfaits n'ont pas été les conséquences d'un projet froidement concerté. On vous avoit dit que les Américains n'étoient qu'un vil troupeau de lâches que la moindre menace ameneroit tremblans et consternés à tout ce qu'il vous plairoit d'exiger. A la place des hommes pusillanimes qu'on vous avoit peints et promis, vous rencontrez de braves gens, de véritables Anglais, des concitoyens dignes de vous. Etoit-ce une raison de vous irriter? Quoi! vos aïeux ont admiré le Batave secouant le joug Espagnol; et ce joug, vous seriez étonnés, vous leurs descendans, que vos compatriotes, vos frères, ceux qui sentoient votre sang circuler dans leurs veines, eussent préféré d'en arroser la terre et de mourir plutôt que de vivre esclaves? Un étranger, sur lequel vous eussiez formé les mêmes prétentions, vous auroit désarmés, si, vous montrant la poitrine nue, il vous eût dit: *enfonce le poignard ou laisse-moi libre*; et vous égorgez votre frère; et vous l'égorgez sans remords parce qu'il est votre frère! Anglais! quoi de plus ignominieux que la férocité de l'homme, fier de sa liberté et attentant à la liberté d'autrui. Voulez-vous que nous croyions que le plus grand ennemi de la liberté, c'est

l'homme libre ? Hélas ! nous n'y sommes que trop disposés. Ennemis des rois, vous en avez la morgue. Ennemis de la prérogative royale, vous la portez par-tout. Par-tout vous vous montrez des tyrans. Et bien, tyrans des nations et de vos colonies, si vous êtes les plus forts, c'est que le ciel aura fermé l'oreille aux vœux qui s'élèvent de toutes les contrées de la terre.

Puisque les mers n'ont pas englouti vos fiers satellites, dites-moi ce qu'ils deviendront s'il s'élève dans le Nouveau-Monde un homme éloquent qui promette le salut éternel à ceux qui périront les armes à la main martyrs de la liberté. Américains ! qu'on voie incessamment vos prêtres dans leurs chaires, les mains chargées de couronnes, et vous montrant les cieux ouverts. Prêtres du Nouveau-Monde, il en est tems ; expiez l'ancien fanatisme qui a désolé et ravagé l'Amérique, par un fanatisme plus heureux, né de la politique et de la liberté. Non, vous ne tromperez pas vos concitoyens. Dieu, qui est le principe de la justice et de l'ordre, hait les tyrans. Dieu a imprimé au cœur de l'homme cet amour sacré de la liberté ; il ne veut pas que la servitude avilisse et défigure

son plus bel ouvrage. Si l'apothéose est due à l'homme, c'est à celui sans doute qui combat et meurt pour son pays. Mettez son image dans vos temples, approchez-la des autels. Ce sera le culte de la patrie. Formez un calendrier politique et religieux, où chaque jour soit marqué par le nom de quelqu'un de ces héros qui aura versé son sang pour vous rendre libres. Votre postérité les lira un jour avec un saint respect : elle dira, voilà ceux qui ont affranchi la moitié d'un monde, et qui, travaillant à notre bonheur quand nous n'étions pas encore, ont empêché qu'à notre naissance nous entendissions des chaînes retentir sur notre berceau.

XLIII. *Quel étoit le parti qui convenoit à l'Angleterre, lorsqu'elle vit la fermentation de ses colonies.*

Lorsque la cause de vos colonies étoit débattue dans les assemblées de vos chambres, nous avons entendu d'excellens plaidoyers prononcés en leur faveur. Mais celui qu'il convenoit peut-être de vous adresser ; le voici.

» Je ne vous parlerai point, Messieurs
» de la justice ou de l'injustice de vos pré-

» tentions. Je ne suis pas assez étranger aux
» affaires publiques pour ignorer que cet
» examen préliminaire et sacré dans toutes
» les autres circonstances de la vie, seroit
» déplacé et ridicule dans celle-ci. Je ne re-
» chercherai point quel espoir vous pouvez
» avoir de réussir, et si vous serez les plus
» forts, quoique ce sujet vous parût peut-
» être de quelque importance, et que je
» pusse vraisemblablement m'en promettre
» votre attention. Je ferai plus. Je ne com-
» parerai point les avantages de votre situa-
» tion si elle réussit, avec les suites qu'elle
» aura si vous manquez de succès. Je ne vous
» demanderai point jusqu'à quand vous avez
» résolu de servir vos ennemis. Mais je sup-
» poserai tout d'un coup que vous avez réduit
» vos colonies au degré de servitude que vous
» en exigez. Apprennez-moi seulement com-
» ment vous les y fixerez. Par une armée sub-
» sistante ? Mais cette armée qui vous épui-
» sera d'hommes et d'argent, suivra-t-elle ou
» ne suivra-t-elle pas l'accroissement de la po-
» pulation? il n'y a que deux réponses à faire
» à ma question; et de ces deux réponses,
» l'une me semble absurbe, et l'autre vous
» ramène au point où vous êtes. J'y ai beau-

» coup réfléchi; et si je ne me trompe, j'ai
» découvert le seul parti raisonnable et sûr
» que vous ayez à prendre. C'est aussitôt que
» vous vous serez rendus les maîtres, d'ar-
» rêter les progrès de la population, puis-
» qu'il vous paroît plus avantageux, plus hon-
» nête et plus décent de dominer sur un petit
» nombre d'esclaves, que d'avoir pour égaux
» et pour amis une nation d'hommes libres?

» Mais, me demanderez-vous, comment
» arrête-t-on les progrès de la population?
» L'expédient pourroit révolter des ames foi-
» bles, des esprits pusillanimes : mais heu-
» reusement il n'en est point dans cette au-
» guste assemblée. C'est d'égorger sans pitié
» la plus grande partie de ces indignes rebelles,
» et de réduire le reste à la condition des nè-
» gres. Ces braves et généreux Spartiates, si
» vantés dans les histoires anciennes et moder-
» nes, vous en ont donné l'exemple. Comme eux
» la tête enveloppée de leur manteau, nos con-
» citoyens et nos satellites iront la nuit clan-
» destinement massacrer les enfans de nos
» Ilotes à côté de leurs pères, sur le sein
» de leurs mères; et ne laisseront vivre que
» le nombre suffisant pour leurs travaux et
» notre sûreté ».

Anglais ! vous frémissez à cette horrible proposition, et vous demandez quel parti l'on pourroit prendre. Vainqueurs ou vaincus, voilà ce qui vous convient. Si le ressentiment, excité par vos barbaries, peut se calmer; si les Américains peuvent fermer les yeux sur les ravages qui les entourent; si en marchant sur les ruines de leurs villes incendiés, de leurs habitations détruites, sur les ossemens de leurs concitoyens épars dans les campagnes; si, en respirant l'odeur du sang que vos mains ont versé de toutes parts, ils peuvent oublier les attentats de votre despotisme; s'il leur est permis de prendre la moindre confiance dans vos discours, et de se persuader que vous avez sincérement renoncé à l'injustice de vos prétentions, commencez par rappeller vos assassins soudoyés. Rendez la liberté à leurs ports que vous tenez fermés; écartez vos vaisseaux de leurs côtes; et s'il est un citoyen sage parmi vous, qu'il prenne une branche d'olivier dans sa main, qu'il se présente et qu'il dise :

» O vous, nos concitoyens et nos anciens
» amis, permettez-nous ce titre, nous l'avons
» profané, mais notre repentir nous rend
» dignes de le reprendre, et nous aspirons

» désormais à la gloire de le conserver. Nous
» confessons en présence de ce ciel et de cette
» terre qui en ont été les témoins, nous
» confessons que nos prétentions ont été in-
» justes et nos procédés barbares. Oubliez-les
» comme nous. Relevez vos forteresses. Ras-
» semblez-vous dans vos habitations. Effaçons
» jusqu'à la dernière goutte du sang qui a
» coulé. Nous admirons l'esprit généreux qui
» vous a dirigés. C'est le même auquel dans
» les circonstances semblables nous avons dû
» notre salut. Oui, c'est à ces marques sur-
» tout que nous vous reconnoissons pour nos
» concitoyens et pour nos frères. Vous voulez
» être libres ; soyez libres ; Soyez-le dans
» toute l'etendue que nous avons attachée
» nous-mêmes à ce nom sacré. Ce n'est pas
» de nous que vous tenez ce droit. Nous ne
» pouvons ni vous le donner, ni vous le ravir.
» Vous l'avez reçu comme nous de la nature,
» que le crime et le fer des tyrans peuvent
» combattre, mais que le crime et le fer des
» tyrans ne peuvent détruire. Nous ne préten-
» dons à aucune sorte de supériorité sur vous.
» Nous n'aspirons qu'à l'honneur de l'égalité.
» Cette gloire nous suffit. Nous connoissons
» trop bien le prix inestimable de nous gou-

» verner par nous-mêmes, pour vouloir désor-
» mais vous en dépouiller.

» Maîtres et arbitres suprêmes de votre lé-
» gislation, si vous pouvez dans vos états
» vous créer un meilleur gouvernement que
» le nôtre, nous vous en félicitons d'avance.
» Votre bonheur ne nous inspirera d'autre
» sentiment que le desir de vous imiter.
» Formez-vous des constitutions adaptées à
» votre climat, à votre sol, à ce monde nou-
» veau que vous civilisez. Qui peut mieux
» connoître que vous vos propres besoins?
» Des ames fières et vertueuses telles que les
» vôtres ne doivent obéir à d'autres loix qu'à
» celles qu'elles se donneront elles-mêmes.
» Tout autre joug seroit indigne d'elles. Ré-
» glez vous-mêmes vos taxes. Nous ne vous
» demandons que de vous conformer à notre
» usage dans l'assiète de l'impôt Nous vous
» présenterons l'état de nos besoins; et vous
» assignerez de vous-mêmes la juste propor-
» tion entre vos secours et vos richesses.

« D'ailleurs, exercez votre industrie, com-
» me nous exerçons la nôtre; exercez-la sans
» limites. Mettez à profit les bienfaits de la
» nature et les contrées fécondes que vous
» habitez. Que le fer de vos mines, les laines

» de vos troupeaux, la dépouille des animaux
» sauvages errans dans vos bois, façonnés
» dans vos manufactures, prennent sous vos
» mains une valeur nouvelle. Que vos ports
» soient libres. Allez exposer vos denrées et
» les productions de vos arts dans toutes les
» parties du monde ; allez chercher celles
» dont vous avez besoin. C'est un de nos
» privilèges, qu'il soit aussi le vôtre. L'em-
» pire de l'océan, que nous avons conquis par
» deux siècles de grandeur et de gloire, vous
» appartient comme à nous. Nous serons unis
» par les liens du commerce. Vous nous ap-
» porterez vos productions que nous accepte-
» rons de préférence à celles de tous les autres
» peuples, et nous espérons que vous préfé-
» rerez les nôtres à celles de l'étranger, sans
» toutefois que vous y soyez astreints par au-
» cune loi, que par celle de l'intérêt com-
» mun, et le titre de concitoyens et d'amis.

» Que vos vaisseaux et les nôtres, décorés
» du même pavillon, couvrent les mers, et
» que des deux côtés il s'élève des cris de joie,
» lorsque ces vaisseaux amis se rencontre-
» ront au milieu des déserts de l'océan. Que
» la paix renaisse, que la concorde dure à
» jamais entre nous. Nous concevons enfin

» que la chaîne d'une bienveillance réci-
» proque est la seule qui puisse lier des em-
« pires aussi éloignés, et que tout autre
» principe d'unité seroit injuste et précaire.
» Que sur ce nouveau plan d'une amitié
» éternelle, l'agriculture, l'industrie, les
» loix, les arts, et la première de toutes les
» sciences, celle de faire le plus grand bien
» des états et des hommes, se perfectionnent
» parmi vous. Que le recit de votre bonheur
» appelle autour de vos habitations tous les
» infortunés de la terre. Que les tyrans de
» tous les pays, que tous les oppresseurs,
» ou politiques ou sacrés, sachent qu'il existe
» un lieu dans le monde où l'on peut se déro-
» ber à leurs chaînes ; où l'humanité flétrie
» a relevé sa tête ; où les moissons croissent
» pour le pauvre ; où les loix ne sont plus
» que le garant de la félicité ; où la religion
» est libre et la conscience a cessé d'être
» esclave ; où la nature enfin semble vouloir
» se justifier d'avoir créé l'homme, et le gou-
» vernement si long-tems coupable sur toute
» la terre répare enfin ses crimes. Que l'idée
» d'un pareil asyle épouvante les despotes et
» leur serve de frein : car si le bonheur des
» hommes leur est indifférent, ils sont du

» moins ambitieux et avares, et veulent con-
» server et leur pouvoir , et leur richesses :
» Nous-mêmes , ô nos concitoyens, ô nos
» amis , nous - mêmes nous profiterons de
» votre exemple. Si notre constitution s'al-
» téroit , si la richesse publique corrompoit la
» la cour , et la cour la nation ; si nos rois à
» qui nous avons donné tant d'exemples ter-
» ribles les oublioient enfin; si nous étions
» menacés, nous qui étions un peuple auguste,
» de ne devenir que le plus lâche et le plus vil
» des troupeaux , en nous vendant nous-
» mêmes ; le spectacle de vos vertus et de
» vos loix pourroit nous ranimer. Il rappelle-
» roit à nos cœurs avilis , et le prix et la gran-
» deur de la liberré ; et s'il faut que cet
» exemple devienne impuissant ; s'il faut que
» l'esclavage, suite de la corruption vénale ,
» s'établisse un jour dans ce même pays , qui
» a été inondé de sang pour la cause de la
» liberté ; et où nos pères ont vu les échafauds
» dressés pour les tyrans : alors nous abandon-
» nerons en foule cette terre ingrate livrée au
» despotisme , et nous laisserons le monstre
» régner sur un désert. Vous nous recevrez
» alors en qualité d'amis et de frères. Vous
» partagerez avec nous ce sol , cet air libre

» comme les ames de leurs généreux habitans,
» et graces à vos vertus, nous retrouverons
» encore l'Angleterre et une patrie.

» Voilà, braves concitoyens, et notre espérance et nos vœux. Recevez donc nos sermens, gages d'une si sainte alliance. Invoquons, pour rendre ce traité plus solemnel, invoquons nos ancêtres communs, qui tous ont été animés de l'esprit de liberté comme vous, et n'ont pas craint de mourir pour la défendre. Attestons la mémoire des fondateurs illustres de vos colonies, celle de vos augustes législateurs, du philosophe Locke, qui le premier sur la terre fit un code de tolérance, du vénérable Penn, qui le premier fonda une ville de frères. Les ames de ces grands hommes, qui dans ce moment, sans doute, ont les yeux fixés sur nous, sont dignes de présider à un traité qui doit assurer la paix de deux mondes. Jurons en leur présence, jurons sur ces mêmes armes avec lesquelles vous nous avez combattus, de rester à jamais unis et fidèles; et quand nous aurons prononcé tous ensemble un serment de paix, prenez alors ces mêmes armes, transportez-les dans un dépôt sacré, où les pères les montreront à chaque

» génération nouvelle ; et là, gardez-les fidèlement d'âge en âge pour les tourner un jour contre le premier, soit Anglais, soit Américain, qui osera proposer de rompre cette alliance, également utile, également honorable pour les deux peuples.

A ce discours, j'entends les villes, les hameaux, les campagnes, toutes les rives de l'Amérique Septentrionale retentir des plus vives acclamations, répéter avec attendrissement le nom de leurs frères Anglais, le nom de la mère-patrie. Les feux de la joie succèdent aux incendies de la discorde ; et cependant les nations jalouses de votre puissance restent dans le silence, dans l'étonnement et dans le désespoir.

Votre parlement va s'assembler. Qu'en faut-il espérer ? La raison s'y fera-t-elle entendre ou persévérera t-il dans sa folie ? Sera t-il le défenseur des peuples ou l'instrument de la tyrannie des ministres ? Ses actes seront-ils les décrets d'une nation libre, ou des édits dictés par la cour ? J'assiste aux délibérations de vos chambres. Ces lieux révérés retentissent de harangues pleines de modération et de sagesse. La douce persuasion y paroît couler des lèvres des orateurs les plus distingués. Ils ar-

rachent des larmes. Mon cœur est rempli d'espoir. Tout-à-coup une voix, organe du despotisme et de la guerre suspend cette émotion délicieuse.

» Anglais, s'écrie un déclamateur forcené,
» pouvez-vous balancer un moment ? ce
» sont vos droits, vos intérêts le plus importans ; c'est la gloire de votre nom qu'il
» faut défendre. Ces grands biens ne sont
» pas attaqués par une puissance étrangère.
» Un ennemi domestique les menace. Le
» danger est plus grand, l'outrage est plus
» sensible.

» Entre deux peuples rivaux et armés pour
» des prétentions mutuelles, la politique
» peut quelquefois suspendre les combats.
» Contre des sujets rebelles, la plus grande
» faute est la lenteur, toute modération est
» foiblesse. L'étendard de la révolte fut levé
» par l'audace, qu'il soit déchiré par la force.
» Tombe, tombe sur les mains qui l'ont
» déployé, le glaive de la justice. Hâtons-
» nous. Pour étouffer les révolutions, il est
» un premier moment qu'il faut saisir. Ne
» donnons pas aux esprits étonnés, le tems
» de s'accoutumer à leur crime ; aux chefs,
» le tems d'affermir leur pouvoir ; au peu-

» ple, celui d'apprendre à obéir à de nou-
» veaux maîtres. Le peuple, dans la révolte,
» est presque toujours entraîné par un mou-
» vement étranger. Ni sa fureur, ni sa haine,
» ni son amour ne lui appartiennent. On
» lui donne ses passions comme ses armes.
» Déployons à ses yeux la force et la ma-
» jesté de l'empire Britannique. Il va tomber
» à nos pieds ; il passera en un instant de
» la terreur au remords ; du remords à l'o-
» béissance. S'il faut user de la sévérité des
» armes, point de ménagement. Dans la
» guerre civile, la pitié est la plus fausse
» des vertus. Le glaive une fois tiré ne doit
» plus s'arrêter que par la soumission. C'est
» à eux désormais à répondre au ciel et à
» la terre de leurs propres malheurs. Songez
» qu'une sévérité passagère, dans ces con-
» trées rebelles, doit nous assurer l'obéis-
» sance et la paix pour des siècles.

» Pour suspendre nos coups, pour désarmer
» nos bras, on nous dit, on nous répète
» que ce pays est peuplé de nos concitoyens
» de nos amis, de nos frères. Quoi, invo-
» quer en leur faveur des noms qu'ils ont
» outragés, des liens qu'ils ont rompus !
» Ces noms, ces liens sacrés sont ce qui les

» accuse et qui les rend coupables. Depuis » quand ces titres si révérés n'imposent-ils » des devoirs qu'à nous ? Depuis quand des » enfans rebelles ont-ils le droit de s'armer » contre leur mère, de lui ravir son héri- » tage, de déchirer son sein ? Ils parlent de » liberté. Je respecte ce nom comme eux : » mais cette liberté est-elle de l'indépendance? » Est-elle le droit de renverser une législa- » tion établie et fondée depuis deux siècles ? » Est-elle le droit d'usurper tous les nô- » tres ? Ils parlent de liberté ; et moi je » parle de la suprématie et de la puissance » souveraine de l'Angleterre.

» Quoi, s'ils avoient à former quelques » plaintes, s'ils refusoient de porter avec » nous une foible portion du fardeau qui » nous accable, et de s'associer à nos charges » comme nous les asssocions à notre gran- » deur, n'avoient-ils d'autre voie que celle » de la révolte et des armes ! On les ap- » pelle nos concitoyens et nos amis ; et moi » je ne vois en eux que les persécuteurs et » les ennemis les plus cruels de notre patrie. » Nous avons des ancêtres communs ; oui, » sans doute : mais ces respectables aïeux, » je les évoque moi-même avec confiance.

» Si leurs ombres pouvoient reprendre ici
» leur place, leur indignation égaleroit la
» nôtre. Avec quel courroux ces vertueux ci-
» toyens entendroient que ceux de leurs des-
» cendans qui se sont fixés au-delà des mers,
» n'ont pas plutôt senti leurs forces, qu'ils
» en ont fait le coupable essai contre leur
» patrie ; qu'ils se sont armés contre elle
» de ses propres bienfaits ? Oui tous, jusqu'à
» cette secte pacifique à qui son fondateur
» inspira le devoir de ne jamais tremper ses
» mains dans le sang ; eux qui ont respecté
» les jours et les droits des peuples sauva-
» ges ; eux qui par enthousiasme de l'huma-
» nité ont brisé les fers de leurs esclaves :
» aujourd'hui également infidèles à leur pays
» et à leur religion, ils arment leurs mains
» pour le carnage ; et c'est contre vous. Ils
» traitent tous les hommes de frères ; et vous,
» vous seuls de tous les peuples êtes exclus
» de ce titre. Ils ont appris au monde que
» les sauvages Américains, que les nègres de
» l'Afrique leur sont désormais moins étran-
» gers que les citoyens de l'Angleterre.

» Armez-vous. Vengez vos droits offensés.
» Vengez votre grandeur trahie. Déployez
» cette puissance qui se fait redouter dans

» l'Europe, dans l'Afrique et dans l'Inde,
» qui a si souvent étonné l'Amérique elle-
» même; et puisqu'entre un peuple souve-
» rain et le sujet qui se révolte, il n'y a
» plus désormais d'autre traité que la force,
» que la force décide. Conservez, reprenez
» cet univers qui vous appartient, et que
» l'ingratitude et l'audace veulent vous ravir «.

XLIV. *L'Angleterre se détermine à réduire ses colonies par la force.*

Les sophismes d'un rhéteur véhément, appuyés par l'influence du trône et par l'orgueil national, étouffent dans la plupart des représentants du peuple le desir d'un arrangement pacifique. Les résolutions nouvelles ressemblent aux résolutions primitives. Tout y porte même d'une manière plus décidée l'empreinte de la férocité et du despotisme. On lève des armées; on équipe des flottes. Les généraux, les amiraux font voile vers le Nouveau-Monde, avec des ordres, avec des projets destructifs et sanguinaires. Il n'y a qu'une soumission sans réserve qui puisse prévenir ou arrêter le ravage ordonné contre les colonies.

Jusqu'à cette époque mémorable, les Américains

ricains s'étoient bornés à une résistance que les loix Anglaises, elles-mêmes, autorisoient. On ne leur avoit vu d'ambition que celle d'être maintenus dans les droits très-limités dont ils avoient toujours joui. Les chefs même, auxquels on pourroit supposer des idées plus étendues, n'avoient encore osé parler à la multitude que d'un accomodement avantageux. En allant plus loin, ils auroient craint de perdre la confiance des peuples attachés par habitude à un empire sous les aîles duquel ils avoient prospéré. Le bruit des grands préparatifs qui se faisoient dans l'ancien hémisphère pour mettre dans les fers ou pour incendier le nouveau, étouffa ce qui pouvoit rester d'affection pour le gouvernement primitif. Il ne s'agissoit plus que de donner de l'énergie aux esprits. Ce fut l'effet que produisit un ouvrage, intitulé *le Sens commun.* Nous allons représenter ici le fond de sa doctrine sans nous astreindre précisément à la forme qu'il a suivie.

Jamais, disoit l'auteur de cet écrit célèbre, jamais un intérêt plus grand n'a occupé les nations. Ce n'est pas celui d'une ville ou d'une province, c'est celui d'un continent immense et d'une grande partie du globe.

Ce n'est pas l'intérêt d'un jour, c'est celui des siècles. Le présent va décider d'un long avenir et plusieurs centaines d'années après que nous ne serons plus, le soleil en éclairant cet hémisphère, éclairera ou notre honte ou notre gloire. Long-tems nous avons parlé de réconciliation et de paix : tout est changé. Dès qu'on a pris les armes, dès que la première goutte de sang a coulé, le tems des discussions n'est plus. Un jour a fait naître une révolution. Un jour nous a transportés dans un siècle nouveau.

Des ames timides, des ames qui mesurent l'avenir par le passé, croient que nous avons besoin de la protection de l'Angleterre. Elle peut être utile à une colonie naissante ; elle est devenue dangereuse pour une nation déjà formée. L'enfance a besoin d'être soutenue ; il faut que la jeunesse marche libre et avec la fierté qui lui convient. De nation à nation ainsi que d'homme à homme, qui peut avoir la force et le droit de me protéger, peut avoir la force et la volonté de me nuire. Je renonce à un protecteur, pour n'avoir point à redouter un maître.

En Europe, les peuples sont trop pressés pour que cette partie du globe jouisse d'une

paix constante. Les intérêts des cours et des nations s'y heurtent et s'y choquent sans cesse. Amis de l'Angleterre, nous sommes forcés d'avoir tous ses ennemis. Cette alliance portera pour dot à l'Amérique une guerre éternelle. Séparons-nous, séparons-nous. La neutralité, le commerce et la paix : voilà les fondemens de notre grandeur.

L'autorité de la Grande-Bretagne sur l'Amérique doit tôt ou tard avoir une fin. Ainsi le veulent la nature, la nécessité et le tems. Le gouvernement Anglais ne peut donc nous donner qu'une constitution passagère ; et nous ne léguerons à notre postérité qu'un état incertain, des dissentions et des dettes. Si nous voulons assurer son bonheur, séparons-nous. Si nous sommes pères, si nous aimons nos enfans, séparons-nous. Des loix et la liberté, voilà l'héritage que nous leur devons.

L'Angleterre est trop éloignée de nous pour nous gouverner. Quoi, toujours traverser deux milles lieues pour demander des loix, pour réclamer justice, pour nous justifier de crimes imaginaires, pour solliciter avec bassesse la cour et les ministres d'un climat étranger ! Quoi, attendre pendant des années chaque réponse, et si trop souvent encore c'étoit

l'injustice qu'il fallût ainsi chercher à travers l'océan ! Non, pour un grand état, il faut que le centre et le siège du pouvoir soient dans l'état même. Il n'y a que le despotisme de l'Orient qui ait pu accoutumer les peuples à recevoir ainsi leurs loix de maîtres éloignés ou de pachas qui représentent des tyrans invisibles. Mais ne l'oubliez pas, plus la distance augmente, plus le despotisme s'appesantit ; et les peuples alors privés de presque tous les avantages du gouvernement, n'en ont plus les malheurs et les vices.

La nature n'a pas créé un monde pour le soumettre aux habitans d'une isle dans un autre univers. La nature a établi des loix d'équilibre qu'elle suit par-tout, dans les cieux comme sur la terre. Par la loi des masses et des distances, l'Amérique ne peut appartenir qu'à elle-même.

Point de gouvernement sans une confiance mutuelle, entre celui qui commande et celui qui obéit. C'en est fait, ce commerce est rompu ; il ne peut renaître. L'Angleterre a trop fait voir qu'elle vouloit nous commander comme à des esclaves ; l'Amérique, qu'elle sentoit également et ses droits et ses forces. Chacune a trahi son secret. Dès ce moment

plus de traité. Il seroit signé par la haine et la défiance, la haîne qui ne pardonne pas, la défiance qui de sa nature est irréconciliable.

Voulez-vous savoir quel seroit le fruit d'un accommodement? votre ruine. Vous avez besoin de loix ; vous ne les obtiendrez pas. Qui vous les donneroit ? La nation Anglaise ? Elle est jalouse de votre accroisement. Le roi ? Il est votre ennemi. Vous-même, dans vos assemblées ? Ne vous souvenez-vous plus que toute législation est soumise au droit négatif du monarque qui veut vous subjuguer ? Ce droit seroit un droit terrible sans cesse armé contre vous. Formez des demandes ; elles seront éludées. Formez des plans de grandeur et de commerce ; ils deviendront pour la métropole un objet d'effroi. Votre gouvernement ne sera plus qu'une guerre sourde, celle d'un ennemi qui veut détruire sans combattre ; ce sera dans l'ordre politique un assassinat lent et caché, qui fait naître la langueur, prolonge et nourrit la foiblesse, et par un art meurtrier empêche également de vivre et de mourir. Soumettez-vous à l'Angleterre : voilà votre sort.

Nous avons droit de prendre les armes. Nos droits sont la nécessité, une juste défense, nos

malheurs, ceux de nos enfans, les excès commis contre nous. Nos droits sont notre titre auguste de nation. C'est au glaive à nous juger. Le tribunal de la guerre est désormais le seul tribunal qui existe pour nous. Eh bien, puisqu'il faut combattre, que ce soit du moins pour une cause qui en soit digne, et qui nous paie et de nos trésors et de notre sang. Quoi, nous exposerons-nous à voir nos villes détruites, nos campagnes ravagées, nos familles tombant sous le glaive, pour parvenir à conclure un accommodement; c'est-à-dire pour mendier de nouvelles chaînes, pour cimenter nous-mêmes l'édifice de notre esclavage ? Quoi, ce sera à la lueur des incendies; ce sera sur la tombe de nos pères, de nos enfans, de nos femmes que nous signerons un traité avec nos oppresseurs ! et tout couverts de notre sang, ils daigneront nous pardonner ! Ah, nous ne serions plus alors qu'un vil objet d'étonnement pour l'Europe, d'indignation pour l'Amérique, de mepris même pour nos ennemis. Si nous pouvons leur obéir, nous n'avons pas eu le droit de combattre. La liberté seule peut nous absoudre. La liberté, et une liberté entière, est le seul but digne de nos travaux et de nos dangers. Que dis-je ? Dès ce moment

elle nous appartient. C'est dans les plaines sanglantes de Lexington que nos titres sont écrits ; c'est là que l'Angleterre a déchiré de sa main le contrat qui nous unissoit à elle. Oui. Au moment où l'Angleterre a tiré le premier coup de fusil contre nous, la nature elle-même nous a proclamés libres et indépendans.

Profitons du bienfait de nos ennemis. La jeunesse des nations est l'âge le plus favorable à leur indépendance. C'est le tems de l'énergie et de la vigueur. Nos ames ne sont point encore entourées de cet appareil de luxe qui sert d'ôtage à la tyrannie. Nos bras ne se sont point énervés dans les arts de la mollesse. On ne voit point dominer parmi nous cette noblesse qui, par sa constitution même, est l'alliée nécessaire des rois ; qui n'aime la liberté, que lorsqu'elle en peut faire un moyen d'oppression ; cette noblesse avide de droits et de titres, pour qui dans les tems de révolution et de crise, le peuple n'est qu'un instrument, pour qui le pouvoir suprême est un corrupteur tout prêt.

Vos colonies sont formées d'hommes simples et courageux, d'hommes laborieux et fiers, propriétaires à la fois et cultivateurs de leurs

terres. La liberté est leur premier besoin. Les travaux rustiques les ont d'avance endurcis à la guerre. L'enthousiasme public fera éclore des talens inconnus. C'est dans les révolutions que les ames s'agrandissent, que les héros se montrent et prennent leur place. Rappellez-vous la Hollande, et cette foule d'hommes extraordinaires que fit naître la querelle de sa liberté : voilà votre exemple. Rappellez-vous ses succès ; voilà votre présage.

Que notre premier pas soit de nous former une constitution qui nous unisse. Le moment est venu. Plus tard, elle seroit abandonnée à un avenir incertain et aux caprices du hasard. Plus nous acquerrons d'hommes et de richesses, plus il s'élevera des barrières entre nous. Comment concilier alors tant d'intérêts et de provinces ? Il faut pour une pareille union que chaque peuple sente à la fois, et sa foiblesse, et la force de tous. Il faut de grands malheurs ou de grandes craintes. C'est alors qu'entre les peuples, comme entre les hommes, naissent ces amitiés vigoureuses et profondes qui associent les ames avec les ames et les intérêts avec les intérêts. C'est alors qu'un seul esprit errant de toute part, forme le génie des états, et que toutes les forces dispersées devien-

nent en se rapprochant, une force unique et terrible. Grace à nos persécuteurs, nous sommes à cette époque. Si nous avons du courage, c est pour nous celle du bonheur. Peu de nations ont saisi le moment favorable pour se faire un gouvernement. Une fois échappé, ce moment ne revient plus ; et l'on en est puni pendant des siécles par l'anarchie ou l'esclavage. Qu'une pareille faute ne nous prépare point de pareilles regrets. Ils en seroient impuissants.

Emparons-nous d'un moment unique pour nous. Il est en notre pouvoir de former la plus belle constitution qu'il y ait jamais eu parmi les hommes. Vous avez lu dans vos livres sacrés l'histoire du genre-humain enseveli sous une inondation générale du globe. Une seule famille survécut, et fut chargée par l'être suprême de renouveller la terre. Nous sommes cette famille. Le despotime a tout inondé, et nous pouvons renouveller le monde une seconde fois.

Nous allons, dans ce moment, décider du sort d'une race d'hommes plus nombreuse peut-être que tous les peuples de l'Europe ensemble. Attendrons-nous que nous soyons la proie d'un conquérant, et que l'espérance de l'univers soit détruite ? Imaginons-nous que

toutes les générations du monde à venir ont dans ce moment les yeux fixés sur nous, et nous demandent la liberté. Nous allons fixer leur destin. Si nous les trahissons, une jour elles se promeneront avec leurs fers sur nos tombeaux et les chargeront peut-être d'imprécations.

Souvenez-vous d'un écrit qui a paru parmi vous, et qui avoit pour devise ces mots : S'UNIR OU MOURIR.

Unissons nous, et commençons par déclarer notre INDÉPENDANCE. Elle seule peut effacer le titre de sujets rebelles que nos insolens oppresseurs osent nous donner. Elle seule peut nous faire remonter à la dignité qui nous est due, nous assurer des alliés parmi les puissances, imprimer le respect même à nos ennemis; et si nous traitons avec eux, nous donner le droit de traiter avec la force et la majesté qui conviennent à une nation.

Mais je le répète. Hâtons-nous. Notre incertitude fait notre foiblesse. Osons être libres, et nous le sommes. Prêts à franchir ce pas, nous reculons. Nous nous observons tous avec une curiosité inquiète. Il semble que nous soyons étonnés de notre audace, et que notre courage nous épouvante. Mais ce n'est

plus le tems de calculer. Dans les grandes affaires où il n'y a qu'un grand parti à prendre, trop de circonspection cesse d'être prudence. Tout ce qui est extrême demande une résolution extrême. Alors les démarches les plus hardies sont les plus sages ; et l'excès de l'audace même devient le moyen et le garant du succès.

XLV. *Les colonies rompent les liens qui les unissoient à l'Angleterre, et s'en déclarent indépendantes.*

Tel étoit le fond des sentimens et des idées répandues dans cet ouvrage. Ils affermirent dans leurs principes les esprits hardis qui depuis long-tems demandoient qu'on se détachât entiérement de la métropole. Les citoyens timides, qui jusqu'alors avoient chancelé, se décidèrent enfin pour ce grand déchirement. Le vœu pour l'indépendance eut assez de partisans pour que le 4 juillet 1776, le congrés général se déterminât à la prononcer.

Que n'ai-je reçu le génie et l'éloquence des célèbres orateurs d'Athènes et de Rome ! Avec quelle grandeur, avec quel enthousiasme ne parlerois-je pas des hommes généreux qui, par leur patience, leur sagesse et leur courage, élèverent ce grand édifice ? Hancok

Franklin, les deux Adams furent les plus grands acteurs dans cette scène intéressante : mais ils ne furent pas les seuls. La postérité les connoîtra tous. Leurs noms fameux lui seront transmis par une plume plus heureuse que la mienne. Le marbre et le bronze les montreront aux siècles les plus reculés. En les voyant, l'ami de la liberté sentira ses yeux se remplir de larmes délicieuses, son cœur tressaillir de joie. On a écrit au-dessous du buste de l'un d'eux : IL ARRACHA LA FOUDRE AU CIEL ET LE SCEPTRE AUX TYRANS. Tous partageront avec lui les derniers mots de cet éloge.

Contrée héroïque, mon âge avancé ne me permet pas de te visiter. Jamais je ne me verrai au milieu des respectables personnages de ton aréopage. Jamais je n'assisterai aux délibérations de ton congrès. Je mourrai sans avoir vu le séjour de la tolérance, des mœurs, des loix, de la vertu, de la liberté. Une terre franche et sacrée ne couvrira pas ma cendre : mais je l'aurai desiré ; et mes dernières paroles seront des vœux adressés au ciel pour ta prospérité.

Quoique l'Amérique fût assurée de l'approbation universelle, elle crut devoir exposer aux yeux des nations les motifs de sa conduite.

duite. Elle publia son manifeste, et on y lut: que l'histoire de la nation Anglaise et de son roi n'offrira à l'avenir qu'elle entretiendra d'eux et de nous, qu'un tissu d'outrages et d'usurpations qui tendoient également à l'établissement d'une tyrannie absolue dans ces provinces.

Elle dira que son monarque a refusé son consentement aux loix les plus salutaires et les plus nécessaires au bien public.

Qu'il a transféré les assemblées dans des lieux incommodes, éloignés des archives, pour amener plus aisément les députés à ses vues.

Qu'il a plusieurs fois dissous la chambre des représentans, parce qu'on y défendoit avec fermeté les droits des peuples.

Qu'il a laissé, après cette dissolution, les états trop long-tems sans représentans, et par conséquent exposés aux inconvéniens résultant du défaut d'assemblée.

Qu'il s'est efforcé d'arrêter la population, en rendant la naturalisation des étrangers difficile, et en vendant trop cher les terreins dont il accordoit la propriété.

Qu'il a trop mis les juges dans sa dépendance, en statuant qu'ils ne tiendroient que de lui, et leurs offices, et leurs salaires.

Qu'il a créé des places nouvelles et rempli ces régions d'une multitude d'employés qui dévoroient notre substance et troubloient notre tranquillité.

Qu'il a maintenu, en pleine paix, au milieu de nous des forces considérables, sans le consentement du pouvoir législatif.

Qu'il a rendu le pouvoir militaire indépendant de la loi civile et même supérieur à elle.

Qu'il a tout combiné avec des hommes pervers, pour loger dans nos maisons des gens de guerre armés, et les mettre à couvert des peines dues aux meurtres qu'ils pourroient commettre en Amérique ; pour détruire notre commerce dans toutes les parties du globe ; pour nous imposer des taxes sans notre aveu ; pour nous priver, dans plusieurs cas, de nos jugemens par jurés ; pour nous transporter et nous faire juger au-delà des mers ; pour nous enlever nos chartes, supprimer nos meilleurs loix, altérer le fond et la forme de notre gouvernement ; pour suspendre notre propre législation et pouvoir nous donner d'autres loix.

Qu'il a lui-même abdiqué son gouvernement dans les provinces Américaines, en nous déclarant déchus de sa protection et en nous faisant la guerre.

Qu'il a fait ravager nos côtes, détruire nos ports, brûler nos villes, massacrer nos peuples.

Qu'il a forcé nos concitoyens, faits prisonniers en pleine mer, à porter les armes contre leur patrie, à devenir les bourreaux de leurs amis et de leurs frères, ou à périr eux-mêmes par des mains si chères.

Qu'il a excité parmi nous des divisions intestines, et qu'il s'est efforcé de soulever contre nos paisibles habitans les sauvages barbares, accoutumés à tout massacrer, sans distinction de rang, de sexe et d'âge.

Que dans ce moment il arrivoit sur nos plages des armées mercenaires et étrangères, chargées de consommer l'ouvrage de la désolation et de la mort.

Et qu'un prince, dont le caractère fut ainsi marqué par tous les traits de la tyrannie, n'étoit pas fait pour gouverner un peuple libre.

Une démarche qui rompoit des nœuds formés par le sang, par la religion et par l'habitude, devoit être soutenue par un grand concert de volontés, par des mesures sages et vigoureuses. Les Etats-Unis de l'Amérique se donnèrent une constitution fédérative qui

ajoutoit aux avantages intérieurs du gouvernement républicain toute la force extérieure de la monarchie.

Chaque province eut une assemblée formée par les représentans des divers districts, et en qui résidoit la puissance législative. Son président eut le pouvoir exécutif. Ses droits et ses obligations étoient d'écouter tous les citoyens; de les convoquer lorsque les circonstances le demanderoient; de pourvoir à l'armement et à la subsistance des troupes, et d'en concerter avec leurs chefs les opérations. Il fut mis à la tête d'un comité secret qui devoit entretenir des liaisons suivies avec le congrès général. Le tems de sa gestion fut borné à deux ans, mais les loix permettoient de le prolonger.

Les provinces ne devoient pas compte de leur administration au grand conseil de la nation, quoique composé des députés de toutes les colonies. La supériorité du congrès général sur les congrès particuliers se bornoit à ce qui étoit du ressort de la politique et de la guerre.

Mais quelques personnes ont jugé que l'institution de ce corps n'étoit pas aussi bien combinée que la législation des provinces. Il

semble en effet que des états fédératifs, qui sortent de la condition de sujets pour s'élever à l'indépendance, ne peuvent sans péril confier à leurs délégués le pouvoir illimité de faire la guerre et la paix. Car ceux-ci, s'ils étoient ou infidèles ou peu éclairés, pourroient remettre l'état entier dans les fers dont il cherche à s'échapper. Il semble que dans ces momens de révolution la volonté publique ne sauroit être trop connue, trop littéralement prononcée. Sans doute, il est nécessaire, dit-on, que toutes les démarches, toutes les opérations qui concourent à l'attaque et à la défense commune, soient décidées par les représentans communs du corps de l'état; mais la continuation de la guerre, mais les conditions de la paix devroient être délibérées dans chaque province, et les délibérations transmises au congrès par les députés qui soumettroient l'avis de leurs provinces à la pluralité. On ajoute enfin que si dans les gouvernemens affermis, il est bon que le peuple se repose avec confiance sur la sagesse de son sénat, dans un état où la constitution se forme, où le peuple, encore incertain de son sort, redemande sa liberté les armes à la main, il

faut que tous les citoyens soient sans cesse au conseil, à l'armée, dans la place publique, et qu'ils aient les yeux toujours ouverts sur les représentans à qui ils ont confié leur destinee.

Quoique ces principes soient vrais en général, on peut cependant répondre qu'il étoit peut-être difficile de les appliquer à la nouvelle république formée par les Américains. Il n'en est point d'elle comme des républiques fédératives que nous voyons en Europe, je veux dire la Hollande et la Suisse, qui n'occupent qu'un terrein de peu d'étendue, et où il est aisé d'établir une communication rapide entre toutes les provinces. On peut dire la même chose des confédérations de l'ancienne Grèce. Ces états étoient placés à peu de distance les uns des autres, presque resserrés dans les bornes du Péloponnèse ou dans l'enceinte d'un étroit archipel. Mais les Etats-Unis d'Amérique, semés sur un continent immense; occupant dans le Nouveau-Monde un espace de près de quinze degrés; séparés par des déserts, des montagnes, des golfes et par une vaste étendue de côtes, ne peuvent jouir de cette prompte communication. Si le congrès ne pouvoit rien

décider sur les intérêts politiques sans les délibérations particulières de chaque province ; si à chaque occasion un peu importante, à chaque événement imprévu, il falloit de nouveaux ordres et, pour ainsi dire, un nouveau pouvoir aux représentans, ce corps resteroit sans activité. Les distances à franchir, les longueurs et la multitude des débats trop souvent pourroient nuire au bien général.

D'ailleurs ce n'ést jamais dans la naissance d'une constitution et au milieu des grandes fermentations de la liberté, que l'on doit craindre qu'un corps de représentans trahisse, par corruption ou par foiblesse, les intérêts qui lui sont confiés. C'est plutòt dans un pareil corps que l'esprit général et s'exalte et s'enflamme. C'est là que réside, dans sa vigueur, le génie de la nation. Choisis par l'estime de leurs concitoyens, choisis dans un tems où toute fonction publique est un danger et tout suffrage est un honneur ; placés à la tête de ceux qui composeront à jamais cet aréopage célèbre, et par-là même naturellement portés à regarder la liberté publique comme leur ouvrage, ils doivent avoir l'enthousiasme des fondateurs

qui mettent leur orgueil à graver pour les siècles leur nom sur le frontispice d'un monument auguste qui s'élève. Les craintes que les partisans du système contraire pourroient avoir sur cet objet, paroissent donc mal fondées.

Je dirai plus. Il pourroit se faire qu'un peuple qui combat pour sa liberté, fatigué d'une lutte longue et pénible, et plus frappé des dangers du moment que du bonheur de l'avenir, sentît affoiblir son courage, et fût tenté peut-être de préférer un jour la dépendance et la paix à une indépendance orageuse, et qui coûte des périls et du sang. C'est alors qu'il seroit avantageux à ce peuple de s'être démis lui-même du pouvoir de faire la paix avec ses oppresseurs, et d'avoir déposé ce droit dans les mains du sénat qu'il a choisi pour servir d'organe à sa volonté, quand cette volonté étoit libre, fière et courageuse. Il semble lui avoir dit au moment où il l'institua. Je lève l'étendard de la guerre contre mes tyrans. Si mon bras se lassoit de combattre, si je pouvois m'avilir jusqu'à implorer le repos, soutiens-moi contre ma foiblesse. N'écoute pas des vœux indignes de moi que je désavoue d'avance; et ne pre-

nonce le nom de paix que quand ma chaîne sera brisée.

En effet, si l'on consulte l'histoire des républiques, on verra que la multitude a presque toujours l'impétuosité et la chaleur du premier moment : mais que ce n'est que dans un petit nombre d'hommes, choisis et faits pour servir de chefs, que résident ces résolutions constantes et vigoureuses qui marchent d'un pas ferme et assuré vers un grand but, ne se détournent jamais, et combattent avec opiniâtreté les malheurs, la fortune et les hommes.

XLVI. *La guerre commence entre les Etats-Unis et l'Angleterre.*

Quoi qu'il en soit, et quelque parti qu'on prenne sur cette discussion politique, les Américains n'avoient pas encore créé leur système de gouvernement, lorsque dans le mois de mars Hopkins enlevoit de l'isle Anglaise de la Providence une très-nombreuse artillerie et d'abondantes munitions de guerre; lorsqu'au commencement de mai, Carleton chassoit du Canada les provinciaux occupés à réduire Quebec pour achever la conquête de cette grande possession ; lorsqu'en juin, Clinton et

Paker étoient si vigoureusement repoussés sur les côtes de l'Amérique Méridionale. De plus grandes scènes suivirent la déclaration de l'indépendance.

Howe avoit remplacé le foible Gage. C'étoit même le nouveau général qui avoit évacué Boston. Reçu le 2 avril à Hallifax, il en étoit parti le 10 juin pour se porter sur la petite isle des Etats. Les forces de terre et de mer qu'il attendoit, l'y joignirent successivement; et le 28 août, il débarqua sans opposition à l'Isle-Longue, sous la protection d'une flotte commandée par l'amiral son frère. Les Américains ne montrèrent pas beaucoup plus de vigueur dans l'intérieur des terres que sur le rivage. Après une médiocre résistance et d'assez grandes pertes, ils se réfugièrent dans le continent avec une facilité qu'un vainqueur qui auroit su profiter de ses avantages ne leur auroit pas donnée.

Les nouveaux républicains abandonnèrent la ville de New York beaucoup plus facilement encore qu'ils n'avoient évacué l'Isle-Longue : et ils se replièrent sur Kingsbrige ou le Pont du Roi, où tout paroissoit disposé pour une résistance opiniâtre.

Si les Anglais avoient suivi leurs premiers

succès avec la vivacité qu'exigeoient les circonstances, les nouvelles levées qu'on leur opposoit auroient été infailliblement dispersées ou réduites à mettre bas les armes. On leur laissa six semaines pour se rassurer ; et elles n'abandonnèrent leurs retranchemens que dans la nuit du premier au second novembre, lorsque les mouvemens qui se faisoient sous leurs yeux les convainquirent que leur camp alloit être enfin attaqué.

Leur chef, Wasington, n'avoit pas voulu confier la destinée de sa patrie à une action, qui auroit pu, qui naturellement auroit dû être décisive contre les grands intérêts qui lui étoient confiés. Il savoit que les délais toujours favorables à l'habitant d'une contrée, sont toujours funestes à l'étranger. Cette conviction le détermina à se replier sur le Jersey, avec le projet de traîner la guerre en longueur. Favorisé par l'hiver, par la connoissance du pays, par la nature du terrein qui ôtoit à la discipline une partie de ses avantages, il pouvoit se flatter de couvrir la plus grande partie de cette fertile province, et de tenir l'ennemi éloigné de la Pensilvanie. Tout-à-coup, il voit ses drapeaux abandonnés par des soldats dont l'engagement n'étoit que pour

six ou même pour trois mois ; et d'une armée de vingt-cinq mille hommes, à peine lui en reste-t-il deux mille cinq cens avec lesquels il est trop heureux de pouvoir se sauver au-delà de la Delaware.

Sans perdre un moment, les troupes royales devoient passer la rivière à la suite de ce petit nombre de fugitifs et achever de les disperser. Si les cinq mille hommes destinés à la conquête de Rhode-Island l'avoient remontée sur les navires qui les portoient, la jonction des deux corps se seroit faite sans opposition dans Philadelphie même ; et la nouvelle république étoit étouffée dans la ville célèbre et intéressante qui lui avoit servi de berceau.

Peut-être reprocha-t-on dans le tems, au général Anglais d'avoir été timide et trop circonspect dans les opérations de la campagne. Ce qui est certain, c'est qu'il fut téméraire dans la distribution de ses quartiers d'hiver. Il les prit, comme s'il ne fût pas resté en Amérique un seul individu qui eût eu ou la volonté ou le pouvoir de les inquiéter.

Cette présomption enhardit les milic[illegible] de la Pensilvanie, du Maryland, de la Virg[illegible], accourues et réunies pour leur salut commun.

Le 25 décembre, elles traversent la Delaware et fondent inopinément sur Trenton, occupé par quinze cens des douze mille Hessois, si lâchement vendus à la Grande-Bretagne par leur avare maître. Ce corps est massacré, pris ou dispersé tout entier. Huit jours après, trois régimens Anglais sont également chassés de Princeton : mais après avoir mieux soutenu leur réputation que les troupes étrangères à leur solde. Ces événemens inattendus réduisent les ennemis de l'Amérique dans le Jersey, aux postes d'Amboy et de Brunswick : encore y sont-ils très-harcelés durant le reste de la mauvaise saison. L'effet des grandes passions et des grands dangers est souvent d'étonner l'ame et de la jetter dans une sorte d'engourdissement qui la prive de l'usage de ses forces. Peu-à-peu, elle revient à elle-même, et se reconnoît. Toutes ses facultés suspendues un moment, se développent avec plus de vigueur. Elle tend tous ses ressorts, et sa force se met au niveau de sa situation. Dans une grande multitude, quelques-uns éprouvent d'abord cet effet, et il se communique rapidement à tous. Cette révolution s'étoit opérée dans les états confédérés. Il en sortoit de toutes parts des hommes armés.

La campagne de 1777 s'ouvre très-tard. L'armée Anglaise, désespérant de se tracer par le Jersey une route en Pensilvanie, s'embarque enfin le 23 juillet, et atteint par la baie de Chesapeak une contrée qu'on pouvoit reprocher à ses généraux de n'avoir pas envahie l'année précédente. Sa marche n'est pas interrompue jusqu'à Brandiswine. Là, elle attaque, elle bat les Américains le 11 septembre, et arrive le 30 à Philadelphie, abandonnée le 25 par le congrès, et quelques jours plutôt ou plus tard par le plus grand nombre de ses habitans.

Cette conquête n'a aucune suite. Le vainqueur ne voit autour de lui que haine, que dévastation. Resserré dans un espace très-circonscrit, il rencontre des obstacles insurmontables pour s'étendre sur un territoire inculte. Son or même ne lui fait pas trouver des ressources dans les districts voisins; et ce n'est qu'au travers des mers, que peuvent lui arriver ses subsistances. L'ennui d'une prison qui dure depuis neuf mois, le détermine à regagner New-York par le Jersey; et sous le commandement de Clinton, successeur de Howe, il exécute cette longue et périlleuse retraite avec moins de perte qu'un

ennemi plus exprimenté ne lui en auroit causée.

Tandis que les Anglais languissoient en Pensilvanie, une grande scène s'ouvre dans les contrées plus septentrionales de l'Amérique. Carleton avoit chassé au mois de mai 1776, les provinciaux du Canada, et détruit en octobre les bâtimens de guerre qu'ils avoient construits sur le lac Champlain. Ce succès conduisit Bourgoyne à Ticonderagö au mois de juillet l'année suivante. A son approche, une garnison de quatre mille hommes abandonna ce poste important, avec perte de son artillerie, de ses munitions, de son arrière-garde.

Le général Anglais étoit naturellement présomptueux. Une foiblesse si marquée accrut son audace. Il avoit conçu le dessein de réunir les troupes du Canada à celles de New-York par les rives de l'Hudson. Ce projet étoit grand et hardi. S'il eût réussi, il coupoit en deux l'Amérique Septentrionale et peut-être il terminoit la guerre. Mais pour le succès, il auroit fallu que pendant qu'une armée descendoit le fleuve, l'autre armée le remontât. Cette combinaison ayant manqué, Bourgoyne devoit sentir dès les premiers pas, que son

entreprise étoit chimérique. A chaque marche, elle le devenoit davantage. Ses communications s'alongeoient ; ses vivres diminuoient ; les Américains reprenant courage se rassembloient de toutes parts autour de lui. Enfin ce malheureux corps d'armée se trouva enveloppé le 13 octobre à Saratoga ; et les nations apprirent avec étonnement que six mille soldats des mieux disciplinés de l'ancien hémisphère avoient mis les armes bas devant les agriculteurs du nouveau, conduits par l'heureux Gâtes. Ceux qui se rappelloient que les Suédois de Charles XII jusqu'alors invincibles avoient capitulé devant les Russes encore barbares, n'accusoient pas les troupes Anglaises, et blâmoient seulement l'imprudence de leur général.

Cet événement, si décisif au jugement de nos politiques, n'eut pas plus de suite que n'en avoient eu les actions moins favorables aux armes Américaines. Après trois ans de combats, de dévastations, de massacres, l'état des choses ne se trouva guère différent de ce qu'il étoit quinze jours après les premières hostilités. Tâchons de démêler les causes de cette étrange singularité.

XLVII. *Pourquoi les Anglais ne sont point parvenus à soumettre les provinces confédérées.*

D'abord la Grande-Bretagne, accoutumée aux orages dans son propre pays, ne vit pas dans la tempête qui s'élevoit sur ses possessions éloignées tout ce qu'elle pouvoit avoir de dangereux. Depuis long-tems ses troupes étoient insultées dans Boston ; il s'étoit formé dans la province de Massachuset une autorité indépendante de la sienne ; les autres colonies se disposoient à suivre cet exemple, sans que l'administration se fut sérieusement occupée de ces grands objets. Lorsqu'ils furent mis sous les yeux du parlement, les deux chambres se remplirent de clameurs ; et l'on y déclamoit encore après avoir long-tems déclamé. Le sénat de la nation arrêta enfin, que la contrée rebelle à ses décrets y seroit soumise par la force : mais cette résolution violente fut exécutée avec les lenteurs trop ordinaires dans les états libres.

L'Angleterre pensa généralement que des côtes sans défense, que des contrées entiérement ouvertes ne résisteroient pas à ses flottes et à ses armées. Cette expédition ne lui paroissoit pas devoir être assez longue pour que

les paisibles cultivateurs de l'Amérique eussent le tems de s'instruire dans l'art de la guerre. On oublia de faire entrer en calcul le climat, les rivières, les défilés, les bois, les marais, le défaut de subsistances à mesure qu'on avanceroit dans l'intérieur des terres, une infinités d'autres obstacles physiques qui s'opposeroient à de rapides progrès dans un pays dont les trois quarts étoient incultes et qu'il falloit regarder comme neuf.

L'influence des causes morales retarda encore plus les succès.

La Grande-Bretagne est la région des partis. Ses rois parurent assez généralement convaincus de la nécessité d'abandonner la direction des affaires à la faction qui prévaloit. Elle les conduisoit communément avec intelligence et avec vigueur, parce que les principaux agens qui la composoient, étoient animés d'un intérêt commun. Alors à l'esprit public qui règne en Angleterre plus que dans aucun gouvernement de l'Europe, se joignoit encore la force d'une faction, et cet esprit de parti, premier ressort peut-être des républiques qui remue si puissamment les ames, parce qu'il est toujours l'effet d'une passion. Pour sortir de cette longue tutele, George III composa son conseil

de membres isolés. Cette innovation n'eut pas de grands inconvéniens tant que les événemens roulèrent dans leur cercle ordinaire. Mais aussitôt que la guerre d'Amérique eut compliqué une machine qui déjà n'étoit pas trop simple, on s'apperçut qu'elle n'avoit ni cette force ni cette union si nécessaires pour exécuter de grandes choses. Les roues trop divisées manquoient, pour ainsi dire, d'une impulsion commune, et d'un centre de mouvement. Leur marche fut tour-à-tour tardive et précipitée. L'Administration ressembla trop à celle d'une monarchie ordinaire, quand le principe d'action ne part point de la tête d'un monarque actif et intelligent qui rassemble lui-même sous sa main tous les ressorts. Il n'y eut plus d'ensemble dans les entreprises ; il n'y en eut pas davantage dans leur exécution.

Un ministère sans harmonie et sans accord se vit exposé aux attaques sans cesse renaissantes d'un corps ennemi, uni et serré Ses résolutions, quelles qu'elles fussent, étoient combattues par le ridicule ou par le raisonnement. On le blâmoit d'avoir sévi contre des citoyens éloignés, comme on l'auroit blâmé de les avoir ménagés. Ceux même qui,

dans le parlement, s'élevoient avec le plus de véhémence contre le traitement fait aux Américains; ceux qui les encourageoient le plus à la résistance; ceux qui peut-être leur faisoient passer des secours secrets, étoient aussi opposés à l'indépendance que les administrateurs qu'on travailloit sans relâche à avilir ou à rendre odieux. Si l'opposition eût réussi à dégoûter le prince de ses confidens, ou à en obtenir le sacrifice par le cri de la nation, le projet de subjuguer l'Amérique eût été suivi, mais avec plus de dignité, plus de force et des mesures peut-être mieux combinées. La réduction des provinces révoltées ne devant pas être son ouvrage, elle aima mieux que cette immense partie de l'empire Britannique en fût séparée, que si elle y restoit attachée par d'autres mains que les siennes.

L'activité des généraux ne répara pas le vice de ces contrariétés et des lenteurs qui en étoient la suite. Ils accordèrent au soldat de trop longs repos; ils employèrent à méditer le tems d'agir; ils approchèrent des nouvelles levées avec les mêmes précautions qu'ils auroient prises devant des troupes exercées. Les Anglais, qui ont tant d'impétuosité dans leurs factions, portent par-tout ailleurs

un caractère froid et calme. Il leur faut des passions violentes pour les agiter. Quand ce ressort leur manque, ils calculent tous leurs mouvemens. Alors ils se gouvernent par la trempe de leur esprit qui, en général, si on excepte les arts de l'imagination et du goût, est par-tout ailleurs méthodique et sage. A la guerre, leur valeur ne perd jamais de vue les principes, et accorde peu au hasard. Rarement laissent-ils sur leurs flancs ou derrière eux quelque chose qui puisse leur donner de l'inquiétude. Ce systême a ses avantages, sur-tout dans un pays étroit et resserré, dans un pays hérissé de forteresses ou de places de guerre. Mais dans les circonstances présentes et sur le vaste continent de l'Amérique, contre un peuple à qui il ne falloit donner le tems ni de se fortifier, ni de s'aguerrir, la perfection de l'art eût été peut-être de l'oublier pour y substituer une marche impétueuse et rapide, et cette audace qui étonne, frappe et renverse à la fois. C'étoit dans les premiers momens sur-tout qu'il eût fallu imprimer aux Américains, non pas la terreur des ravages qui indignent plus qu'ils n'épouvantent un peuple armé pour sa liberté : mais cet effroi

qui naît de la supériorité des talens et des armes, et qu'un peuple guerrier de l'ancien monde devoit naturellement porter dans le nouveau. La confiance de la victoire eût été bientôt la victoire même. Mais par trop de circonspection, par leur attachement trop servile aux principes et aux règles, des chefs peu habiles manquèrent de rendre à leur patrie le service qu'elle attendoit d'eux, et qu'elle étoit en droit d'en attendre.

De leur côté les troupes ne pressoient pas leurs officiers de les mener au combat. Elles arrivoient d'un pays où la cause qui leur avoit fait passer tant de mers ne faisoit aucune sensation. C'étoit aux yeux des peuples une effervescence qui ne pouvoit pas avoir de suites. Les débats qu'elle occasionnoit dans le parlement, ils les confondoient avec d'autres débats souvent de très-peu d'importance. On n'en parloit point; ou si quelques personnes s'en entretenoient, elles n'y mettoient pas plus d'intérêt qu'à ces nouvelles, qui dans les grandes villes occupent l'oisiveté de chaque jour. L'indifférence de la nation s'étoit communiquée aux défenseurs de ses droits. Peut-être même auroient-ils craint de remporter des avantages trop déci-

sifs sur des concitoyens qui n'avoient pris les armes que pour repousser des fers. Dans toutes les monarchies de l'Europe, le soldat n'est qu'un instrument de despotisme, et il en a les sentimens. Il croit appartenir au trône et non à la patrie ; et cent mille hommes armés ne sont que cent mille esclaves disciplinés et terribles. L'habitude même d'exercer l'empire de la force, cet empire à qui tout cède, contribue à éteindre en eux toute idée de liberté. Enfin le régime et la subordination militaire, qui, à la voix d'un seul homme meut des milliers des bras, qui ne permet ni de voir, ni d'interroger, et fait au premier signal une loi de tuer ou de mourir ; achève de changer en eux ces sentimens en principes, et en fait pour ainsi dire la morale de leur état. Il n'en est pas de même en Angleterre. L'influence de la constitution est si forte, qu'elle s'étend même sur les troupes. Un homme y est citoyen avant d'être soldat. L'opinion publique d'accord avec la constitution honore l'un de ces titres, et fait peu de cas de l'autre. Aussi voit-on par l'histoire des révolutions arrivées dans cette isle si orageuse, que le soldat Anglais, quoiqu'engagé pour sa vie, conserve

pour la liberté politique une passion dont on se feroit difficilement l'idée dans nos contrées d'esclavage.

Comment l'ardeur qui manquoit aux troupes Britanniques, auroit-elle animé les Hessois, les Brunswikois, les autres Allemands rangés sous les mêmes drapeaux, tous également mécontens des souverains qui les avoient vendus, mécontens du prince qui les avoit achetés, mécontens de la nation qui les soudoyoit, mécontens de leurs camarades qui méprisoient en eux des mercenaires ? Ces braves gens n'avoient pas épousé dans leur cœur une querelle à laquelle ils étoient absolument étrangers. D'ailleurs ils avoient aussi dans le camp ennemi des frères auxquels ils craignoient de donner la mort, de la main desquels ils n'auroient pas voulu recevoir des blessures.

L'esprit des armées Anglaises avoit encore changé par une suite de la révolution arrivée depuis quinze ou dix-huit ans dans les mœurs de leur nation. Les succès de la dernière guerre ; l'extension que le commerce avoit reçue après la paix ; les grandes acquisitions faites dans les Indes Orientales : tous ces moyens de fortune avoient accumulé

sans

sans interruption des richesses prodigieuses dans la Grande-Bretagne. Ces trésors allumèrent le desir de nouvelles jouissances. Les grands en allèrent puiser l'art dans les pays étrangers, sur-tout en France, et en empoisonnèrent leur pays. Des conditions supérieures, il se répandit dans toutes les classes. A un caractère fier, simple et réservé, succéda le goût du faste, de la dissipation, de la galanterie. Les voyageurs qui avoient anciennement visité cette isle si renommée, se croyoient sous un autre ciel. La contagion avoit gagné les troupes. Elles portèrent dans le nouvel hémisphère la passion qu'elles avoient contractée dans l'ancien pour le jeu, pour les commodités, pour la bonne chère. En s'éloignant des côtes, il auroit fallu renoncer aux superfluités dont on étoit épris; et ce goût de luxe, cette ardeur d'autant plus violente qu'elle étoit récente, n'encourageoient pas à poursuivre dans l'intérieur des terres un ennemi toujours prêt à s'y enfoncer. Politiques nouveaux qui avancez avec tant de confiance que les mœurs n'ont aucune influence sur le sort des états; que pour eux la mesure de la grandeur est celle de la richesse; que le luxe de la paix et les

voluptés du citoyen ne peuvent affoiblir l'effet de ces grandes machines qu'on nomme des armées, et dont la discipline Européenne a tant perfectionné selon vous le jeu sûr et terrible ; vous qui, pour soutenir votre opinion, détournez vos regards des cendres de Carthage et des ruines de Rome, sur le récit que je vous fais, suspendez du moins votre jugement, et croyez que peut-être il est des occasions de succès qu'ôte le luxe. Croyez que pour des troupes même braves, l'indépendance des besoins fut souvent le premier ressort de la victoire. Il est trop aisé peut-être de n'affronter que la mort. Aux nations corrompues par l'opulence, est réservée une épreuve plus difficile, celle de supporter la perte de leurs plaisirs.

Ajoutez à toutes ces raisons, que les moyens de guerre arrivèrent rarement, au travers de tant de mers, dans les saisons convenables pour l'action. Ajoutez que les conseils de George III voulurent avoir trop d'influence dans les opérations militaires qui devoient s'exécuter si loin d'eux ; et vous connoîtrez la plupart des obstacles qui s'opposèrent au succès des efforts ruineux de la métropole contre la liberté de ses colonies.

XLVIII. *Pourquoi les provinces confédérées n'ont pas réussi à chasser les Anglais du continent Américain.*

Mais l'Amérique elle-même, comment ne repoussa-t-elle pas de ses rivages ces Européens qui lui portoient la mort ou des chaînes ?

Ce Nouveau-Monde étoit défendu par des troupes réglées, qu'on n'avoit d'abord enrôlées que pour trois ou pour six mois, et qui le furent dans la suite pour trois ans ou même pour tout le tems que pourroient durer les hostilités. Il étoit défendu par des citoyens qui ne se mettoient en campagne que lorsque leur province particulière étoit ou envahie, ou menacée. Ni l'armée toujours sur pied, ni les milices passagérement assemblées n'avoient l'esprit militaire. C'étoient des cultivateurs, des marchands, des jurisconsultes, uniquement exercés aux arts de la paix, et conduits au péril par des guides aussi peu versés que leurs subalternes dans la science très-compliquée des combats. Dans cet état de chose, quel espoir de se mesurer avec avantage contre des hommes vieillis dans la discipline, formés aux évolutions, instruits

dans la tactique, et abondamment pourvus de tous les instrumens nécessaires à une attaque vive, à une résistance opiniâtre?

L'enthousiasme seul auroit pu surmonter ces difficultés, mais en resta-t-il plus réellement dans les colonies que dans la métropole?

L'opinion générale étoit en Angleterre que le parlement avoit essentiellement le droit de taxer toutes les contrées qui faisoient partie de l'empire Britannique. Peut-être au commencement des troubles n'y auroit-on pas trouvé cent individus qui révoquassent en doute cette autorité. Cependant le refus que faisoient les Américains de la connoître, n'indisposoit pas les esprits. On ne leur porta point de haîne, même après qu'ils eurent pris les armes pour soutenir leurs prétentions. Comme les travaux ne languissoient pas dans l'intérieur du royaume, que la foudre ne grondoit qu'au loin, chacun s'occupoit paisiblement de ses affaires, ou se livroit tranquillement à ses plaisirs. Tous attendoient sans impatience la fin d'une scène dont, à la vérité, le dénouement ne leur paraissoit pas incertain.

La fermentation dut se montrer d'abord plus

grande dans le nouvel hémisphère que dans l'ancien. Prononça-t-on jamais aux nations le nom odieux de tyrannie, le nom si doux d'indépendance, sans les remuer ? Mais cette chaleur se soutient-elle ? Si les imaginations s'étoient maintenues dans leur premier mouvement, le besoin d'en réprimer les excès n'auroit-il pas occupé les soins d'une autorité naissante ? Mais loin d'avoir à contenir l'audace, ce fut la lâcheté qu'elle eut à poursuivre. On la vit punir de mort la désertion, et souiller par des assassinats l'étendard de la liberté. On la vit se refuser à l'échange des prisonniers, de peur d'augmenter dans les troupes, le penchant de se rendre à la première sommation. On la vit réduite à la nécessité d'ériger des tribunaux chargés de poursuivre les généraux ou leurs lieutenans qui abandonneroient trop légérement les postes confiés à leur vigilance. Il est vrai qu'un vieillard de quatre-vingts ans, qu'on vouloit renvoyer dans ses foyers, s'écria : *ma mort peut être utile ; je couvrirai de mon corps un plus jeune que moi.* Il est vrai que Putnam dit à un royaliste son prisonnier : *Retourne vers ton chef, et s'il te demande combien j'ai de troupes, réponds-lui que j'en ai assez ; que quand il parviendroit à les*

battre, il m'en resteroit encore assez; et qu'il finira par éprouver que j'en ai trop pour lui et pour les tyrans qu'il sert. Ces sentimens étoient héroïques ; mais rares, et chaque jour ils devenoient moins communs.

Jamais l'ivresse ne fut générale ; et elle ne pouvoit être que momentanée. De toutes les causes énergiques qui produisent tant de révolutions sur le globe, aucune n'existoit dans le nord de l'Amérique. Ni la religion, ni les loix n'y avoient été outragées. Le sang des martyrs ou des citoyens n'y avoit pas ruisselé sur des échafauds. On n'y avoit pas insulté aux mœurs. Les manières, les usages, aucun des objets chers aux peuples n'y avoient été livrés au ridicule. Le pouvoir arbitraire n'y avoit arraché aucun habitant du sein de sa famille ou de ses amis, pour le traîner dans les horreurs d'un cachot. L'ordre public n'y avoit pas été interverti. Les principes d'administration n'y avoient pas changé; et les maximes du gouvernement y étoient restées les mêmes. Tout se réduisoit à savoir si la métropole avoit ou n'avoit pas le droit de mettre directement ou indirectement un léger impôt sur les colonies, car les griefs accumulés dans le manifeste n'eurent de valeur que par ce

premier grief. Cette question presque métaphysique, n'étoit guère propre à soulever une multitude, ou du moins à l'intéresser fortement à une querelle pour laquelle elle voyoit ses terres privées de bras destinés à les féconder, ses moissons ravagées, ses campagnes couvertes de cadavres de ses proches ou teintes de son propre sang. A ces calamités, ouvrage des troupes royales sur la côte, s'en joignirent bientôt de plus insuportables dans l'intérieur des terres.

Jamais l'inquiétude des cours de Londres et de Versailles n'avoit troublé le nord de l'Amérique, sans que les deux puissances n'eussent mêlé dans leurs sanglans débats les peuples errans dans cette partie du nouvel hémisphère. Instruits par l'expérience de ce que ces hordes pouvoient apporter de poids dans la balance, les Anglais et les colons résolurent également de les employer à leur destruction mutuelle.

Carleton tenta le premier d'armer dans le Canada ces mains barbares...... « C'est, » répondit-on à ses sollicitations, c'est le démêlé d'un père avec ses enfans; il ne nous » convient point d'entrer dans cette brouillerie domestique.... Mais si les rebelles

» venoient attaquer cette province, ne nous
» aiderez-vous pas à les repousser? . . Depuis
» la paix, la hache de la guerre est ense-
» velie à quarante brasses de profondeur. . . .
» Vous la trouveriez sûrement, si vous fouil-
» liez la terre . . . . Le manche en est pourri,
» et nous n'en pourrions faire aucun usage ».

Les Etats-Unis ne furent pas plus heureux. » Nous avons entendu parler des dis-
» férends survenus entre l'ancienne et la Nou-
» velle-Angleterre, dit la tribu des Onéidas
» à leurs députés. Jamais nous ne prendrons
» part à ces divisions atroces. La guerre entre
» des frères est une chose étrange et nou-
» velle dans ces régions. Nos traditions ne
» nous ont laissé aucun exemple de cette
» nature. Etouffez vos haines insensées; et
» qu'un ciel favorable dissipe le sombre
» nuage qui vous enveloppe ».

Les seuls Masphis parurent s'intéresser au sort des Américains ». Voilà seize schelings,
» leur dirent ces bons sauvages. C'est tout
» ce que nous possédons. Nous comptions en
» acheter du rum; nous boirons de l'eau.
» Nous irons chasser. Si quelques bêtes tom-
» bent sous nos flèches, nous en vendrons les
» peaux, et nous vous en porterons le prix ».

Mais avec le tems, les agens très-actifs de la Grande-Bretagne réussirent à lui concilier plusieurs nations aborigènes. Ses intérêts furent préférés à ceux de ses ennemis, et parce que les distances ne lui avoient pas permis de faire aux sauvages les outrages qu'ils avoient reçus de leurs fiers voisins, et parce qu'elle pouvoit, qu'elle vouloit mieux payer les services qu'on seroit à portée de lui rendre. Sous ses drapeaux, des alliés, dont le caractère féroce n'avoit pas de frein, firent cent fois plus de mal aux colons établis près des montagnes, que n'en souffroient des troupes royales ceux de leurs concitoyens qu'une destinée plus heureuse avoit fixés sur les bords de l'océan.

Ces calamités n'attaquoient qu'un nombre d'Américains plus ou moins considérable, mais bientôt un vice intérieur les afligea tous.

Les métaux qui sur le globe entier représentent tous les objets de commerce, ne furent jamais abondans dans cette partie du Nouveau-Monde. Le peu qu'on y en voyoit disparut même aux premières hostilités. A ces signes d'une convention universelle, furent substitués des signes particuliers à ces contrées. Le papier remplaça l'argent. Pour

donner quelque dignité au nouveau gage, il fut entouré d'emblêmes qui devoient continuellement rappeller aux peuples la grandeur de leur entreprise, le prix inappréciable de la liberté, la nécessité d'une persévérance supérieure à toutes les infortunes. L'artifice ne réussit pas. Ces richesses idéales furent repoussées. Plus le besoin obligeoit à les multiplier, plus leur avilissement croissoit. Le congrès s'indigna des affronts faits à sa monnoie; et il déclara traîtres à la patrie tous ceux qui ne la recevroient pas comme ils auroient reçu de l'or.

Est-ce que ce corps ignoroit qu'on ne commande pas plus aux esprits qu'aux sentimens? est-ce qu'il ne sentoit pas que dans la crise présente, tout citoyen raisonnable craindroit de commettre sa fortune? est-ce qu'il ne s'appercevoit pas qu'à l'origine d'une république il se permettoit des actes d'un despotisme inconnus dans les régions même façonnées à la servitude? Pouvoit-il se dissimuler qu'il punissoit un défaut de confiance des mêmes supplices qu'on auroit à peine mérités par la révolte et par la trahison? Le congrès voyoit tout cela. Mais le choix des moyens lui manquoit. Ses feuilles méprisables et méprisées

étoient réellement trente fois au-dessous de leur valeur originaire, qu'on en fabriquoit encore. Le 13 septembre 1779, il y en avoit dans le public pour 799,744,000 livres. L'état devoit d'ailleurs 188,670,525 livres, sans compter les dettes particulières à chaque province.

Les peuples n'étoient pas dédommagés d'un fléau qu'on peut nommer domestique, par une communication facile avec toutes les autres parties du globe. La Grande-Bretagne avoit intercepté leur navigation avec l'Europe, avec les Indes Occidentales, avec tous les parages que couvroient leurs navires. Alors, ils dirent à l'univers. » C'est le nom Anglais qui » nous a rendu odieux; nous l'abjurons so- » lemnellement. Tous les hommes sont nos » frères. Nous sommes amis de toutes les na- » tions. Tous les pavillons peuvent sans » crainte d'insulte, se montrer sur nos côtes, » fréquenter nos ports ». On ne se rendit pas à une invitation en apparence si séduisante. Les états vraiment commerçans, instruits que l'Amérique Septentrionale avoit été réduite à contracter des dettes, à l'époque même de sa prospérité, pensèrent judicieusement que dans sa détresse actuelle elle ne pourroit payer

que fort peu de chose de ce qui lui seroit apporté Les seuls Français, qui osent tout, osèrent braver les inconvéniens de cette liaison nouvelle. Mais par la vigilance éclairée de l'amiral How, la plupart des navires qu'ils expédièrent furent pris avant d'arriver à leur destination, et les autres à leur départ des bords Américains. De plusieurs centaines de bâtimens sortis de France, il n'y en rentra que vingt-cinq ou trente, qui même ne donnèrent point ou ne donnèrent que fort peu de bénéfice à leur armateurs.

Une foule de privations, ajoutée à tant d'autres fléaux, pouvoit faire regretter aux Américains leur ancienne tranquillité, les incliner à un racommodement avec l'Angleterre. En vain on avoit lié les peuples par la foi des sermens et par l'empire de la religion au nouveau gouvernement. En vain on avoit cherché à les convaincre de l'impossibilité de traiter sûrement avec une métropole, où un parlement renverseroit ce qu'un autre parlement auroit établi. En vain on les avoit menacés de l'éternel ressentiment d'un ennemi outragé et vindicatif. Il étoit possible que ces inquiétudes éloignées ne balançassent pas le poids des maux présens.

Ainsi

Ainsi le pensoit le ministère Britannique, lorsqu'il envoya dans le Nouveau-Monde des agens publics, autorisés à tout offrir, excepté l'indépendance, à ces mêmes Américains dont deux ans auparavant on exigeoit une soumission illimitée. Il n'est pas sans vraisemblance que quelques mois plutôt ce plan de conciliation auroit produit un rapprochement. Mais à l'époque où la cour de Londres le fit proposer, il fut rejetté avec hauteur, parce qu'on ne vit dans cette démarche que de la crainte et de la foiblesse. Les peuples étoient déjà rassurés. Le congrès, les généraux, les troupes, les hommes adroits ou hardis, qui dans chaque colonie s'étoient saisis de l'autorité : tout avoit recouvré sa première audace. C'étoit l'effet d'un traité d'amitié et de commerce entre les Etats-Unis et la cour de Versailles, signé le 6 février 1778.

XLIX. *La France reconnoît l'indépendance des Etats-Unis. Cette démarche occasionne la guerre entre cette couronne et celle d'Angleterre.*

Si le ministère Britannique y avoit réfléchi, il auroit compris que le même délire qui l'entraînoit à l'attaque de ses colonies, le réduisoit à la nécessité de déclarer dans

l'instant la guerre à la France. Alors régnoit dans les conseils de cette couronne la circonspection que doit toujours inspirer un nouveau règne. Alors les finances étoient dans la confusion où les avoient plongées vingt ans de folie. Alors le délabrement de sa marine remplissoit d'inquiétude tous les citoyens. Alors l'Espagne, déjà fatiguée de son extravagante expédition d'Alger, se trouvoit dans des embarras qui ne lui auroient par permis d'accourir au secours de son allié. L'Angleterre pouvoit se promettre sans témérité des succès contre le plus puissant de ses ennemis, et intimider l'Amérique par des victoires remportées ou par des conquêtes faites à son voisinage. L'importance dont il étoit pour cette couronne d'ôter à ses sujets rebelles le seul appui qui leur fut assuré, auroit diminué l'indignation qu'inspire la violation des traités les plus solemnels.

George III ne vit rien de tout cela. Les secours osbcurs que la cour de Versailles faisoit passer aux provinces armées pour la défense de leurs droits, ne lui dessillèrent pas les yeux. Les atteliers de cette puissance étoient remplis de constructeurs. Ses arsenaux se remplissoient d'artillerie. Il ne restoit

plus de place dans ses magasins pour de nouvelles munitions navales. Ses ports présentoient l'appareil le plus menaçant ; et cet étrange aveuglement continuoit encore. Pour tirer Saint-James de sa léthargie, il fallut que Louis XVI fît signifier le 14 mars qu'il avoit reconnu l'indépendance des Etats-Unis.

Cette déclaration étoit une déclaration de guerre. Il étoit impossible qu'une nation, plus accoutumée à faire qu'à recevoir des outrages, souffrît patiemment qu'on déliât ses sujets de leurs sermens de fidélité, qu'on les élevât avec éclat au rang des puissances souveraines. Toute l'Europe prévit que deux peuples rivaux depuis plusieurs siècles alloient teindre de sang les eaux de l'océan, et jouer encore ce jeu terrible où les prospérités publiques ne compenseront jamais les désastres particuliers. Ceux en qui l'ambition n'avoit pas étouffé toute bienveillance pour leurs semblables, déploroient d'avance les calamités qui, dans les deux hémisphères, étoient prêtes à tomber sur le genre-humain.

Cependant la scène sanglante ne s'ouvroit pas ; et ce délai faisoit espérer la continuation de la paix à quelques esprits crédules. On ignoroit qu'une flotte partie de Toulon étoit

chargée de combattre les Anglais dans le nord de l'Amérique. On ignoroit que des ordres expédiés de Londres prescrivoient de chasser les Français des Indes Orientales. Sans être initiés dans ces mystères de perfidie, qu'une politique insidieuse est parvenue à faire regarder comme de grands coups d'état, les hommes vraiment éclairés jugeoient les hostilités inévitables, prochaines même sur notre océan. Ce dénouement prévu fut amené par le combat de deux frégates, livré le 17 juin 1778.

Ici notre tâche devient de plus en plus difficile. Notre objet unique est d'être utile et vrai. Loin de nous tout esprit de parti qui aveugle et dégrade ceux qui conduisent les hommes et ceux qui osent aspirer à les instruire. Nos vœux sont pour la patrie, et nos hommages pour la justice. En quelque lieu, sous quelque forme que la vertu se présente; c'est elle que nous honorons. Les distinctions de société et d'états ne peuvent nous la rendre étrangère; et l'homme juste et magnanime est par-tout notre concitoyen. Si dans les divers événemens, qui passent sous nos yeux, nous blâmons avec courage ce qui nous paroît devoir l'être, nous ne cherchons pas le triste

et vain plaisir d'une indiscrète censure. Mais nous parlons aux nations et à la postérité. Nous leur devons transmettre fidèlement ce qui peut influer sur le bonheur public. Nous leur devons l'histoire des fautes pour apprendre à les éviter. Si nous osions trahir un si noble devoir, nous flatterions peut-être la génération présente qui passe et qui fuit : mais la justice et la vérité qui sont éternelles, nous dénonceroient aux générations à venir qui nous liroient avec mépris, et ne prononceroient notre nom qu'avec dédain. Dans cette longue carrière nous serons justes envers ceux qui existent encore, comme nous l'avons été envers ceuxqui ne sont plus. Si parmi les hommes puissans, il en est qui s'offensent de cette liberté, ne craignons pas de leur dire que nous ne sommes que les organes d'un tribunal suprême que la raison élève enfin sur un fondement inébranlable. Il n'y a plus en Europe de gouvernement qui ne doive en redouter les arrêts. L'opinion publique qui s'éclaire de plus en plus, et que rien n'arrête ou n'intimide, a les yeux ouverts sur les nations et sur les cours. Elle pénètre dans les cabinets où la politique s'enferme. Elle y juge les dépositaires du pouvoir, et leurs passions et leur

foiblesse ; et par l'empire du génie et des lumières s'élève de toute part au-dessus des administrateurs pour les diriger ou les contenir. Malheur à ceux qui la dédaignent ou qui la bravent ! Cette apparente audace n'est que l'impuissance. Malheur à ceux qui par leurs talens n'ont pas de quoi soutenir ces regards ! Qu'ils se rendent justice et déposent un fardeau trop pesant pour leurs foibles mains. Ils cesseront du moins de compromettre eux-mêmes et les états.

La France commençoit la guerre avec des avantages inappréciables. Le lieu, le tems, les circonstances : elle avoit tout choisi. Ce ne fut qu'après avoir fait à loisir ces préparatifs ; qu'après avoir porté ses forces au degré qui convenoit, qu'elle se montra sur le champ de bataille. Elle n'avoit à combattre qu'un ennemi humilié, affoibli, découragé par ses dissentions domestiques. La faveur des autres nations étoit toute pour elle contre ces maîtres impérieux, ou, comme on le disoit, contre ces tyrans des mers.

Les événemens parurent répondre aux vœux de l'Europe. Les officiers Français qui avoient d'anciennes humiliations à effacer, firent des actions brillantes, dont le souvenir durera long-tems. Une savante théorie et un courage

inébranlable remplacèrent ce qui pouvoit leur manquer du côté de l'expérience. Tous les engagemens particuliers les comblèrent de gloire, et la plupart se terminèrent à leur avantage. La flotte Britannique courut de plus grands dangers encore que ses vaisseaux isolés. Elle étoit maltraitée au point de craindre sa destruction totale ou partielle, si la flotte qui l'avoit réduite à cet état presque désespéré, à Ouessant, n'eût été déterminée par des ordres timides, par d'odieuses intrigues, par la foiblesse de ses amiraux, ou par tous ces motifs ensemble, à quitter la mer et à rentrer la première dans ses ports.

Dans l'ivresse de ces succès peut-être inattendus, la France parut perdre de vue ses intérêts les plus chers. Son objet principal devoit être d'intercepter le commerce de ses ennemis, de leur couper le double nerf qu'ils tiroient de leurs matelots, de leurs capitaux, et de saper ainsi les deux fondemens de la grandeur Anglaise. Rien n'etoit plus aisé pour une puissance préparée de loin aux hostilités, que d'intercepter une navigation marchande entièrement surprise et très-foiblement convoyée. Il n'en fut pas ainsi. Les immenses richesses qu'attendoit la Grande-Bretagne de

toutes les parties du globe, entrèrent paisiblement dans ses rades, sans avoir été seulement entamées.

Au contraire, le commerce de la France fut harcelé dans les deux hémisphères et partout intercepté. Ses colonies virent enlever, sur leurs propres côtes, des subsistances qu'elles attendoient avec toute l'impatience du besoin; et la métropole se vit privée de quatre-vingts ou cent millions arrivés presque à sa vue. Ces revers avoient une cause. Tâchons de la découvrir.

La marine Française étoit depuis long-tems malheureuse; et c'étoit au vice de sa constitution qu'étoient attribuées tant d'infortunes. On essaya plusieurs fois d'en modifier ou d'en changer les réglemens: mais ces innovations, bonnes ou mauvaises, furent toujours repoussées avec un dédain plus ou moins marqué. Enfin ses amiraux dictèrent eux-mêmes, en 1776, une ordonnance qui les rendant maîtres absolus des rades, des arsenaux, des ateliers, des magasins, détruisoit cette mutuelle surveillance que Louis XIV avoit cru devoir établir entre les officiers militaires et ceux d'administration. Dès-lors il n'y eut plus de règle, plus de comptabilité, plus d'économie dans

les ports. Tout y tomba dans la confusion et le désordre.

Le nouveau plan eut une influence encore plus funeste. Jusqu'à cette époque, c'étoit le ministère qui avoit dirigé les opérations navales vers le but qui convenoit à sa politique. Cette autorité passa, peut-être sans qu'on s'en apperçut, à ceux qui devoient les exécuter. Elles prirent insensiblement la teinte de leurs préjugés. Ces préjugés leur faisoient croire que ce n'étoit pas en escortant pesamment, laborieusement les navires de la nation, en séjournant dans les croisières difficiles pour surprendre ou détruire les bâtimens de l'ennemi, qu'on parvenoit à se faire un nom. Ce double devoir fut donc entiérement négligé ou très-mal rempli, d'après l'opinion commune à Brest, qu'un pareil service n'avoit rien de noble et ne conduisoit à aucune sorte de gloire.

Il faut convenir que ce préjugé est bien bizarre et entiérement contraire à toutes les loix de la société. Quel peut avoir été le but des états en instituant cette force militaire destinée à parcourir les mers? N'est-ce que pour procurer des grades à ceux qui commandent ou qui servent? Que pour leur

donner l'occasion d'exercer une valeur inutile à tout autre qu'à eux-mêmes ? Que pour ensanglanter un élément de plus par le carnage et les combats ? Non., sans doute. Les flottes guerrières sont sur l'océan ce que sont les forteresses et les remparts pour les citoyens des villes, ce que sont les armées nationales pour les provinces exposées aux ravages de l'ennemi. Il est des propriétés attachées au sol; il en d'autres créées, transportées par le commerce, et qui sont, pour ainsi dire, errantes sur l'océan. Ces deux sortes de propriétés ont besoin de défenseurs. Guerriers, voilà votre fonction. Que diroit-on, si les armées de terre refusoient de protéger contre l'ennemi l'habitant des villes, le laboureur des campagnes, de repousser l'embrâsement qui menace les moissons ? Officiers de marine, vous vous croyez avilis de protéger, d'escorter le commerce ! Mais si le commerce n'a pas de protecteurs, que deviendront les richesses de l'état, dont vous demanderez une part pour récompense de vos services ? Que deviendront pour vous-mêmes les revenus de vos terres, que le commerce et la circulation des richesses peuvent seuls rendre fécondes ? Vous vous croyez avilis.

Quoi, avilis en vous rendant utiles à vos concitoyens ? Et que sont tous les ordres de l'état à qui le gouvernement a confié quelque portion de la force publique, sinon des protecteurs, des défenseurs du citoyen et de sa fortune ? Votre poste est sur les mers, comme celui du magistrat sur les tribunaux, celui de l'officier et du soldat de terre dans les camps, celui du monarque même sur le trône, où il ne domine de plus haut que pour voir de plus loin, et embrasser d'un coup-d'œil tous ceux qui ont besoin de sa protection et de sa défense. Vous aspirez à la gloire. Apprenez que la gloire est par-tout où l'on sert l'état. Apprenez que la gloire de conserver vaut encore mieux que celle de détruire. Dans l'antique Rome, sans doute, on aimoit aussi la gloire. Cependant on y préféroit l'honneur d'avoir sauvé un seul citoyen, à l'honneur d'avoir égorgé une foule d'ennemis. Quoi, ne voyez-vous pas qu'en sauvant les vaisseaux du commerce, vous sauvez la fortune de l'état ? Oui, votre valeur est brillante ; elle est connue de l'Europe comme de votre patrie : mais qu'importe à vos concitoyens qu'elle se soit montrée dans une occasion d'éclat, qu'elle ait enchaîné un vaisseau ennemi ou

couvert de débris et de ruines les vagues de l'océan, si par votre faute vous avez laissé périr ou enlever tous les navires qui portoient les richesses de votre pays ; si dans ce même port, où vous rentrez victorieux, une multitude de familles désolées pleurent leur fortune détruite ? A votre abord vous n'entendrez pas les cris de la victoire. Tout sera muet et consterné, et vos exploits ne seront destinés qu'à grossir les relations des cours, et ces papiers publics, qui, faits pour amuser l'oisiveté, ne donnent la gloire qu'un jour, quand cette gloire n'est pas gravée dans le cœur des citoyens par le souvenir d'une utilité réelle pour la patrie.

Les maximes consacrées à Portsmouth étoient bien opposées. On y sentoit, on y respectoit la dignité du commerce. On s'y faisoit un devoir comme un honneur de le défendre ; et les événemens décidèrent laquelle des deux marines militaires avoit des idées plus justes de ses fonctions.

La Grande-Bretagne venoit d'éprouver des revers très - humilians dans le Nouveau-Monde. Un ennemi plus puissant la menaçoit de plus grands désastres dans l'ancien. Cette situation alarmante remplissoit tous les

esprits de défiance et d'incertitude. Les richesses nationales arrivent. Celles de la puissance rivale en grossissent la masse énorme ; et sur-le-champ le crédit public est ranimé ; les espérances renaissent, et ce peuple qu'on se plaisoit à regarder comme abattu, reprend et soutient sa fierté ordinaire.

D'un autre côté les rades de la France se remplissent de gémissements. Une inaction avilissante et ruineuse y succède à une activité qui leur donnoit de l'éclat et les enrichissoit. L'indignation des négocians se communique à la nation entière. Les premiers momens de succès sont toujours des momens d'ivresse qui semblent couvrir les fautes et les justifier. Mais le malheur donne plus de sévérité aux jugemens. La nation alors observe de plus près ceux qui la gouvernent, et leur demande compte avec une liberté fière du dépôt de puissance et d'autorité qui leur est confié. On reproche aux conseils de Louis XVI d'avoir blessé la majesté de la première puissance du globe en désavouant à la face de l'univers des secours qu'on ne cessoit de donner clandestinement aux Américains. On leur reproche d'avoir, par une intrigue de ministres ou

par l'ascendant de quelques agens obscurs, engagé l'état dans une guerre désastreuse, tandis qu'il falloit s'occuper à remonter les ressorts du gouvernement, à guérir les longues plaies d'un règne dont toute la dernière moitié avoit été vile et foible, partagée entre les déprédations et la honte, entre la bassesse du vice et les convulsions du despotisme. On leur reproche d'avoir provoqué les combats par une politique insidieuse, de s'être enveloppés dans des discours indignes de la France, d'avoir employé avec l'Angleterre le langage d'une audace timide qui semble démentir les projets qu'on a formés, les sentimens qu'on a dans son cœur; langage qui ne peut qu'avilir celui qui s'en sert, sans pouvoir tromper celui à qui on l'adresse, et qui déshonore sans que ce déshonneur même puisse être utile ni au ministre, ni à l'état. Combien il eût été plus noble de dire avec toute la franchise de la dignité! « Anglais, vous avez abusé » de la victoire. Voici le moment d'être » justes, ou ce sera celui de la vengeance. » L'Europe est lasse de souffrir des tyrans. » Elle rentre enfin dans ses droits. Désor» mais, ou l'égalité ou la guerre. Choisissez ».

C'est ainsi que leur eût parlé ce Richelieu que tous les citoyens, il est vrai, doivent haïr, parce qu'il fut un meurtrier sanguinaire, et que pour être despote il assassina tous ses ennemis avec la hache des bourreaux ; mais que la nation et l'état doivent honorer comme ministre, parce que le premier il avertit la France de sa dignité, et lui donna dans l'Europe le ton qui convenoit à sa puissance. C'est ainsi que leur eût parlé ce Louis XIV, qui, pendant quarante ans, sut être digne de son siècle, qui mêla toujours de la grandeur à ses fautes même, et jusque dans l'abaissement et le malheur ne dégrada jamais ni lui, ni son peuple. Ah ! pour gouverner une grande nation il faut un grand caractère. Il ne faut point sur-tout de ces ames indifférentes et froides par légéreté, pour qui l'autorité absolue n'est qu'un dernier amusement, qui laissent flotter au hasard de grands intérêts, et sont plus occupés à conserver le pouvoir qu'à s'en servir. Pourquoi, demande-t-on encore, pourquoi des hommes qui ont entre leurs mains toute la puissance de l'état, et qui, pour être obéis, n'ont qu'à commander, se sont-ils laissés prévenir sur toutes les mers par un ennemi

dont la constitution entraîne des lenteurs nécessaires ? Pourquoi s'être mis par un traité inconsidéré dans les fers du congrès qu'on auroit tenu lui-même dans la dépendance par des subsides abondans et réglés ? Pourquoi enfin n'avoir pas affermi la révolution en tenant toujours sur les côtes septentrionales du Nouveau-Monde une escadre qui protégeât les colonies, et fît en même-tems respecter notre alliance ? Mais l'Europe, qui a les yeux fixés sur nous, voit un grand dessein et nulles démarches concertées ; voit dans nos arsenaux et sur nos ports des préparatifs immenses, et nulle exécution ; voit des flottes menaçantes, et cet appareil rendu presque inutile ; l'audace et la valeur dans les particuliers, la mollesse et l'irrésolution dans les chefs ; tout ce qui annonce d'un côté la force et le pouvoir imposant d'un grand peuple, tout ce qui annonce de l'autre la foiblesse et la lenteur qui tiennent au caractère et aux vues. C'est par cette contradiction frappante entre nos projets et nos démarches, entre nos moyens et l'esprit qui les emploie, que le génie Anglais, un moment étonné, a repris sa vigueur ; et jusqu'à présent c'est un problême à résoudre pour

l'Europe, si, en nous déclarant pour l'Amérique, nous n'avons pas nous-mêmes relevé les forces de l'Angleterre.

Telles sont les plaintes qui retentissent de toutes parts, et que nous ne craignons pas de rassembler ici et de mettre sous les yeux de l'autorité, si elle daigne les entendre ou les lire.

Enfin la philosophie, dont le premier sentiment est le desir de voir tous les gouvernemens justes et tous les peuples heureux, en portant un coup-d'œil sur cette alliance d'une monarchie avec un peuple qui défend sa liberté, en cherche le motif. Elle voit trop que le bonheur de l'humanité n'y a point de part. Elle pense que si l'amour de la justice eût décidé la cour de Versailles, elle auroit arrêté dans le premier article de sa convention avec l'Amérique, *que tous les peuples opprimés avoient le droit de s'élever contre leurs oppresseurs*. Mais cette maxime qui forme une des loix de l'Angleterre; dont un roi de Hongrie, en montant sur le trône, osa faire une des constitutions de l'état; qu'un des plus grands princes qui aient régné sur le monde, Trajan adopta, lorsqu'en présence du peuple Romain assemblé, il dit

au premier officier de l'empire, *je te remets cette épée pour me défendre, si je suis juste, pour me combattre et me punir si je deviens tyran* : cette maxime est trop étrangère à nos gouvernemens foibles et corrompus, où le devoir est de souffrir, et où l'opprimé doit craindre de sentir son malheur, de peur d'en être puni comme d'un crime.

Mais c'est sur-tout contre l'Espagne que sont dirigées les plaintes les plus amères. On la blâme de son aveuglement, de ses incertitudes, de ses lenteurs, quelquefois même de son infidélité : accusations toutes mal fondées.

En voyant la France s'engager sans nécessité dans une guerre maritime, quelques politiques imaginèrent que cette couronne se croyoit assez puissante pour diviser le domaine Britannique, sans partager avec un allié l'honneur de cette importante révolution. On n'examinera pas si l'esprit qui régnoit dans le cabinet de Versailles autorisoit cette conjecture. Il est aujourd'hui connu que cette couronne, qui, depuis le commencement des troubles, avoit donné des secours secrets aux Américains, épioit le moment propice pour se déclarer ouvertement en leur faveur. L'évé-

nement de Saratoga lui parut la circonstance la plus favorable pour proposer au roi catholique de faire cause commune avec elle. Soit que ce prince jugeât alors la liberté des Etats-Unis contraire à ses intérêts ; soit que la résolution lui parût précipitée, soit enfin que d'autres objets politiques exigeassent toute son attention, il se refusa à cette ouverture. Son caractère dispensoit de toute sollicitation nouvelle. Depuis les premières tentatives, on l'occupa si peu de cette grande affaire, que ce fut sans l'en prévenir que la cour de Versailles fit signifier à Saint-James qu'elle avoit reconnu l'indépendance des provinces confédérées.

Cependant les forces de terre et de mer que l'Espagne employoit dans le Brésil contre les Portugais, étoient revenues. La riche flotte qu'elle attendoit du Mexique étoit entrée dans ses ports. Les trésors qui lui arrivoient du Pérou et de ses autres possessions, étoient à couvert. Cette puissance étoit libre de toute inquiétude et maîtresse de ses mouvemens, lorsqu'elle aspira à la gloire de pacifier les deux hémisphères. Sa médiation fut acceptée, et par la France dont la hardiesse n'avoit pas les suites heureuses qu'elle s'en étoit pro-

mises, et par l'Angleterre qui pouvoit craindre d'avoir un nouvel adversaire à combattre.

L. *L'Espagne n'ayant pas réussi à réconcilier l'Angleterre et la France, se déclare pour cette dernière puissance.*

Charles III soutint avec dignité le beau rôle dont il s'étoit chargé. Il prononça qu'on mettroit bas les armes; que chacune des parties belligérantes seroit maintenue dans les terres qu'elle occuperoit à l'époque de la convention; qu'on formeroit un congrès où seroient discutées les prétentions diverses; et qu'on ne pourroit s'attaquer de nouveau qu'après s'être averti un an d'avance.

Ce monarque ne se dissimuloit pas que cet arrangement donnoit à la Grande-Bretagne la facilité de se réconcilier avec ses colonies, ou du moins de leur faire acheter par de grands avantages pour son commerce le sacrifice des ports qu'elle occupoit aumilieu d'elles. Il ne se dissimuloit pas qu'il blessoit la dignité du roi son neveu qui s'étoit engagé à maintenir les Etats-Unis dans l'intégrité de leur territoire. Mais il vouloit être juste; et sans l'oubli de toutes les considérations personnelles, on ne l'est point.

Ce plan de conciliation déplut à Versailles ; et l'on n'y fut un peu rassuré que par l'espoir qu'il seroit rejetté à Londres. C'est ce qui arriva. L'Angleterre ne put se déterminer à reconnoître les Américains indépendans de fait ; quoiqu'ils ne fussent pas appellés aux conférences qui alloient s'ouvrir ; quoique la France ne pût pas négocier pour eux ; quoique leurs intérêts dussent être uniquement soutenus par un médiateur qui ne leur étoit attaché par aucun traité, et qui, peut-être au fond de son cœur, n'en desiroit pas la prospérité ; quoique son refus la menaçât d'un ennemi de plus.

C'est dans une circonstance pareille ; c'est lorsque la fierté élève les ames au-dessus de la terreur ; qu'on ne voit rien de plus à redouter que la honte de recevoir la loi, et qu'on ne balance pas à choisir entre la ruine et le deshonneur ; c'est alors que la grandeur d'une nation se déploie. J'avoue toutefois que les hommes accoutumés à juger des choses par l'événement, traitent les grandes et périlleuses révolutions d'héroïsme ou de folie, selon le bon ou le mauvais succès qui les ont suivies. Si donc on me demandoit quel est le nom qu'on donnera dans quelques années à

vraiment libres d'être agités pendant la paix. C'est par ces mouvemens intestins que les esprits conservent leur énergie et le souvenir toujours présent des droits de la nation. Mais dans la guerre, il faut que toute fermentation cesse, que les haînes soient étouffées, que les intérêts se confondent et se servent les uns les autres. Il en arriva tout autrement dans les isles Britanniques. Les troubles n'y furent jamais plus violens. Les prétentions opposées ne se montrèrent dans aucune circonstance avec moins de ménagement. Le bien général fut insolemment foulé aux pieds par l'une et par l'autre faction. Ces chambres où l'on avoit autrefois discuté les questions les plus importantes avec éloquence, avec force, avec dignité, ne retentirent plus que des clameurs de la rage, que des insultes les plus grossières, que d'altercations aussi nuisibles qu'indécentes. Le peu qui restoit de citoyens, appelloient à grands cris un nouveau Pitt, un ministre qui comme lui n'eût *ni parens ni amis* : mais cet homme extraordinaire ne se montroit pas. Aussi pensa-t-on assez généralement que ce peuple succomberoit, malgré la fierté de son caractère, malgré l'expérience de ses amiraux, malgré

l'audace de ses hommes de mer, malgré l'énergie que doit acquérir une nation libre dans les secousses qu'elle éprouve.

Mais l'empire du hasard est bien étendu. Qui sait pour quel parti les élémens se déclareront ? Un coup de vent arrache ou donne la victoire. Un coup de canon déconcerte une armée entière par la mort d'un général. Des signaux, ou ne sont pas entendus, ou ne sont pas obéis. L'expérience, le courage, l'habileté sont croisés par l'ignorance, par la jalousie, par une trahison, par la certitude de l'impunité. Une brume qui survient et qui couvre les deux ennemis, ou les sépare ou les confond. Le calme et la tempête sont également favorables ou nuisibles. Les forces sont coupées en deux par l'inégale célérité des vaisseaux. Le moment est manqué, ou par la pusillanimité qui diffère, ou par la témérité qui se hâte. Des plans auront été formés avec sagesse ; mais ils resteront sans effet par le défaut de concert dans les mouvemens de l'exécution. Un ordre inconsidéré de la cour décide du malheur d'une journée. La disgrace ou le décès d'un ministre change les projets. Est-il possible qu'une union étroite puisse long-tems subsister entre des confédé-

rés

rés d'un caractère aussi opposé que le Français emporté, dédaigneux et léger; l'Espagnol lent, hautain, jaloux et froid; l'Américain qui tient secrètement ses regards tournés vers sa mère-patrie et qui se rejouiroit des désastres de ses alliés, s'ils étoient compatibles avec son indépendance ? Ces nations, soit qu'elles agissent séparément, soit qu'elles agissent de concert, tarderont-elles à s'entr'accuser, à se plaindre et à se brouiller ? Leur plus grand espoir ne seroit-il pas que des revers multipliés ne feroient tout au plus que les replonger dans l'état humiliant dont elles vouloient sortir et affermir le sceptre des mers dans les mains de la Grande-Bretagne; tandis qu'une ou deux défaites considérables feroient descendre pour jamais ce peuple ambitieux du rang des premières puissances de cet hémisphere ?

Qui peut donc décider; qui peut même prévoir quel sera l'événement ? La France et l'Espagne réunies ont pour elles des moyens puissans; l'Angleterre, l'art de diriger les siens. La France et l'Espagne ont leurs trésors; l'Angleterre un grand crédit national. D'un côté la multitude des hommes et le nombre des troupes; de l'autre la supériorité dans l'art

de conduire les vaisseaux et d'assujettir la mer dans les combats. Ici, l'impétuosité et la valeur ; là, et la valeur et l'expérience. Dans un parti, l'activité que peut donner aux desseins la monarchie absolue ; dans l'autre la vigueur et le ressort que donne la liberté. Ici, le ressentiment des pertes et de longs outrages à venger ; là, le souvenir d'une gloire récente et la souveraineté de l'Amérique, comme celle de l'océan à conserver. Les deux nations alliées ont cet avantage que donne la réunion de deux vastes puissances, mais l'inconvénient qui résulte de cette union même par la difficulté de l'harmonie et de l'accord, soit dans les desseins, soit dans l'emploi des forces ; l'Angleterre est abandonnée à elle-même, mais n'ayant à diriger que sa propre force, elle a l'avantage de l'unité dans les desseins, d'une combinaison plus sûre et peut-être plus prompte dans les idées ; elle peut plus aisément subordonner à une seule vue ses plans d'attaque et de défense.

Pour avoir une balance exacte, il faut encore peser la différente énergie que peut communiquer aux nations rivales une guerre, qui d'un côté n'est à beaucoup d'égards qu'une

guerre de rois et de ministres ; qui de l'autre est une guerre vraiment nationale, où il s'agit pour l'Angleterre de ses plus grands intérêts, d'un commerce qui fait sa richesse, d'un empire et d'une gloire qui font sa grandeur.

Enfin si l'on considère l'esprit de la nation Française, opposé à celui de la nation qu'elle combat, on verra que l'ardeur du Français est peut-être également prompte à s'allumer et à s'éteindre ; qu'il espère tout lorsqu'il commence, qu'il désespère de tout dès qu'il est arrêté par un obstacle : que par son caractère il a besoin de l'enthousiasme des succès pour obtenir des succès nouveaux ; que l'Anglais, au contraire, moins présomptueux d'abord malgré sa hardiesse naturelle, sait, quand il le faut, lutter avec courage, s'élever avec le danger et s'affermir par la disgrace : semblable à ce chêne robuste auquel Horace compare les Romains, qui, frappé par la hache, et mutilé par le fer, renaît sous les coups qu'on lui porte, et tire une vigueur nouvelle de ses blessures même.

L'histoire nous apprend encore que peu de ligues se sont partagé les dépouilles de la nation contre laquelle elle se sont formées.

Athènes victorieuse de la Perse; Rome sauvée d'Annibal; dans les tems modernes, Venise échappée à la fameuse ligue de Cambrai; et de nos jours même, la Prusse qui par le génie d'un homme a su tenir tête à l'Europe, ont droit de suspendre notre jugement sur l'issue de la guerre présente.

LI. *Quelle doit être la politique de la maison de Bourbon, si elle est victorieuse.*

Mais supposons que la maison de Bourbon ait les avantages dont elle a pu se flatter. Quelle doit être sa conduite ?

La France est sous tous les points de vue l'empire le plus fortement constitué dont le souvenir se soit conservé dans les annales du monde. Sans pouvoir lui être comparée, l'Espagne est aussi un état d'un grand poids, et ses moyens de prospérité augmentent tous les jours. Le soin le plus important de la maison de Bourbon doit donc être de se faire pardonner par ses voisins les avantages qu'elle tient de la nature, qu'elle doit à l'art, ou que les événemens lui ont donnés. Si elle cherchoit à augmenter sa supériorité, l'alarme seroit générale, et l'on se croiroit menacé d'un esclavage universel. C'est peut-être

beaucoup que les nations ne l'aient pas encore traversée dans ses projets contre l'Angleterre. Le ressentiment que les injustices et les hauteurs de cette isle superbe ont inspiré par-tout, doit être la cause de cette inaction. Mais la haîne se tait, lorsque l'intérêt se montre. Il est possible que l'Europe juge contraire à sa sûreté l'affoiblissement de la Grande-Bretagne dans l'ancien et le nouvel hémisphère; et qu'après avoir joui des humiliations, des dangers de cette puissance orgueilleuse et tyrannique, elle prenne enfin les armes pour la défendre. S'il en étoit ainsi, les cours de Versailles et de Madrid se verroient déchues de l'espoir qu'elles ont conçu d'une prépondérance décidée sur le globe. Ces considérations doivent les déterminer à presser les attaques, et à ne pas laisser une politique prévoyante ou simplement jalouse, le tems de faire de nouvelles combinaisons. Qu'elles s'arrêtent sur-tout à propos, et qu'un desir immodéré d'abattre leur ennemi commun ne les aveugle pas sur leurs véritables intérêts.

Les Etats-Unis ont montré à découvert le projet d'attirer à leur confédération toute l'Amérique Septentrionale. Plusieurs démarches,

celle en particulier d'inviter les peuples du Canada à la rebellion, ont dû faire croire que c'étoit aussi le vœu de la France. On peut soupçonner l'Espagne d'avoir également adopté cette idée.

La conduite des provinces qui ont secoué le joug de la Grande-Bretagne est simple, et telle qu'il falloit l'attendre. Mais leurs alliés ne manqueroient-ils pas de prévoyance, s'ils avoient réellement le même système?

Le nouvel hémisphère doit se détacher un jour de l'ancien. Ce grand déchirement est préparé en Europe par la fermentation et le choc de nos opinions; par le renversement de nos droits, qui faisoient notre courage; par le luxe de nos cours et la misère de nos campagnes; par la haîne, à jamais durable, entre des hommes lâches qui possèdent tout, et des hommes robustes, vertueux même, qui n'ont plus rien à perdre que la vie. Il est préparé en Amérique par l'accroissement de la population, des cultures, de l'industrie et des lumières. Tout achemine à cette scission, et les progrès d'un mal dans un monde, et les progrès du bien dans l'autre.

Mais peut-il convenir à l'Espagne et à la France, dont les possessions dans le nouvel

hémisphère sont une source inépuisable de richesses, leur peut-il convenir de précipiter ce déchirement? Or, c'est ce qui arriveroit, si tout le nord de ces régions étoit assujetti aux mêmes loix, ou lié par des intérêts communs.

A peine la liberté de ce vaste continent seroit-elle assurée, qu'il deviendroit l'asyle de tout ce qu'on voit parmi nous d'hommes intrigans, séditieux, flétris ou ruinés. La culture, les arts, le commerce ne seroient pas la ressource des réfugiés de ce caractère. Il leur faudroit une vie moins laborieuse et plus agitée. Ce génie, également éloigné du travail et du repos, se tourneroit vers les conquêtes; et une passion qui a tant d'attraits subjugueroit aisément les premiers colons, détournés de leurs anciens travaux par une longue guerre. Le nouveau peuple auroit achevé les préparatifs de ses invasions, avant que le bruit en eût été porté dans nos climats. Il choisiroit ses ennemis, le champ et le moment de ses victoires. Sa foudre tomberoit toujours sur des mers sans défense, ou sur des côtes prises au dépourvu. Dans peu, les provinces du Midi deviendroient la proie de celles du Nord, et suppléeroient par la ri-

chesse de leurs productions à la médiocrité des leurs. Peut-être même, les possessions de nos monarchies absolues brigueroient-elles d'entrer dans la confédération des peuples libres, ou se détacheroient-elles de l'Europe pour n'appartenir qu'à elles-mêmes.

Le parti que doivent prendre les cours de Madrid et de Versailles, s'il leur est libre de choisir, c'est de laisser subsister dans le nord de l'Amérique deux puissances qui s'observent, qui se contiennent, qui se balancent. Alors des siècles s'écouleront, avant que l'Angleterre et les républiques formées à ses dépens se rapprochent. Cette défiance réciproque les empêchera de rien entreprendre au loin; et les établissemens des autres nations, dans le Nouveau-Monde, jouiront d'une tranquillité qui jusqu'à nos jours a été si souvent troublée.

C'est même vraisemblablement, c'est l'ordre de chose qui conviendroit le mieux aux provinces confédérées. Leurs limites respectives ne sont pas réglées. Il règne une grande jalousie entre les contrées du Nord et celles du Midi. Les principes politiques varient d'une rivière à l'autre. On remarque de grandes animosités entre les citoyens d'une

ville, entre les membres d'une famille. Chacun voudra éloigner de soi le fardeau accablant des dépenses et des dettes publiques. Mille germes de divisions couvent généralement dans le sein des Etats-Unis. Les dangers une fois disparus, comment arrêter l'explosion de tant de mécontentemens? Comment tenir attachés à un même centre tant d'esprits égarés, tant de cœurs aigris? Que les vrais amis des Américains y réfléchissent, et ils trouveront que l'unique moyen de prévenir les troubles parmi ces peuples, c'est de laisser sur leurs frontières un rival puissant et toujours disposé à profiter de leurs dissentions.

Il faut la paix et la sûreté aux monarchies; il faut des inquiétudes et un ennemi à redouter pour les républiques. Rome avoit besoin de Carthage; et celui qui détruisit la liberté Romaine, ce ne fut, ni Sylla, ni César; ce fut le premier Caton, lorsque sa politique étroite et farouche ôta une rivale à Rome, en allumant dans le sénat les flambeaux qui mirent Carthage en cendre. Venise elle même, depuis quatre cens ans, peut-être, eût perdu son gouvernement et ses loix, si elle n'avoit à sa porte et presque

sous ses murs des voisins puissans qui pourroient devenir ses amis ou ses maîtres.

LII. *Quelle idée il faut se former des treize provinces confédérées.*

Mais dans cette combinaison à quel degré de félicité, de splendeur et de force pourront avec le tems s'élever les provinces confédérées ?

Ici, pour bien juger, commençons d'abord par écarter l'intérêt que toutes les ames, sans en excepter celles des esclaves, ont pris aux généreux efforts d'une nation qui s'exposoit aux plus effrayantes calamités pour être libre. Le nom de liberté est si doux, que tous ceux qui combattent pour elle, sont sûrs d'intéresser nos vœux secrets. Leur cause est celle du genre-humain tout entier ; elle devient la nôtre. Nous nous vengeons de nos oppresseurs, en exhalant du moins en liberté notre haîne contre les oppresseurs étrangers. Au bruit des chaînes qui se brisent, il nous semble que les nôtres vont devenir plus légères ; et nous croyons quelques momens respirer un air plus pur, en apprenant que l'univers compte des tyrans de moins. D'ailleurs ces grandes révo-

lutions de la liberté sont des leçons pour les despotes. Elles les avertissent de ne pas compter sur une trop longue patience des peuples et sur une éternelle impunité. Ainsi, quand la société et les loix se vengent des crimes des particuliers, l'homme de bien espère que le châtiment des coupables peut prévenir de nouveaux crimes. La terreur quelquefois tient lieu de justice au brigand, et de conscience à l'assassin. Telle est la source de ce vif intérêt que font naître en nous toutes les guerres de liberté. Tel a été celui que nous ont inspiré les Américains. Nos imaginations se sont enflammées pour eux. Nous nous sommes associés à leurs victoires et à leurs défaites. L'esprit de justice qui se plaît à compenser les malheurs passés par un bonheur à venir, se plaît à croire que cette partie du Nouveau-Monde ne peut manquer de devenir une des plus florissantes contrées du globe. On va jusqu'à craindre que l'Europe ne trouve un jour ses maîtres dans ses enfans. Osons résister au torrent de l'opinion et à celui de l'enthousiasme public. Ne nous laissons point égarer par l'imagination qui embellit tout, par le sentiment qui aime à se créer des illusions et réalise

tout ce qu'il espère. Notre devoir est de combattre tout préjugé, même celui qui seroit le plus conforme au vœu de notre cœur. Il s'agit avant tout d'être vrais, et de ne pas trahir cette conscience pure et droite qui préside à nos écrits et nous dicte tous nos jugemens. Dans ce moment, peut-être, nous ne serons pas crus : mais une conjecture hardie qui se vérifie au bout de plusieurs siecles fait plus d'honneur à l'historien, qu'une longue suite de faits dont le récit ne peut être contesté ; et je ne n'écris pas seulement pour mes contemporains qui ne me survivront que de quelques années. Encore quelques révolutions du soleil : eux et moi, nous ne serons plus. Mais je livre mes idées à la postérité et au tems. C'est à eux à me juger.

L'espace occupé par les treize républiques entre les montagnes et la mer, n'est que de soixante-sept lieues marines ; mais sur la côte leur étendue est en ligne droite de trois cent quarante - cinq depuis la rivière de Sainte-Croix jusqu'à celle de Savannah.

Dans cette région, les terres sont presque généralement mauvaises ou de qualité médiocre.

Il

Il ne croit guère que du maïs dans les quatre colonies les plus septentrionales. L'unique ressource de leurs habitans, c'est la pêche, dont le produit annuel ne s'élève pas au-dessus de 6,000,000 livres.

Le bled soutient principalement les provinces de New-York, de Jersey et de Pensilvanie. Mais le sol s'y est si rapidement détérioré, que l'acre qui donnoit autrefois jusqu'à soixante boisseaux de froment, n'en produit plus vingt que fort rarement.

Quoique les campagnes du Maryland et de la Virginie soient fort supérieures à toutes les autres, elle ne peuvent être regardées comme très-fertiles. Les anciennes plantations ne rendent que le tiers du tabac qu'on y récoltoit autrefois. Il n'est pas possible d'en former beaucoup de nouvelles ; et les cultivateurs ont été réduits à tourner leurs travaux vers d'autres objets.

La Caroline Septentrionale produit quelques grains, mais d'une qualité si inférieure, qu'ils sont vendus vingt-cinq ou trente pour cent de moins que les autres dans tous les marchés.

Le sol de la Caroline Méridionale et de la Géorgie, est parfaitement uni jusqu'à cinq

quante milles de l'océan. Les plues excessives qui y tombent ne trouvant point d'écoulement, forment de nombreux marais où le riz est cultivé au grand détriment des hommes libres et des esclaves occupés de ce travail. Dans les intervalles que laissent ces amas d'eau si multipliés, croît un indigo inférieur qu'il faut changer de place chaque année. Lorsque le pays s'élève, ce ne sont plus que des sables rebelles ou d'affreux rochers, coupés de loin en loin par des pâturages de la nature du jonc.

Le gouvernement Anglais ne pouvant se dissimuler que l'Amérique Septentrionale ne l'enrichiroit jamais par les productions qui lui étoient propres, imagina le puissant ressort des gratifications; pour créer dans cette partie du Nouveau-Monde le lin, la vigne, la soie. La pauvreté du sol repoussa la première de ces vues; le vice du climat s'opposa au succès de la seconde; et le défaut de bras ne permit pas de suivre la troisième. La société établie à Londres pour l'encouragement des arts, ne fut pas plus heureuse que le ministère. Ses bienfaits ne firent éclorre aucun des objets qu'elle avoit proposés à l'activité et à l'industrie de ces contrées.

Il fallut que la Grande-Bretagne se contentât de vendre chaque année aux contrées qui nous occupent pour environ cinquante millions de marchandises. Ceux qui les consommoient lui livroient exclusivement leurs indigos, leurs fers, leurs tabacs et leurs pelleteries. Ils lui livroient ce que le reste du globe leur avoit donné d'argent et de matières premières, en échange de leurs bois, de leurs grains, de leur poisson, de leur riz, de leurs salaisons. Cependant la balance leur fut toujours si défavorable, que lorsque les troubles commencèrent, les colonies devoient cent vingt ou cent trente millions à leur métropole; et qu'elles n'avoient point de métaux en circulation.

Malgré ces désavantages, il s'étoit successivement formé dans le sein des treize provinces une population de deux millions neuf cent quatre-vingt un mille six cent soixante dix-huit personnes, en y comprenant quatre cent mille noirs. L'opression et l'intolérance y poussoient tous les jours de nouveaux habitans. La guerre a fermé ce refuge aux malheureux: mais la paix le leur rouvrira; et ils s'y rendront en plus grand nombre que jamais. Ceux qui y passeront

avec des projets de culture n'auront pas toute la satisfaction qu'ils se seront promise ; parce qu'ils trouveront les bonnes terres, les médiocres même, toutes occupées, et qu'on n'aura guère à leur offrir que des sables stériles, des marais mal-sains ou des montagnes escarpées. L'émigration sera plus favorable aux manufacturiers et aux artistes, sans que peut-être ils aient rien gagné à changer de patrie et de climat.

On ne détermineroit pas sans témérité quelle pourra être un jour la population des États-Unis. Un calcul, assez généralement difficile, devient inappréciable pour une région dont les terres dégénèrent très-rapidement, et où la mesure des travaux et des avances n'est pas celle de la reproduction. Si dix millions d'hommes trouvent jamais une subsistance assurée dans ces provinces, ce sera beaucoup. Alors même les exportations se réduiront à rien ou à fort peu de chose : mais l'industrie intérieure remplacera l'industrie étrangère. A peu de chose près, le pays pourra se suffire à lui-même, pourvu que ses habitans sachent être heureux par l'économie et la médiocrité.

Peuples de l'Amérique Septentrionale, que

l'exemple de toutes les nations qui vous ont précédés, et sur-tout que celui de la mère-patrie vous instruise. Craignez l'affluence de l'or qui apporte avec le luxe la corruption des mœurs, le mépris des loix ; craignez une trop inégale répartition des richesses qui montre un petit nombre de citoyens opulens et une multitude de citoyens dans la misère ; d'où naît l'insolence des uns et l'avilissement des autres. Garantissez-vous de l'esprit de conquête. La tranquillité de l'empire diminue à mesure qu'il s'étend. Ayez des armes pour vous défendre ; n'en ayez pas pour attaquer. Cherchez l'aisance et la santé dans le travail ; la prospérité dans la culture des terres et les ateliers de l'industrie ; la force dans les bonnes mœurs et dans la vertu. Faites prospérer les sciences et les arts qui distinguent l'homme policé de l'homme sauvage. Sur-tout veillez à l'éducation de vos enfans. C'est des écoles publiques, n'en doutez pas, que sortent les magistrats éclairés, les militaires instruits et courageux, les bons pères, les bons maris, les bons frères, les bons amis, les hommes de bien. Par-tout où l'on voit la jeunesse se dépraver, la nation est sur déclin. Que la liberté ait une base

inébranlable dans la sagesse de vos constitutions, et qu'elle soit l'indestructible ciment qui lie vos provinces entr'elles. N'établissez aucune préférence légale entre les cultes. La superstition est innocente par-tout où elle n'est ni protégée, ni persécutée; et que votre durée soit, s'il se peut, égale à celle du monde.

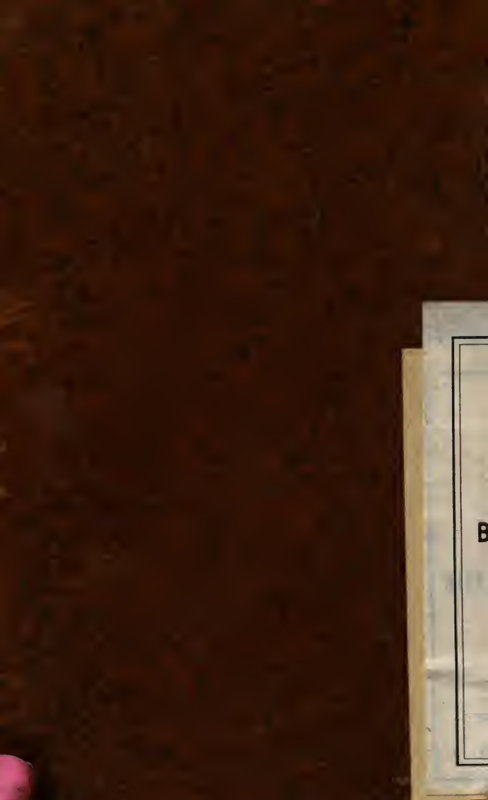
Puisse ce vœu s'accomplir, et consoler la génération expirante par l'espoir d'une meilleure ! Mais laissant l'avenir à lui-même, jettons un coup d'œil sur le résultat de trois siècles mémorables. Après avoir vu, dans le début de cet ouvrage, en quel état de misère et de ténèbres étoit l'Europe à la naissance de l'Amérique, voyons en quel état la conquête d'un monde a conduit et poussé le monde conquérant. C'étoit l'objet d'un livre entrepris avec le desir d'être utile. Si le but est rempli, l'auteur aura payé sa dette à son siècle, à la société.

Fin du tome quinzième.

TABLE DES INDICATIONS.

SUITE DU LIVRE DIX-HUITIÈME.

Fin de la Table du tome quinzième.


B